

INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



1978 - 12



TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

(ancien titre ; ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

30th year

30e année

UIA's periodical celebrates its 30th anniversary in 1978, having changed its name from " International Associations » to « Transnational Associations » in 1977, in order to reflect the transnational nature of nonprofit associations (INGOs) by using more appropriate terminology. Our informed readers will have appreciated our intention to give a good example of conceptual clarity.

The purpose of « Transnational Associations » is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense « Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociology of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

« Transnational Associations » is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA.

En 1978 la revue entre dans sa 30e année.

L'année 1977 a vu le changement de titre de notre Revue « Associations Transnationales » au lieu d'« Associations internationales ».

Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le voulant ainsi, nos lecteurs n'ont pas été surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d'« Associations Transnationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'« Associations Transnationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations, des ONG avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les entreprises multinationales.

" Associations Transnationales » est l'organe de PUAI, association sans but lucratif, bien que les opinions qu'il exprime ne soient pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 30th year, 1978

The subscription rate is : BF 850, or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, 17, Anson Road, London N7 ORB.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 30e année, 1978

Le prix de l'abonnement est de: PB 850, ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser :

Genève: Compte courant no 472.043.30 0 à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte no 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-S (C.C.P. de la Banque no 170 09),

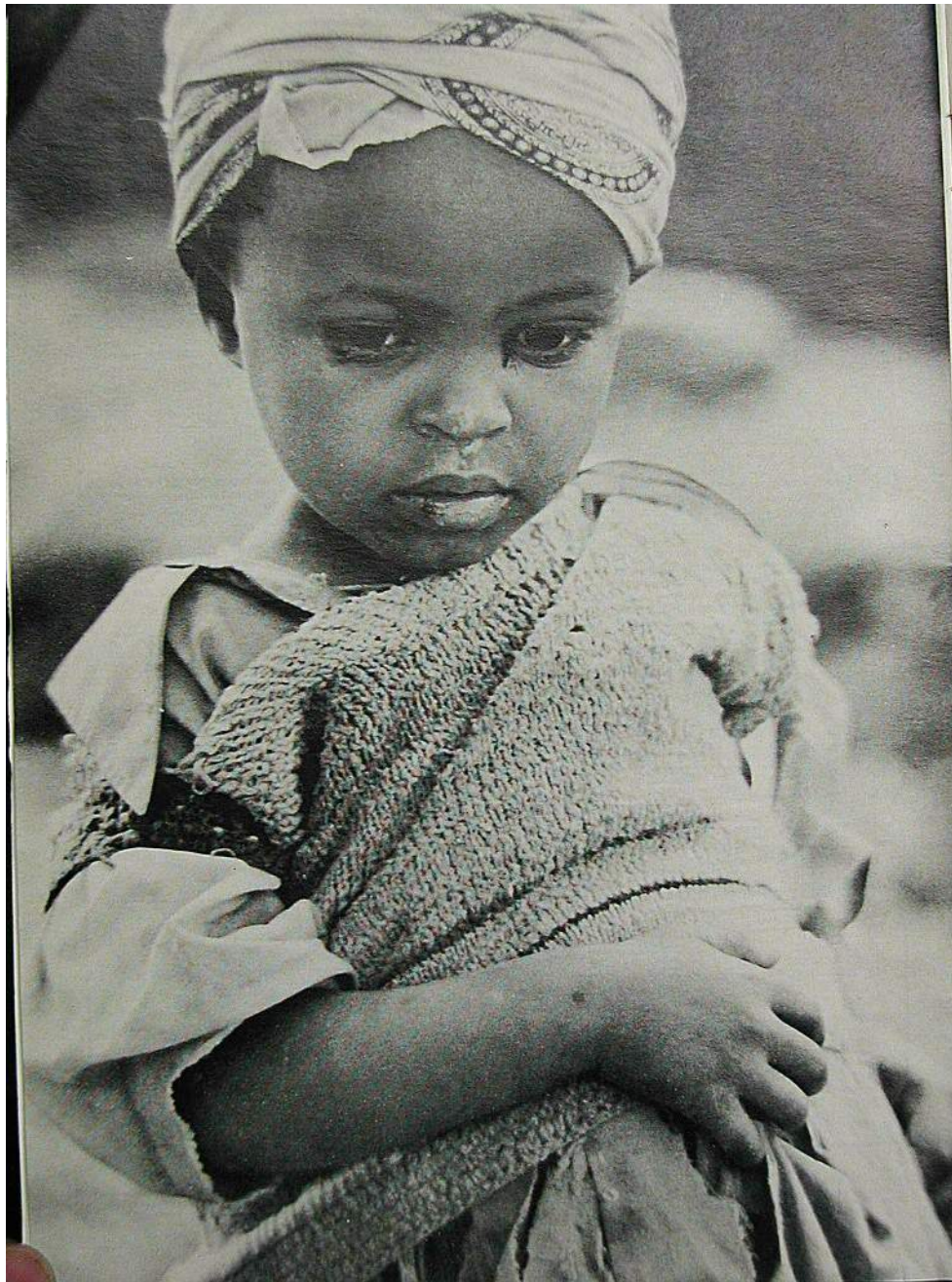
Copyright 1978 UIA
0020-6059
Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UIA.

ISSN-

Copyright 1978 UIA

ISSN-0020-6059

Les opinions exprimées dans les articles, signés ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UIA.





Sommaire /Contents

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

COMITE DE DIRECTION EXECUTIVE COUNCIL

President : President :
F.A. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per

Vice-Présidents : Vice-President s :
Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian

S.K. SAXENA (India)

Alliance.

Trésorier Général : Treasurer General :
Paul E. HIERNAUX (Belgique)
Président de la Conférence Permanente des
Chambres de Commerce et d'Industrie de la

Membres : Members :
F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council of

Luis G. de SEVILLA (Mexique)

Droit international.
Mahmoud FOROUGHÍ (Iran)
Ambassadeur, Directeur de l'Institut des
affaires étrangères d'Iran.
Johan GALTUNG (Norvège)
Director, Goals Processes and Indicators
Project United Nations University.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)

Ouvrier International de l'Académie des
Sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)
Professeur à l'Université de Paris I.

Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for
International Development.

Secrétaire Général : Secretary-General :
Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

- ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES -
- TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS-

Rédaction / Editorial

Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Christiane de CONINCK
Jennifer OTLET

décembre
december

1978 - no 12

Editorial : A trente ans de Paris	526
Hommage au Père Pire :	
- Développement et rôle des organisations non gouvernementales par René Dumont	528
- A contribution to the dialogue of civilisations by Sean Mac Bride Vers l'universalité des organisations internationales non-gouvernementales par Vladimir Herick	530
Law related INGO's by Charles S. Rhyne Interrelating viewpoints in complex meetings by A. Judge with David Horton Smith	532
Fédération Internationale des Professeurs de Français	539
The INGO category by Frederick Elkin	542
The rights and duties of consultative status 1st supplement to the Yearbook of International Organizations 17th edition	549
10th supplement to the International Congress Calendar, 18th edition	553
Index Vol XXX, 1978 International/Transnational Associations	556
	559
	565
	573

Photo de Couverture : Paysage de Bruegel
Cover Photo : Countryside by Bruegel

Published MONTHLY by
Union of International Associations - UAI (founded 1910)

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.83.06.

Printing : POOT, Brussels, Tel. 267.78.88.

Advertising : Union of International Associations, rue aux Laines 1,
1000 Brussels Belgium, Tel. (02) 511.83.96 — 512.54.42.
OR
Roger Ranson, Delege-Directeur de publicité, Paris : Tansigny,
92210 St. Cloud France. Tel. 602.5383.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales • UAI (fondée en 1910)

Editeur responsable : R. Fenaux, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles
(Belgique), Tél. (02)511.83.96.

Imprimerie : POOT, Bruxelles, Tel. 267.78.88.

Publicité : Roger Ranson, Délégué-Directeur de Publicité, 9, av. du Laitte
du Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tel. 602.5383.

Union des Associations Internationales, rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles
Belgique. Tel. (02) 511.83.96 — 512.54.42.

A TRENTE ANS DE PARIS



Trente ans de Paris, c'est dans l'histoire des lettres françaises le titre des souvenirs d'un écrivain provençal exquis, Alphonse Daudet. Mais nous l'entendons ici le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme qui fut élaborée et adoptée le 10 décembre 1948 par la troisième assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies siégeant exceptionnellement à Paris, haut-lieu de la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

Nos souvenirs personnels nous reportent aux étapes de cet itinéraire historique pour en tirer la leçon quant au rôle des associations (OING) dans l'application des principes des Droits de l'Homme, avec toutes les libertés associatives qu'ils comportent.

Au commencement était la Charte de l'ONU élaborée à San Francisco dans la nausée d'une guerre furieusement meurtrière, une Charte qui fit largement place au respect et à la protection de la personne humaine. Déjà le 1er janvier 1942 la « Déclaration des Nations-Unies » signée à Washington par les représentants des vingt-six Etats originaires de l'Organisation, mentionnait la nécessité d'une victoire alliée pour la défense « de la vie, de la liberté, de l'indépendance, de la liberté religieuse « aussi bien que – pour conserver les droits humains ». Dès le début de l'organisation internationale, les ONG vouées au bien de l'homme, ligues, églises, syndicats de diverses tendances jouèrent un rôle moteur dans la revendication des Droits de l'homme des associations internationales autant que nationales, en l'occur-

rence américaines en raison des circonstances de lieu où se faisait la paix. On retrouve la trace de ces circonstances dans le texte de l'Art. 71 de la Charte admettant la consultation des associations non-gouvernementales sans but lucratif à deux niveaux.

On ne sait pas assez ou on a peut-être oublié que sans l'action de ces groupes de pression exprimant de puissantes forces d'opinion d'essence démocratique, la diplomatie d'Etat de tous systèmes, libéraux ou autoritaires, aurait sans doute été moins généreuse dans la part faite aux Droits de l'Homme dans la Charte. La discrétion de l'Art. 71 donne une idée de cette mentalité d'Etats. Et si un statut consultatif est tout de même né de cette discrétion, c'est à la réflexion et à l'analyse des circonstances, que le Conseil économique et social et, à sa suite, les Institutions spécialisées et régionales ont pu s'appuyer sur les dispositions humaines de la Charte clairement exprimées, en y mettant d'ailleurs un accent d'autodétermination des peuples, lisons des Etats. C'est aussi que la pression des ONG au service de l'Homme et des hommes n'a pas faibli.

On est frappé, en relisant les dispositions de la Charte, d'y voir le ton d'insistance sur les libertés humaines dans une conception démocratique et associative de la société.

Dès les premiers mots du préambule, s'autorisant des « peuples », donc des personnes et des groupements humains,

il s'agit d'une proclamation de « foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ». Une proclamation liée au devoir de « favoriser le progrès social » et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ».

Quant aux « fins » de cet idéal, le premier mot du préambule est un appel « à pratiquer la tolérance », vertu foncièrement démocratique et associative. Au chapitre des Buts et principes de la Charte, on trouve, comme jumelés, le respect du principe autodéterminant de l'égalité des droits des peuples et la réalisation de la coopération internationale » laquelle postule la solution des « problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ». On remarquera opportunément la conjonction des soucis d'ordre à la fois économique, social, intellectuel et humanitaire, qui montre que la tendance du jour à se concentrer sur les seuls aspects économiques du nouvel ordre international, par une conception restreinte du développement, est un écart de la Charte, même quand la concession est faite au « socio-économique ». Et c'est aller à l'esprit transnational, dépouillé de la raison d'Etat, que de parler maintenant de promotion humaine plus exactement que de développement, comme le font des associations d'aide aux pays déshérités. Nous sommes ici en communion de pensée avec M. Tévoéd-jrè, directeur de l'Institut International

d'études sociales du BIT, dans sa campagne pour un contrat de solidarité, L'idée d'assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous apparaît encore dans les fonctions et pouvoirs du Conseil économique et social, à l'Art. 62, et dans la procédure des commissions de travail, à l'Art. 69.

Enfin l'Art. 71 de la Charte complète heureusement ces dispositions de la Charte en ouvrant pour la première fois la porte, à vrai dire une porte plutôt étroite, à la consultation des ONG, dans les matières relevant de la compétence du Conseil économique et social, donc y compris les dossiers des Droits de l'homme. S'agissant de la participation des ONG à l'organisation internationale, la question est actuellement de savoir le sort qui sera fait à la consultation dans la restructuration des services économiques et sociaux de l'ONU aux fins du nouvel ordre économique et mondial. A cet égard la lecture du dossier des documents de l'Ecosoc ne laisse pas d'inquiéter, car on se défend mal de l'impression que l'organisation intergouvernementale, déterminée par une priorité d'ordre économique, penche à accorder plus de considération respectueuse au fait mondial profitable des entreprises multinationales qu'au fait mondial serviable des associations volontaires sans but lucratif.

En liant le présent au passé au long d'un itinéraire historique en évolution continue, nos souvenirs nous reportent à la troisième assemblée de Paris à laquelle nous avons participé comme représentant d'Etat.

Nous avons gardé la mémoire d'une session difficile, dans un climat de guerre froide. L'époque des soixante membres opposait inégalement une ample majorité occidentale au groupe de l'Europe de l'Est. La conception individuelle de la liberté, qui prend l'homme pour fin, prévalait alors largement au forum des Nations-Unies, cependant que les démocraties populaires braquaient leur intérêt sur leur conception prioritaire des droits économiques et sociaux. Après de longs débats, prolongés en séance de nuit, le vote fut finalement acquis par 48 voix, avec l'abstention du groupe soviétique, en compagnie disparate de l'Afrique du Sud et de l'Arabie saoudite, empêchées d'approuver un document qui condamnait, pour l'une, la ségrégation raciale et, pour l'autre, la pratique de l'esclavage.

On a dit de la Déclaration de 1948 qu'elle était une œuvre de circonstance et c'est vrai en un sens. Elle s'est voulue de portée universelle alors que l'assemblée était encore loin de l'être dans sa composition. Les civilisations asiatique et africaine étaient faiblement représentées. L'Inde fut à cet instant le porte-parole, volontiers moralisateur, des deux-tiers de l'humanité, en l'absence de la Chine en guerre civile et du Japon en pénitence. L'Afrique était encore en débat aux instances du Conseil de tutelle et de la quatrième commission de l'Assemblée. La conférence afro-asiatique de Bandung n'avait pas encore réuni le « tiers monde » qui allait être ainsi baptisé par Alfred Sauvy.

La circonstance de 1948 nous paraît aujourd'hui bien dépassée. Et pourtant, comme Marc Schreiber, longtemps Directeur de la Division des Droits de l'Homme au Secrétariat Général de l'ONU, l'a noté dans sa remarquable intervention lors de la célébration du Centenaire d'International Law Association, à Bruxelles en 1973, le fait est là que « de nombreux pays qui n'avaient pas participé à l'élaboration de la Déclaration Universelle en ont pleinement accepté les termes dès que l'occasion leur en a été donnée, tout en contribuant activement dès leur entrée aux Nations-Unies à l'œuvre d'élaboration de nouveaux instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme ».

Est-ce à dire qu'au-delà de la diversité des cultures et des systèmes politiques et juridiques, une éthique universelle s'est déjà traduite en normes - déclarations, recommandations, conventions et pactes - marquant ainsi « l'universalité et la permanence de certaines valeurs humaines fondamentales »? (1) On voudrait y croire, malgré les équivoques du langage international qui faisaient dire au regretté René Maheu, Directeur Général de l'Unesco, précisément à propos des droits universels: « Derrière le mur de brouillard des mots, la diversité, voire l'opposition des interprétations, des motivations et des utilisations divisent profondément les esprits ».

Nous avons ressenti cette ambiguïté lors de la conférence de Téhéran où nous siégeons au 20ème anniversaire de la Déclaration de Paris, en 1968. Nous en avons surtout retenu la position de nombre d'Etats qui se réservent d'appliquer (es principes des Droits de l'homme à

leurs convenances, une position qui vient d'être réaffirmée récemment à la Conférence générale de l'Unesco. On voit ici le contraste de deux conceptions de l'Etat et de la société, l'une qui se réclame d'un espace souverainement clos avec ses rapports internationaux, l'autre d'un espace universellement ouvert, avec ses rapports transnationaux.

Nous touchons à une actualité brûlante qui embrasse à la fois les ambitions d'Etat et les aspirations des hommes sous quantité d'aspects, la liberté personnelle, la justice sociale, la promotion humaine, la sécurité, la détente et finalement la paix.

Pour ce qui nous regarde à celle tribune de l'UAI, tirant la leçon de nos souvenirs et des réflexions qui les accompagnent en ce trentième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, nous dirons notre conviction progressivement acquise que le mouvement associatif des organisations non-gouvernementales nous apparaît maintenant comme une des grandes ressources du nouvel ordre international proposé à l'âge scientifique d'une humanité au destin solidaire.

Groupes de pression certes, du moins pour une bonne part des forces d'opinion, mais groupes de service avant tout, les forces démocratiques des associations (OING) revendiquent vigoureusement un droit de considération et de participation que les Etats et la diplomatie interétatique ne sont plus en puissance de leur refuser dans le nouveau rapport des forces.

Cette conclusion ressort des dossiers dont nous terminons la publication à propos des relations entre l'ONU et les ONG. Elle traduit aussi le sentiment exprimé à l'occasion des journées anniversaires des droits de l'Homme et des cérémonies commémoratives du 20ème anniversaire de l'attribution du Prix Nobel de la Paix au Père Pire fondateur de l'Université de Paix, auquel nous faisons écho d'autre part. C'est enfin l'argument foncier de notre Forum mondial de 1980: de l'international au transnational.

Robert FENAUUX

(1) Marc Schreiber: " L'International Law Association et la mise en œuvre de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ".

HOMMAGE AU PERE PIRE

PRIX NOBEL DE LA PAIX 1958.

Voici vingt ans que le Prix Nobel de la Paix a été attribué à Dominique Pire, fondateur de l'Université de Paix, pour son action en faveur de la compréhension et de la solidarité entre les hommes. La Fondation Dominique Pire a voulu commémorer solennellement cet événement en invitant notamment quelques personnalités à faire part de leurs réflexions à propos des actions lancées par le titulaire du Prix. Il ne s'agit pas, nous disent les promoteurs de ce souvenir, d'un simple hommage à la mémoire d'un homme mais d'une incitation à promouvoir les efforts entrepris en vue de bâtir un monde plus humain.

Nous remercions la Fondation Pire de nous avoir autorisé à publier les deux articles ci-après de René Dumont, l'éminent écologiste et de Sean Mac Bride, Prix Lénine et Prix Nobel de la Paix, deux documents qui sont dans le droit fil de l'action non-gouvernementale au service de la société mondiale.

*« La paix n'est pas une chose à dire
mais une chose à faire ».*

D. Pire

Développement et rôle des organisations non gouvernementales

par René Dumont

Le développement agricole ne suffit pas : la faim persiste et s'aggrave

Je reviens d'un voyage d'études dans cinq pays du Tiers-Monde, à l'initiative d'une organisation non gouvernementale. J'ai dû, une fois de plus, hélas, constater que les paysans de ces régions, dans leur grande majorité, sont exploités par les minorités privilégiées urbaines au pouvoir. Ils ne sont pas en mesure de produire assez d'aliments pour survivre. Sur cette production insuffisante, on leur prélève une rente foncière exorbitante (souvent la moitié de la récolte). S'ils manquent de grains pour attendre la prochaine moisson, ils doivent emprunter, à des taux généralement usuraires (Inde, Bangla Desh, et en bien d'autres régions). On vendra prématurément la récolte avant qu'elle ne soit arrivée à maturité, pour le tiers seulement de sa valeur réelle.

Dominés, exploités, pressurés de toutes les façons, les paysans n'ont pas les moyens d'entretenir correctement leurs sols qui se dégradent, faute d'humus. Sur les fortes pentes, la mise en culture provoque l'érosion, mais c'est là cependant que les petits paysans d'Équateur doivent labourer car ils sont refoulés hors

des plaines par les grands propriétaires qui y pratiquent des élevages extensifs. En Inde, les paysans sans terre doivent, pour survivre, déboiser les pentes de l'Himalaya. La forêt ne retenant plus qu'une partie des eaux de mousson, les inondations s'aggravent, cette année plus encore que précédemment. Force est de constater que le potentiel de production de notre planète diminue et que l'explosion démographique ne ralentit guère.

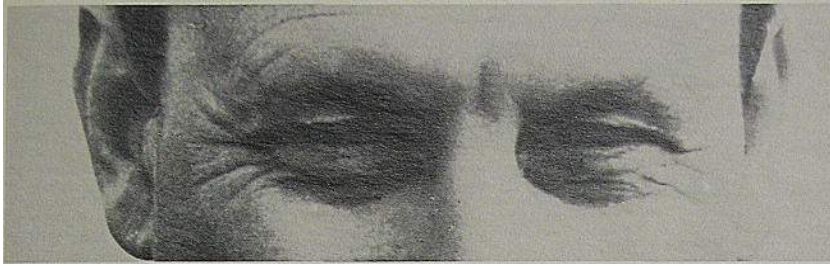
Action insuffisante ou néfaste des pays développés

L'aide extérieure des pays riches ou des organisations internationales n'a pas, dans les 20 ou 30 dernières années, réussi à renverser la vapeur. On a construit de grands barrages, mais l'eau d'irrigation est sous-utilisée. La plus grande partie de « l'aide » va à l'industrie. Le peu qui arrive dans la campagne est vite repris par les minorités urbaines privilégiées sous forme d'impôts, de taxes de sortie des cultures d'exportation (développées dans ce sens aux dépens des cultures vivrières), de rente foncière et d'usure, que cela soit en Asie ou en Amérique Latine.

En Haute Volta, ces dernières années, le montant de l'aide reçue dépasse celui du budget de l'Etat. Mais la seule trace de développement provenant de cette 'aide se remarque dans la capitale (autos et motos, villas et hôtels de luxe). De sorte qu'une telle aide augmente les besoins d'aide, perpétue la dépendance. Cette aide ne profite qu'aux minorités privilégiées urbaines qui sont soutenues quand elles risquent d'être compromises.

L'action des « Iles de Paix »

Au milieu de ces campagnes, une série d'organisations non gouvernementales, parmi lesquelles les « Iles de Paix » du regretté Père Pire, ou « Frères des Hommes », etc... ont entrepris une série de 'micro-réalisations fort intéressantes. Gouttes d'eau dans l'océan de la faim .nous dira-t-on, mais ces gouttes d'eau ne sont pas négligeables car elles peuvent faire tâche d'huile. Dans ces projets de développement, il s'agit de faire prendre conscience aux paysans et de leur situation et de leurs possibilités. Il s'agit d'abord d'alphabétiser une partie de la population paysanne; puis de lui donner un certain nombre de notions pour améliorer son état sanitaire. Ensuite il y a lieu de mettre en lumière les



possibilités de micro-développement omniprésentes pourvu que les intéressés sachent « compter sur leurs propres forces ». Comme cela se fait en Chine, mais dans des conditions de plus grande autonomie paysanne, et hors de toute atmosphère totalitaire.

Il s'agit ensuite d'organiser ces populations sur le plan économique pour les aider à résister aux diverses formes d'exploitation dont ils sont l'objet. C'est le but des coopératives, des diverses modalités d'octroi du crédit. Il faut surtout faire prendre conscience des énormes possibilités de développement que représente dans tout le Tiers-Monde le travail potentiel non employé, la sous-utilisation des paysans. On pourrait avec ces « forces productives cachées », et en les mettant à jour, réaliser des travaux de lutte contre l'érosion, de reboisement et surtout d'aménagement hydraulique : puits, petits barrages, protection contre les inondations, drainage, etc... Mais ces travaux posent des problèmes fonciers et risquent, si l'on n'y prend garde, de profiter surtout aux plus aisés.

La nécessaire influence de l'opinion publique

L'action sur le terrain des organisations non gouvernementales se révèle donc bénéfique, mais rencontre de nombreuses difficultés, notamment de la part des autorités locales. Les volontaires ne peuvent toujours lutter autant qu'ils le voudraient pour défendre les paysans dont ils s'occupent contre les différentes formes d'exploitation dont ils sont l'objet. Les ONG ne peuvent intervenir dans la politique intérieure des Etats dont ils sont les hôtes.

Mais nous, les pays riches, volons trop souvent au secours des minorités privilégiées au pouvoir qui exploitent les paysans. Ces dernières interdisent l'organisation paysanne qui entreprendrait de

les libérer, en leur faisant prendre conscience et de leurs possibilités et de l'exploitation dont ils sont l'objet. Si nous soutenons ces minorités, c'est que nous sommes en train de réaliser le plus extraordinaire gaspillage des ressources de notre petite planète : pétrole et gaz, fer et aluminium, manganèse et cobalt, étain et plomb, eau pure et air non souillé. Les pays riches prennent aux pays pauvres leurs meilleurs minerais, ceux qui feront défaut quand le moment sera venu pour ces pays de s'industrialiser avec leurs propres ressources.

Le travail des organisations non gouvernementales est donc fort utile sur le terrain, dans la mesure où elles aident les paysans à s'organiser pour leur développement. Mais il est plus utile encore dans les pays développés. Il leur faut faire prendre conscience à l'opinion publique des pays riches de l'énorme responsabilité de nos gouvernements dans le maintien, sinon même l'aggravation du sous-développement. Pour renoncer au pillage du Tiers-Monde, il nous faut changer notre mode de vie, économiser les ressources rares de la planète. Et renonçant à ce pillage et à ce gaspillage, nous n'aurons plus besoin de soutenir, par les armes, les régimes qui exploitent les paysans et aggravent la faim du monde. Le pétrole que nous gaspillons en surchauffant nos logements, en éclairant les autoroutes de nuit, et en favorisant les déplacements inutiles, manque aux moto-pompes du sous-continent indien. Et si nous consommons moins, nous aurons moins besoin de vendre aux pays du Tiers-Monde les armements qui les ruinent et qui provoqueront un jour, si nous persistons, la catastrophe finale. Le travail des organisations non gouvernementales s'est avéré bénéfique là où il s'est enraciné. Mais c'est peut-être au niveau des consciences que le bilan décisif des actions devrait être le plus positif. L'avenir nous dira si tel a été le cas. •

Twenty years ago Dominique Pire received the Nobel Peace Prize as the recognition (or his efforts in promoting human understanding and solidarity. To commemorate the event, the Dominique Pire Foundation decided to invite a number of well-known people to share their thoughts on the work of the man who was accorded this signal distinction. More than a simple homage to the memory of a man, what follows is intended as an encouragement to others to continue his efforts in building a better world.

A contribution to the dialogue of civilisations

by Sean Mac Bride*

My dream would be to see every grown-up, however he is and wherever he lives, feel personally concerned with every human drama, wherever it happens.
DOMINIQUE PIRE

I believe in the future of the world we live in. But it has to be worked for.
ALBERT SCHWEITZER



Father Dominique Pire, founder of the University of Peace, was above all a man of action. Poverty, injustice and social deprivation of any kind brought an immediate response from him - whether in the form of direct help or the mobilisation of the efforts of others. But the limits placed on such initiatives prompted him to foster a much more far-reaching plan, designed to attack the very roots of the problems he wanted to alleviate.

It was his commitment to direct action that led him to sponsor a deeper examination into the means of fostering more lasting human relations, in a world of justice and peace.

Since the first session of the University of Peace in 1960, many thousands of young people have met together from all the continents of the earth - to increase their understanding of the factors of change affecting the world today, to share their experiences, appreciations and criticisms of the different social structures, and to reinforce their commitment to the cause of peace.

« Universal peace will be realised one day, not because mankind will become a race of superior beings (this is too much to hope for), but because a new order of things, a new science and new economic demands will force them to live in peace ». Dominique Pire would certainly not have identified himself unreservedly with these words of Anatole France. But not because he underestimated, particularly in the last years of his life, the weight of the social structures and institutions bearing on the future of humanity, but because throughout his life he always looked on Man himself as the principal agent of change and of the redressment of injustice. Certainly he would agree with Roger Garaudy who, in his work on the « Dialogue of Civilisations », having rejected the

* Lenin Prize and Nobel Peace Prize

vision 01 a world where humanity has no control over its destiny, poses the question : » what would come of Man's initiative, his personal commitment, in the construction of a world which was simply a mechanical or dialectic extrapolation of the contradictions of the present ? »

In the same way, the views of the University of Peace have moved closer to the conviction that, to reduce injustice and promote peace, one has simultaneously to change mankind itself and modify those social structures that inhibit the development and full realisation of the individual.

The task of continuing the work of Father Pire over the years since his death in 1969 has not been without its problems - for everything has borne the stamp of his exceptional personality. But, setting aside the difficulties and the crises that inevitably face any living institution, the intervening years have vindicated the faith of those who have striven to :

- preserve the potential of the University of Peace as an instrument of reflection and action, aimed at the creation of a juster and more peaceful world;
- create new organisational structures to provide a positive framework for our past heritage and face up to the demands of the future.

The decision taken in April 1976, by those who had assumed the task of furthering the work of Father Pire, to endow the University of Peace with a proper legal status - with the fullest possible responsibility for pursuing its programmes and meeting its objectives - is the finest measure of confidence that could be accorded.

Its constitution is significant in terms of the historical responsibility in thereby assumes, its commitment to a wider-reaching role, and the demands that will help shape its programmes for the future. «The University of Peace has, as its objective, the task of pursuing the action undertaken in its name by Dominique Pire, winner of the Nobel Peace Prize, to contribute through dialogue to the establishment and preservation of peace and, to this end, to foster and promote justice amongst men and the preferential furtherance of the lot of the less-favoured peoples and social groups of the world. The University is open to all, without reference to nationality, race, social status, sex, philosophical, religious or political conviction, on the basis that they accept, and wish to promote, the principles contained in the Universal Declaration of the Rights of Man ».

In this context the programmes initiated over recent years along the three lines of approach set down by the association (peace, security and disarmament, justice and development; education and

developing awareness), using working methods that draw on the latest advances in teaching techniques, have helped the University of Peace increase its influence its influence and credibility with a wide public and win recognition of its role, both with the public authorities at national and international level and with many non-governmental organisations. The 20th anniversary of the award of the Nobel Peace Prize to Father Dominique Pire coincides, day for day, with the celebration of the 30th anniversary of the proclamation, by the United Nations, of the Universal Declaration of the Rights of Man.

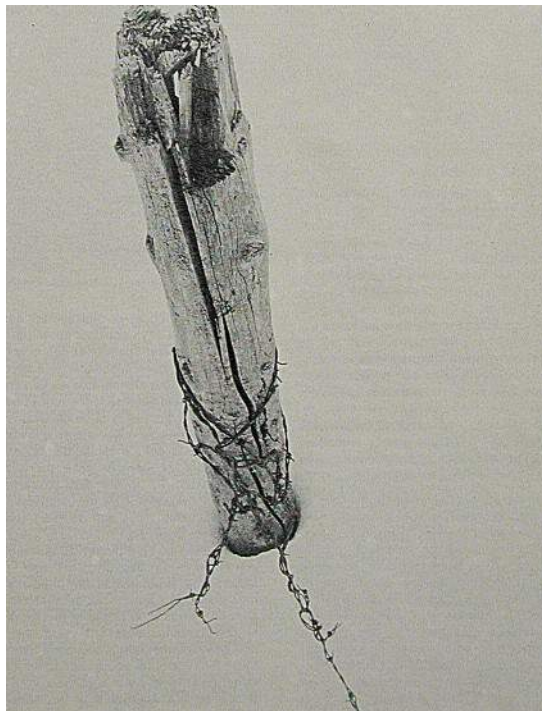
I have in front of me the first book published by the University of Peace on " Human Rights », a collection of texts essential to the tasks of education and action in the field of the Rights of Man. Coming several weeks after the convocation in Vienna, under the auspices of

UNESCO, of an international Congress on the teaching of human rights, this new initiative by the University of Peace bears witness to its readiness to respond to contemporary issues. Prospects for a new world economic and social order, and the problems of disarmament and development, were the themes of the international assemblies held in the summer of 1977 and 1978, 1979summer of 1977 and 1978, 1979, for its part, will be devoted to a study of the prospects (or a new world order in communications and information. The plan is to hold the 1980 session in Japan. The University of Peace is emerging from its shell and moving out into the world. A real contribution to the dialogue of civilisations.

The University of Peace has all the vitality of youth. It will soon be twenty years old.

My sincerest wishes go with it. •

Photo : X. de Conink



Vers l'universalité des Organisations Internationales Non-Gouvernementales

par Vladimir Hercik*

Liberté, solidarité, universalité, telle est « la devise des hommes » comme disait le bon La Fontaine. Des hommes nos contemporains, associés de mille façons en un monde voué à l'interdépendance dans un réseau global de relations transnationales.

Il y a très exactement vingt ans d'ici, en octobre 1958, notre Revue publiait un article de M. Vladimir Hercik, à l'époque membre du Secrétariat de l'Unesco en charge des relations avec les ONG. Un article intitulé « Vers l'universalité des organisations internationales non-gouvernementales » dont l'argumentation a conservé toute son actualité au point que nous croyons utile de le republier aujourd'hui en version intégrale comme pièce de nos dossiers préparatoires au Forum 1980.

Tous les commentaires, que ne manqueront pas de provoquer ce document relu dans le présent contexte du Développement, seront les bienvenus dans nos colonnes.

1. Un phénomène de la civilisation occidentale.

Par leurs origines, les organisations non gouvernementales appartiennent clairement à la civilisation occidentale. C'est dans les « vieux » pays de l'Occident, notamment en Angleterre et en France, qu'ont pris naissance et se sont développées les premières associations privées (1). C'est dans les capitales de quelques pays occidentaux que se sont tenus les premiers congrès internationaux où se sont constituées les premières associations internationales non gouvernementales (2). Encore à l'heure actuelle, c'est dans une demi-douzaine de villes de l'Europe occidentale que sont situés les sièges centraux d'une grande proportion des organisations internationales non gouvernementales existantes (3).

Bien qu'internationales par leurs titres, la plupart des organisations internationales privées qui existaient avant la première guerre mondiale se limitaient, par la répartition de leurs membres, aux pays dits d'Occident (Europe occidentale et les Amériques, Commonwealth Britannique) (4). Entre les deux grandes guerres, l'extension géographique des ONG a marqué un progrès certain en s'étendant notamment aux régions de l'Europe centrale et orientale d'une part, et certains pays et territoires d'Asie (5). Ce n'est cependant qu'après la deuxième guerre

mondiale que les organisations internationales non gouvernementales prirent pleinement conscience de leur vocation universelle et s'efforcèrent délibérément d'étendre leur réseau à toutes les régions du monde. Le terme « international » est de plus en plus interprété dans le sens d'un universalisme à l'échelle du globe. « International » signifie « mondial » (6).

La concentration et la prolifération des ONG dans les pays occidentaux s'explique par un climat spirituel et des conditions sociologiques spécifiquement occidentaux. On peut affirmer que les valeurs morales et politiques sans lesquelles les ONG ne peuvent naître ni se développer sont essentiellement les valeurs que l'on retrouve à la source de la démocratie occidentale, notamment celle du type anglo-saxon. En premier lieu, le cadre extérieur nécessaire au développement des ONG exige, de la part de l'Etat, une attitude de respect à l'égard de la liberté des citoyens de se grouper, sur leur propre initiative, en vue de poursuivre en dehors des structures et des mécanismes gouvernementaux des buts intéressant une section ou même la totalité de la communauté. Mais une association non gouvernementale présuppose avant tout des citoyens actifs, capables de cette initiative et prêts à consacrer leur temps et leur énergie à la réalisation d'objectifs qui dépassent leurs intérêts

personnels immédiats. L'esprit qui anime les membres actifs des organisations non gouvernementales procède à la fois du sens de la responsabilité de l'individu à l'égard de la communauté et de la conviction qu'un progrès social est désirable et réalisable. Il est clair que les qualités dont doit faire preuve l'animateur d'une ONG sont foncièrement celles que doit posséder un citoyen exerçant ses droits et ses responsabilités civiques dans une démocratie moderne. En Angleterre, par exemple, une partie considérable de la législation sociale adoptée par le Parlement au cours des dernières 150 années est le résultat de l'action inlassable des membres des grands partis politiques décidés à améliorer le sort de leurs concitoyens moins privilégiés. Leur action dans ce domaine se confondait d'ailleurs avec l'effort des nombreuses associations privées non politiques travaillant dans le même sens. Ajoutons enfin que les procédés et les techniques démocratiques sont utilisés au sein de toutes les organisations non gouvernementales pour déterminer leur programme d'action et pour contrôler l'exécution de ce programme, ainsi que pour le choix des responsables.

(*) L'auteur de l'article, à l'époque membre du Secrétariat de l'Unesco exprimait des opinions personnelles qui n'étaient pas nécessairement celles de l'Unesco.

Un autre facteur important qui favorise la formation des ONG dans les pays occidentaux est l'homogénéité raciale et linguistique de la plupart de ces pays. Un langage commun, au sens propre et figure, est évidemment un moyen indispensable de communication entre les membres d'une association poursuivant des objectifs communs. Les contours des communautés culturelles et linguistiques, qui se confondent fréquemment dans les pays occidentaux avec les frontières des Etats, offrent des cadres naturels aux associations privées et facilitent leur fonctionnement et leur extension à l'échelle nationale.

Notons enfin que l'épanouissement et la prolifération des organisations non gouvernementales datent principalement du début du vingtième siècle (7). Il va de soi que ce phénomène n'est pas sans rapport avec les facteurs économiques et sociaux qui ont déterminé l'évolution de la société occidentale depuis cette époque. Il est certain que l'industrialisation, en modifiant profondément les relations de l'individu et de la collectivité, favorisera le développement des associations non gouvernementales.

II. Quelques problèmes posés par l'implantation des ONG dans les pays extra-européens

On peut affirmer qu'à l'heure actuelle, la densité des organisations non gouvernementales dans les pays situés hors de l'orbite de la civilisation occidentale dépend de la mesure dans laquelle sont remplies les conditions fondamentales que nous venons d'indiquer: l'attitude libérale du gouvernement reconnaissant l'autonomie du citoyen à l'égard de l'Etat; une certaine expérience de ces citoyens dans l'exercice de leurs responsabilités démocratiques; un certain degré d'homogénéité culturelle leur permettant de formuler et de poursuivre les objectifs communs.

Cette thèse peut être aisément illustrée par l'exemple des pays qui ont accédé récemment à l'indépendance politique, après avoir fait partie pendant de longues années des empires coloniaux de puissances européennes. Le cas des Etats du sud-est asiatique tels que l'Inde, le Pakistan, Ceylan, la Birmanie, est particulièrement significatif. L'influence prolongée de l'administration britannique a facilité dans tous ces pays l'implantation du régime parlementaire reconnaissant les libertés civiques et encourageant les activités des groupes privés à travers lesquels se manifestent ces libertés (8). Une tradition de service volontaire déjà établie dans ces pays sous le régime colonial est favorisée par les jeunes gouvernements indépendants de ces pays qui reconnaissent dans les associations

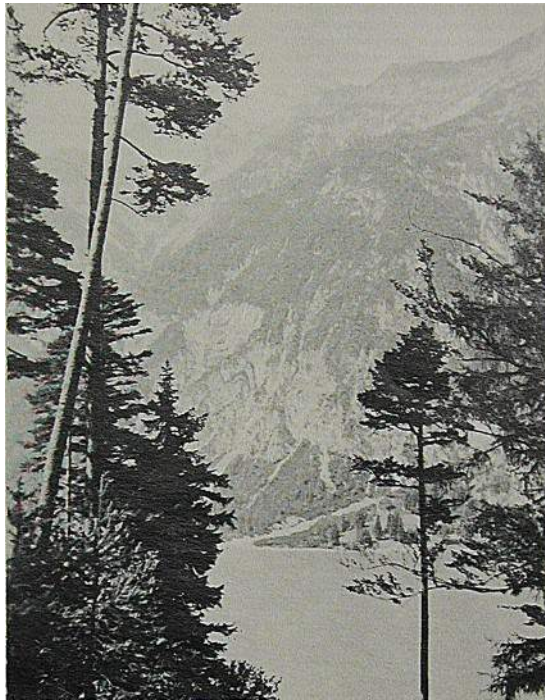


Photo : X. de Coninck

privées des alliés très précieux dans leurs programmes nationaux d'éducation civique et de progrès social. Le développement du secteur non gouvernemental dans cette région au cours des dernières années est révélée par la comparaison des deux éditions de l'Annuaire des organisations internationales, publiées respectivement en 1951 et en 1956: l'intégration des pays en question dans un grand nombre d'organisations internationales non gouvernementales a progressé très rapidement pendant cette période, grâce aux fondements de la démocratie politique posée par les anciennes puissances colonisatrices. L'héritage américain et néerlandais a produit des effets analogues, respectivement aux Philippines et en Indonésie. Les associations non gouvernementales de ces deux pays figurent de plus en plus fréquemment sur les listes des membres des organisations non gouvernementales.

Le fait que l'anglais était le véhicule des influences occidentales dans les pays précités a joué un rôle important dans la cristallisation des associations privées de ces pays et dans leur intégration dans le réseau des organisations internationales non gouvernementales. Le français a assumé une fonction catalytique comparable non seulement dans les territoires sous la dépendance directe de la France, mais aussi dans les régions où s'exerçait traditionnellement le rayonnement de la culture française, tel que le Moyen Orient. N'oublions pas que ces deux langues restent les langues de travail et de communication de la majorité des organisations internationales non gouvernementales. Dans de nombreux cas, c'était l'une ou l'autre de ces langues mondiales qui avait fourni un moyen de communication au sein de communautés plurilingues (Inde, Ceylan, Congo belge, etc.) et qui de ce fait avait facilité le fonctionnement d'un groupe sur le plan national. Il

est évident que cet avantage historique peut constituer d'autre part une hypothèse psychologique à l'heure actuelle, en face des nationalismes exacerbés des jeunes Etats indépendants. D'ailleurs, le problème des relations des nombreuses langues vernaculaires et d'une ou de plusieurs langues administratives se pose d'abord à beaucoup de ces Etats qui se composent rarement de communautés homogènes au point de vue racial et linguistique. Dans la mesure où ce problème reçoit des solutions sur le plan gouvernemental, le fonctionnement des associations non gouvernementales s'en trouve considérablement facilité. Les enquêtes sociologiques menées en territoire africain (9) révèlent que les associations non gouvernementales du type occidental ont tendance à se superposer aux groupes traditionnels (« primaires »). Ces associations se forment principalement dans les milieux urbains où l'emprise des structures tribales est affaiblie. Dans les nouvelles populations urbaines, l'individu échappe aux pressions de l'organisation tribale, ce qui lui fait perdre la sécurité résultant de l'encadrement social traditionnel et le dispose plus facilement à entrer dans un groupement « volontaire » pour échapper à l'isolement social qu'entraîne la vie dans une communauté urbaine. De manière générale, les dirigeants de ces associations se recrutent sur la base du mérite individuel et constituent de nouveaux cadres en face des chefs classiques, dont l'ascendant est basé essentiellement sur les valeurs traditionnelles. Ainsi le processus de l'industrialisation et de l'urbanisation qui se déroule sur les continents non européens crée des conditions favorables à la fondation des organisations non gouvernementales. Certains groupements autochtones des pays orientaux, tels Ashrams, Hindous ou monastères bouddhiques, réunissent quelques-unes des caractéristiques des associations non gouvernementales : indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, adhésion personnelle des individus. Ce qui distingue ces groupements des associations privées du type occidental, c'est leur repliement sur eux-mêmes, qui traduit une indifférence à peu près totale à l'égard de la communauté qui vit au-dehors de leur cadre. Les Ashrams et les monastères orientaux semblent également dépourvus de cet esprit missionnaire qui anime les associations occidentales et les pousse à se développer au-delà des frontières locales, voire nationales. En analysant les rapports de l'individu et de la collectivité au sein de la société birmane, dont la base religieuse est le bouddhisme, l'auteur de l'enquête conclut à l'absence d'intérêt véritable pour le bien-être d'autrui (10). Et, en faisant le bilan des interventions positives et négatives que

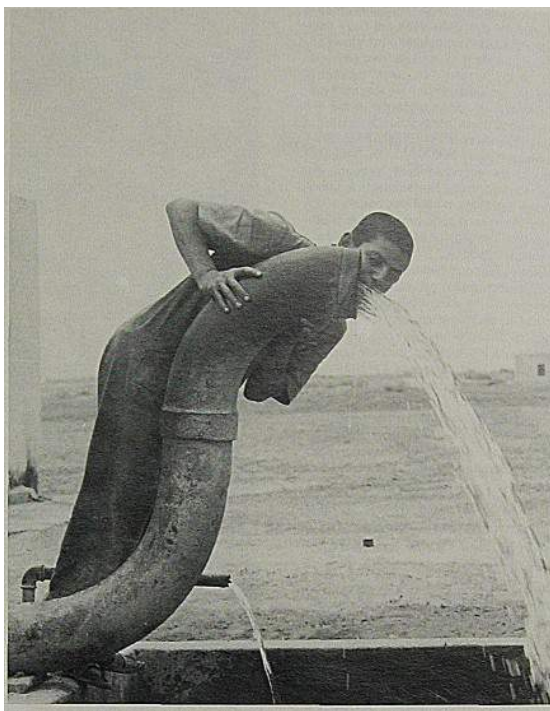


Photo : WHO/IP. Almasy

les Occidentaux avaient effectuées dans l'histoire de son pays, l'ambassadeur Panikkar souligne l'influence bienfaisante de l'éducation britannique qui a inculqué aux jeunes Indiens le sens des préoccupations sociales (« social purpose »), « sens étranger à la pensée hindoue » (11).

La conclusion qui se dégage de ces indications et qu'il conviendrait de vérifier par un examen plus approfondi des philosophies sociales inhérentes aux différentes civilisations orientales pose le problème fondamental suivant : le développement progressif des organisations non gouvernementales dans ces régions dépend-il, en dernière analyse, de la transformation des rapports entre l'individu et la collectivité, transformation qui impliquerait une transvaluation des valeurs traditionnelles en vue de les adapter aux exigences de la communauté mondiale en voie de formation ?

III. Facteurs favorisant l'universalisation

Une large proportion d'associations non gouvernementales qui sont actuellement à l'œuvre sur les continents de l'Afrique et de l'Asie doivent leur naissance aux initiatives et aux impulsions venues de l'extérieur. Il est à noter que la pénétration dans ces continents des « idéologies » d'origine occidentale a préparé le climat et facilité les contacts en vue de l'établissement d'un certain nombre d'associations affiliées aux organisations internationales préexistantes. Tel a été le cas de l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens et de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines qui comptent à la fois parmi les plus anciennes organisations non gouvernementales (12) et parmi les premières à s'être établies dans les pays hors d'Europe et d'Amérique. Le terrain pour leur implantation dans bien des ter-

ritoires d'Afrique et d'Asie a été rendu propice par plusieurs générations d'activité des missions protestantes. D'une manière analogue, les missions de l'Eglise Romaine fournissent une infrastructure favorable à la constitution des associations catholiques qui prolifèrent surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le marxisme, le syndicalisme, l'émancipation de la femme, les mouvements de jeunesse, sont d'autres formes de pensée ou des mouvements d'action éminemment occidentaux qui sont à la base des associations non gouvernementales dont le réseau, dans les autres régions du monde, gagne progressivement en densité depuis le début du XXe siècle.

Nous avons déjà signalé la préoccupation particulièrement active que manifestent à l'heure actuelle les organisations internationales non gouvernementales en vue de s'étendre sur toutes les régions du monde. Toutefois, une extension géographique effective ne peut être réalisée qu'au prix de sacrifices: sacrifices financiers pour faire face aux frais qu'entraînent les communications avec un nombre élevé de pays éloignés du siège. Il va de soi qu'il incombe aux membres européens et américains d'une organisation en voie d'expansion de pourvoir à la majeure partie des frais occasionnés par cette expansion. Sacrifices d'amour-propre, dans une organisation mondiale, la prépondérance des membres européens tend à disparaître et à réduire en conséquence leur participation aux postes de commande. De nos jours, ce n'est pas une exception de voir des ressortissants de pays non européens siéger dans les organes directeurs d'organisations internationales non gouvernementales. Selon un usage qui est en voie de se généraliser dans les organisations importantes, les postes de vice-présidents sont alloués aux membres appartenant aux continents extra-européens. Des personnalités africaines ou asiatiques ont accédé récemment à la présidence de quelques-unes des organisations internationales non gouvernementales (13). Une autre pratique qui ne date pas d'aujourd'hui mais qui se généralise rapidement est celle d'adjoindre aux secrétariats centraux, situées en grande majorité en Europe, du personnel, au moins temporaire, recruté dans d'autres régions culturelles. Cette association croissante de membres non européens à la direction et à la gestion des organisations internationales non gouvernementales est un développement capital susceptible de renforcer l'universalité géographique par une solidarité intellectuelle et morale. Il s'agit évidemment d'un processus de longue haleine qui exigera une adaptation psychologique réciproque de toutes les parties intéressées s'il doit aboutir à une transfor-

mation d'un régionalisme occidental en un véritable mondialisme d'une nouvelle espèce. L'évolution de la vie internationale semble indiquer que les organisations internationales non gouvernementales ne pourront survivre qu'au prix d'une telle transformation. Dans cette perspective, les sacrifices et le grand effort d'adaptation et d'imagination que l'on demande aux partenaires occidentaux dans ce processus ne se révèlent pas injustes ou démesurés. Dans les périodes de transition comme celle que nous vivons, la seule politique payante est celle de la générosité et ceux qui, repliés sur les positions acquises, voudraient « sauver leur âme » risquent de la perdre irrévocablement.

Il ne manque pas d'indices que des responsables occidentaux d'organisations internationales non gouvernementales soient conscients de cette situation. L'enquête menée par 12 organisations internationales non gouvernementales en 1957 sur « la formation des cadres

indigènes » (14) révèle le souci délibéré des dirigeants occidentaux d'éviter recueilli d'un paternalisme dans tout ce qui se fait par les soins des centrales internationales pour initier les ressortissants des pays africains et asiatiques aux techniques propres aux organisations non gouvernementales. La conviction que partagent les organisations confessionnelles, syndicales et professionnelles en cette matière est que l'implantation des organisations non gouvernementales dans les pays « nouveaux » ne doit pas prendre la forme d'une exportation mécanique des doctrines et des habitudes occidentales, mais doit être une recherche de synthèses nouvelles correspondant aux besoins spécifiques de ces pays, en fonction des conditions matérielles et humaines qui existent « sur le terrain ». Il appartient aux ressortissants de ces pays de trouver ces synthèses en se basant sur la connaissance de leur milieu et en utilisant, selon leurs lumières, les concours

Photo: UNICEF



et les expériences mis à leur disposition par leurs partenaires occidentaux. Il n'a pas encore été mis suffisamment en relief dans quelle mesure l'universalisation des organisations non gouvernementales est favorisée grâce au système de coopération internationale qui repose sur la Charte de San Francisco. Le « statut consultatif » conféré aux organisations non gouvernementales, en vertu de l'article 71 de la Charte (ou sur la base des dispositions analogues figurant dans les actes constitutifs des institutions spécialisées) constitue un lieu statutaire et permanent entre les organisations non gouvernementales et les institutions officielles des Nations Unies. En adhérant à ces institutions, les États acceptent implicitement la doctrine de collaboration avec les organisations non gouvernementales comme partie intégrante du système des Nations Unies. La Charte de San Francisco constitue ainsi une lettre de recommandation pour les organisations non gouvernementales auprès de nombreux États nouveaux pour lesquels la valeur et l'utilité de ces organisations sont loin d'être acquises. La participation effective de ces organisations aux travaux des institutions officielles, les interventions de leurs représentants dans les réunions, leurs communications écrites, leurs contributions aux enquêtes menées sous les auspices des organismes intergouvernementaux et enfin des contacts personnels, offrent aux délégués gouvernementaux d'excellentes occasions de se faire une idée des efforts poursuivis dans le secteur non gouvernemental. Il n'est pas nécessaire d'insister pour montrer qu'une initiation ainsi faite dans le cadre des Nations Unies présente des avantages du point de vue psychologique sur une campagne de propagande menée par les organisations non gouvernementales elles-mêmes ou par leurs champions.

De leur côté, les organisations non gouvernementales ne manquent pas de mettre à profit les facilités dont elles jouissent, dans le cadre des Nations Unies pour préparer leur action dans les pays où elles n'étaient pas encore représentées. L'universalité relative des institutions de la « famille des Nations Unies » agit en elle-même comme un stimulant en ce sens. En outre, l'une des conditions d'admission au statut consultatif stipule que les organisations doivent être « véritablement internationales » (15). Bien qu'on n'ait pas jugé opportun de préciser le nombre minimum des pays que doit toucher une organisation non gouvernementale pour être officiellement reconnue, l'interprétation donnée à ce critère tend à être de plus en plus exigeante au fur et à mesure que les institutions des Nations Unies deviennent plus représentatives de la communauté mondiale des peuples. Il est à peu près généralement

admis que pour mériter l'attribut « véritablement internationale » une organisation non gouvernementale doit être représentée au moins dans deux grandes régions culturelles différentes. Il est significatif que, sur l'initiative des délégués des pays dans lesquels les organisations non gouvernementales sont sous-représentées, des organes directeurs d'institutions officielles ont formulé à plusieurs reprises des recommandations explicites invitant ces organisations à élargir leur composition. Cette tendance est particulièrement marquée au sein de l'Unesco qui est, parmi les institutions spécialisées des Nations Unies, celle qui a établi des relations officielles avec le plus grand nombre d'organisations internationales non gouvernementales (16). Étant donné la politique des subventions accordées par cette institution aux organisations non gouvernementales ayant une compétence technique dans les domaines éducatif, scientifique et culturel, on peut concevoir que les délégués gouvernementaux soient particulièrement soucieux de faire bénéficier leur pays, par le truchement des organisations non gouvernementales, des fonds prélevés sur le budget de l'Unesco. Mais, en dehors de ces considérations matérielles, les représentants des gouvernements réalisent également le bénéfice intellectuel et moral que leurs pays peuvent retirer d'une participation régulière de leurs spécialistes aux activités des grandes organisations non gouvernementales.

En amendement les directives régissant l'octroi des subventions, la Conférence générale de l'Unesco, lors de sa neuvième session (1956), a délibérément introduit parmi les objets pour lesquels les subventions peuvent être accordées une nouvelle disposition libellée comme suit: « Contribution aux frais entraînés par la formation de nouvelles sections nationales ou d'organes de liaison appropriés à condition que cette extension réponde à un besoin réel » (17). Le désir des milieux gouvernementaux rejoint parfaitement les préoccupations des organisations non gouvernementales intéressées qui ne demandent pas mieux que d'améliorer la répartition géographique de leurs membres et qui ont d'ores et déjà accompli des progrès appréciables dans ce sens, comme le relève un rapport récent de l'Unesco sur l'utilisation des subventions octroyées pendant les années 1954-1957 (18). Il existe d'autres formes d'assistance fournie par l'Unesco aux organisations non gouvernementales dans le but de servir leur extension géographique: par exemple les bourses de voyages accordées aux dirigeants locaux des organisations de jeunesse pour leur faire connaître les régions culturelles différentes des leurs; aide technique et financière en vue de

faire participer aux stages d'études internationaux tenus par des organisations compétentes des ressortissants de pays dont les contacts internationaux ont besoin d'être intensifiés.

On peut affirmer que l'œuvre concrète que réalisent les organismes des Nations Unies dans le cadre de leurs programmes dans les domaines économique, social, culturel, etc., en intensifiant les contacts, les échanges, les communications internationales sur l'échelle mondiale, favorise indirectement et parfois directement l'extension géographique des organisations non gouvernementales. De nombreuses conférences organisées sous les auspices des Nations Unies depuis 1947 pour étudier les problèmes propres à aux différentes régions du monde sur des sujets comme la protection de l'enfance, l'hygiène, l'éducation de base, l'aménagement des collectivités, l'urbanisation, les incidences sociales de l'industrialisation, ont fourni aux organisations non gouvernementales une occasion de montrer leur compétence dans ces matières. Dans bien des cas, des contacts utiles ont été pris à l'occasion de ces conférences qui ont fourni une base de coopération régulière entre les organisations non gouvernementales et les administrations des pays de ces régions. Certaines activités permanentes d'envergure connues dans le cadre des Institutions des Nations Unies ont pour objet de concentrer d'importantes ressources techniques et financières que commandent ces institutions sur les tâches particulièrement urgentes de régions déterminées. C'est par exemple le cas du Programme de la revalorisation des zones arides, administré par l'Unesco et qui mobilise depuis 1950 les compétences scientifiques des pays les plus avancés en faveur de vastes territoires en Afrique et en Asie. Une entreprise d'une inspiration analogue mais bien plus considérable parce qu'elle groupe dans une action coordonnée toutes les institutions des Nations Unies et dispose d'un budget important (19) est le programme de l'Assistance technique en faveur des pays dits insuffisamment développés. L'aspect de ces entreprises typiques de notre temps, qui nous intéresse ici, c'est l'impulsion prodigieuse qu'elles ont donnée au courant des échanges et des communications entre les pays « occidentaux » et le reste du monde. Ce qui est à souligner tout spécialement c'est le fait que, pour la première fois dans l'histoire, cette impulsion s'inscrit sous le signe de l'entraide internationale à peu près universelle. On reconnaît là, menés à leur aboutissement logique, les principes fondamentaux chers à la plupart des organisations internationales non gouvernementales. On conviendra que la réalité internationale modelée par les forces de cette nature ne peut qu'être fon-

cièrement favorable au développement de l'universalité des organisations non gouvernementales.

IV. Perspectives d'avenir

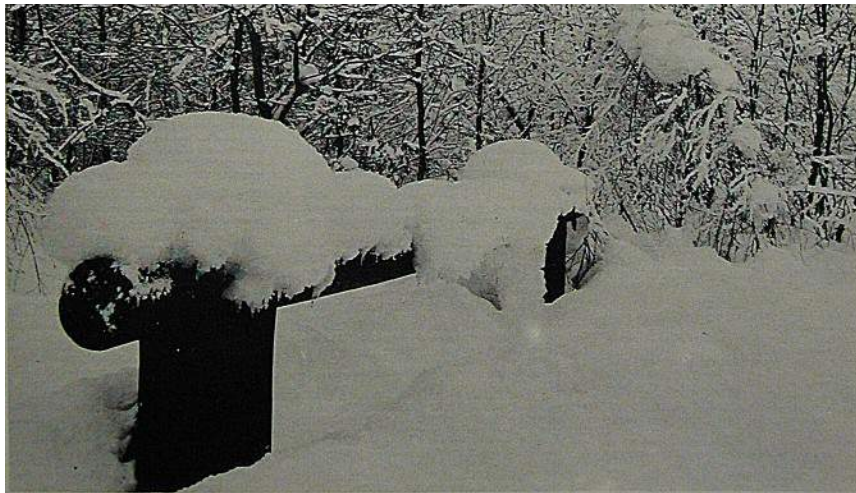
La progression vers l'universalité des organisations non gouvernementales paraît donc inscrite dans les perspectives de l'évolution du monde contemporain. Cependant, il serait peu réaliste de ne pas tenir compte des facteurs susceptibles de freiner cette progression. Tout ce qui ralentit ou compromet la consolidation des structures démocratiques des Etats porte en même temps une atteinte au développement des organisations non gouvernementales. Notons en passant que les Conventions internationales élaborées par l'Organisation internationale du Travail visant à garantir les droits d'association n'ont été ratifiées à l'heure actuelle que par un nombre limité de pays. Toute tension majeure dans les relations internationales affaiblit inévitablement les organisations internationales non gouvernementales comme on l'a vu durant la période de la guerre froide. Nous avons déjà fait allusion plus haut aux susceptibilités des jeunes nationalistes qui se laissent parfois aller à des fièvres isolationnistes en sacrifiant leurs liens avec certains pays. On a l'impression toutefois que les impératifs de l'interdépendance politique et économique exercent de nos jours une pression suffisamment forte pour qu'un pays ou un

groupe de pays persiste trop longtemps dans la voie d'un strict isolationisme. En outre, la cohésion qu'ont maintenue certaines organisations scientifiques et professionnelles (20), malgré la guerre froide, montre le degré de résistance des organismes internationaux de caractère technique face aux vicissitudes purement politiques.

Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer la gravité des problèmes d'ordre financier et administratif que sont appelées à résoudre les organisations non gouvernementales s'efforçant de réaliser leur vocation universelle. D'une manière générale, le financement des organisations internationales non gouvernementales est leur problème crucial qui se pose avec une acuité particulière depuis la fin de la dernière guerre mondiale. L'appauvrissement relatif des classes professionnelles, dont les cotisations fournissaient la majeure partie des budgets des organisations non gouvernementales, ne permet pas de trouver les fonds supplémentaires que nécessite l'extension géographique des activités. En outre, les subventions gouvernementales dont la tradition était établie dans certains pays occidentaux, loin de suivre l'augmentation du coût de la vie et de correspondre aux besoins accrus, ont effectivement diminué dans la plupart des pays. Il nous semble que le moment est venu de lancer une campagne en vue de renverser cette tendance en faisant tout particulièrement appel aux gouver-

nements qui souhaitent l'implantation des organisations non gouvernementales sur leurs territoires et dont les déclarations verbales à cet effet ne font pas défaut. Il ne manque certes pas d'arguments pour persuader ces gouvernements que les subventions qu'ils accorderaient aux organisations non gouvernementales d'une utilité publique incontestable représenteraient des investissements amplement justifiés dans le cadre de leurs programmes nationaux de développement social et culturel. La politique des subventions prélevées sur les fonds des institutions intergouvernementales, politique qui a fait ses preuves au sein de l'Unesco, ouvre une autre voie qui mériterait d'être généralisée. Pourquoi une tranche du budget dont dispose les Nations Unies pour l'administration du Programme de l'Assistance technique - fonds qui sont actuellement octroyés exclusivement aux gouvernements - ne serait-elle pas confiée aux organisations non gouvernementales capables de mener à bien, dans les territoires dits sous-développés, des activités destinées à promouvoir le progrès social ? On imagine combien serait augmentée l'efficacité des initiatives que les organisations non gouvernementales ont tentées dans ce sens bien avant le lancement du Programme officiel de l'Assistance technique, si un substantiel appui financier leur était accordé. On pourrait envisager enfin la création d'un fonds international d'entraide des-

Photo : X. de Coninck



tiné à aider les organisations non gouvernementales en voie de développement dans des régions déterminées. Ce fonds serait alimenté par les contributions bénévoles des organisations elles-mêmes ainsi que par les subside des fondations - dont certaines (principalement américaines) - ont déjà fait la preuve de leur compréhension en cette matière en subventionnant des organisations particulières. A la mise en commun des ressources disponibles devrait correspondre évidemment une certaine coordination administrative. Des services administratifs communs à plusieurs organisations pourraient remplir les fonctions de secrétariats régionaux qui, grâce à leur connaissance des conditions locales, complèteraient utilement l'action des sièges centraux. Il est probable que d'une telle coordination résulteraient une économie et une efficacité accrues des organisations participantes. Il nous semble d'ailleurs qu'un effort sérieux de coordination et de rationalisation, voire de regroupement, s'impose aux organisations non gouvernementales si elles veulent s'insérer effectivement dans la vie des pays en plein développement politique, économique et social. Les répertoires des organisations existant actuellement accusent une prolifération

et des chevauchements qui sont, en partie, explicables par la situation typique des pays de l'Occident, la spécialisation très poussée, la différenciation de la pensée et la diversité des idéologies. L'universalisation de toutes ces organisations n'est ni nécessaire ni opportune. Le stade actuel de l'évolution de la plupart des pays d'Asie et d'Afrique est commandé par la loi de concentration des efforts dans tous les domaines. Les organisations non gouvernementales ont une chance de jouer un rôle dans ces pays si, ayant abandonné toutes considérations de prestige, elles concentrent leurs ressources sur quelques secteurs considérés comme vitaux par ces pays. Cette tactique est dictée également par le manque de personnel qualifié dans ces pays où le recrutement des cadres administratifs gouvernementaux est censé concurrencer pendant des années le recrutement des dirigeants des associations non gouvernementales. Nous avons évoqué quelques-uns des problèmes qu'auront à résoudre les organisations non gouvernementales s'efforçant de réaliser leur vocation universaliste. Il est évident que les solutions de tous ces problèmes gagneraient à être étudiées en commun par les organisations intéressées. En effet, un effort de réflexion et

d'action concertées sera nécessaire si le processus de l'universalisation doit réussir à l'échelle du globe. Il va de soi que les cadres des organisations non gouvernementales des pays non européens sont appelés à jouer un rôle capital dans ce processus. C'est leur apport spirituel et intellectuel qui sera déterminant pour le contenu du "mondialisme" qui doit succéder à l'internationalisme du XIX^e siècle dont l'homme blanc et la civilisation occidentale étaient les initiateurs et les agents principaux. A notre avis, la nouvelle synthèse doit sauvegarder le dynamisme éthique qui comme nous l'avons développé plus haut, est à la base de toute action des associations non gouvernementales et que nous sommes habitués à associer avec la tradition occidentale. Mais cette tradition ne pourra être que fécondée et élargie par la reconnaissance des valeurs authentiques héritées de d'autres civilisations. Le mondialisme dont nous entrevoyons à peine le visage sera inévitablement à l'image de la communauté mondiale du XX^e siècle, enrichie de la diversité des cultures. Dans cette perspective, les organisations non gouvernementales ont une contribution historique à apporter à l'intégration harmonieuse du monde.

SUMMARY (1)

First conceived in France and England, non-governmental organization remained "western" for a long time. For three reasons: a liberal governmental attitude recognized the citizen's autonomy in relation to the State; the experience acquired by citizens in exercising their democratic responsibilities; a certain degree of cultural homogeneity permitted the formulation of aims to be achieved in common. Not until the end of the 1939-45 war did "international" tend to become synonymous with "world". The newly-independent States which had had long experience of colonial administration were the first to encourage development of private associations, which they recognized as valuable allies. Thus their participation in international NGOs developed rapidly. Certain factors work in favour of universalisation of NGOs: in particular the penetration of western ideology into Africa and Asia. This universalization, however, implies financial sacrifice and self-sabotage on the part of European and American members. Mutual psychological adaptation by the two sides is an important factor. Account must also be taken of the system of international co-operation founded upon the San Francisco Charter, namely the consultative status granted to NGOs by the United Nations. The granting of such

status is in fact a recommendation to the member with NGOs constitutes an integral part of the United Nations system. Furthermore, the universality of the UN institutions itself serves to stimulate this trend. The criterion "genuinely international" is stipulated status, and its interpretation tends to become more sented have often made explicit recommendations urging these organizations to widen their composition. The major projects of the UN, such as the development of aid zones and technical assistance, have given a prodigious impetus to exchange and communication between the western countries and the rest of the world. Although progress towards universality is ineluctable there are certain retarding factors. Tensions in international relations weakens NGOs. Nor must the financial and administrative problems facing NGOs be underestimated. The time seems to be ripe for starting a campaign in favour of increased governmental grants, calling particularly on States desirous of secu-

ring the establishment of NGOs in their territories. Furthermore, the policy of making grants out of the funds of inter-governmental institutions, successfully tried out by Unesco, deserves to be generalized. Why should not part of the UN allocation for the Technical Assistance Programme be entrusted to NGOs capable of carrying out socially beneficial activities in the so-called under-developed areas? Finally, an international mutual assistance fund might be set up to help NGOs in process of development in specific regions. But in this respect, as indeed in a general way, serious efforts at coordination and rationalization, or even regrouping, are called for from the

NGOs.

In this urge towards universality NGOs in the non-European countries must play a capital part. The "mundialism" which will follow internationalism must preserve moral dynamism at the base of all non-governmental association, at the same time fertilizing and expanding it by recognizing the authentic values

(1) The author, who was a member of the Unesco Secretariat, is expressing his personal opinions, which are not necessarily those of Unesco.

Références

- (1) Lady Morris: Voluntary organisations and social progress, London, 1955.
- (2) L.C. White: International non-governmental organizations, New Brunswick, U.S., 1951.
- (3) Union des associations internationales, documents no 5, 1957 (Les 1.978 organisations internationales fondées depuis le congrès de Vienne) p. 12
- (4) Ibid., p. XXVII.
- (5) Associations internationales, novembre 1954.
- (6) Handbook of International Organizations, League of Nations, 1938.
- (7) Une comparaison de l'édition 1951-1952 de l'Annuaire des organisations internationales avec celle de 1956-1957 est révélatrice à ce sujet.
- (8) Union des associations internationales, documents No5 p. VIII

- (9) S.D. Bailey: Naissance des nouvelles démocraties. Traduction française, 1954, p. 105.
- (10) Aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au Sud ou Sahara. Unesco 1956, p. 500, SS.
- (11) Société, traditions et technologie. Comptes rendus d'enquêtes dirigées par Margaret Mead, sous les auspices de la Fédération mondiale pour la Santé mentale, Unesco 1953, p. 33.
- (12) S. K. Panikkar: Asia and Western dominance p. 331.
- (13) World Alliance of Young Men's Christian Associations, fondée en 1855; World's Young Women's Christian Association, en 1884
- (14) C.O. Sherman (Libéria) élu Président d'YMCA en 1955; A. Lawrence (Guinée française), Président de l'Assemblée mondiale de la jeunesse en 1956, etc.
- (15) Document Unesco/6 Conf. ONG/6.
- (16) Résolution 288 (X) du Conseil Economique et Social des Nations Unies. 27 février 1950.

- (17) La nombre des organisations internationales non gouvernementales admises au bénéfice d'arrangements consultatifs auprès de l'Unesco est actuellement de 125; en outre, la dixième session de la Conférence générale de «Unesco» (novembre-décembre 1953) aura à se prononcer sur 51 nouvelles demandes; on trouvera des recommandations récentes du Conseil exécutif de l'Unesco concernant l'extension géographique des organisations non gouvernementales dans le document 50 EX/Decisions. 8.2.2.
- (18) 90 Résolutions - Unesco (Directives concernant les relations de l'Unesco avec les organisations internationales non gouvernementales, paragraphe 35 (f)).
- (19) 10C/44 (emploi des subventions 1954-1957).
- (20) Le budget total du programme de l'Assistance technique des Nations Unies pour 1958 s'élève à 31 737.000 dollars.
- (21) Par exemple: Conseil international des Unions scientifiques; Union internationale des architectes; Alliance coopérative internationale.

Law Related INGO's

by Charles S. Rhyne*

*Continuing our series on NGOs concerned with law-related disciplines (**), the following is a profile of the "World Peace through Law Centre".*

The most important subject in the World today is Human Rights assuring peace with justice under law to all peoples and all Nations. This concept is the only idea yet conceived by the mind of humankind capable of achieving and maintaining real peace in the World.

This is the story of the greatest effort ever mounted to translate this great ideal of a peaceful and just World from dream into reality.

The more than 1,000,000 men and women of the law - Judges, lawyers, law teachers and law students - have joined together Worldwide for the first time in all history in a vast program to so strengthen the World's law system that in time that System will grow so strong it can replace force as the controlling factor in the fate of humanity. So that the 400 billion now spent for arms to settle international disputes by death may be used for improved living conditions of all peoples. With atomic power now possessed by more and more Nations, it must be harnessed and channelled into improvement of life of all peoples rather than their incineration in atomic war. Again, law is the only « harness » yet conceived by humankind which can serve as such a -harness».

At the dawn of history, disputes between man and man and within tribes or Nations were decided in a fist fight, then with sticks and stones, arrows and knives. The weapons became duels with swords and guns. Hired fighters fought duels to the death. Finally, in all civilized Nations decision by force or death was outlawed and disputes were, and now are, decided under law rules before Judges and juries in Courthouses. But even today, in the ultimate, between Nations, disputes are decided by which Nation can kill the most people in its adversary Nation. It is to provide an end to decision by death that the World Peace Through, Law Center was born in 1957.

And while the road to its solution is legally protected human rights, the dominant problem of our day is creation of a peaceful World order. Our plan and program is to achieve this World order under the rule of law.

This task of the World Peace Through Law Center to strengthen the Law System of the World Community is being per-

formed by the Judges, lawyers and law professors by a constant focus of attention upon the values of such a system and constant work on the law rules, law institutions and enforcement agencies which make up such a system. As of April, 1977 there are over 100,000 very active participants from 148 Nations working within one or more of the Center's four professional Organizations, its Sections, Committees, and Center Associates in which non-lawyers may participate. We believe we have access to the World's greatest law experts on most subjects of current concern to humankind and the capacity to get the most out of their organized expertise. So as to achieve the Center's objective, we have tried and we are trying every approach we can conceive and every approach suggested to us.

For example, we give awards for great law achievements. These include the «World Jurist Award», «World Legal Scholar Award », « World Lawyer Award » and the « Human Rights Award ». These awards are given to law leaders in recognition of the fact that they have done the most for humanity in such areas as Human Rights and other areas of justice. The first HUMAN RIGHTS AWARD was given to the then Chief Justice of the United States, Earl Warren. As examples, the Battonier of the Paris Bar, Albert Brunois, has received the WORLD LAWYER AWARD, the Chief Judge of the International Court of Justice, Manfred Lachs received the WORLD JURIST AWARD and the great Spanish Law Professor, Joaquin Garrigues received the WORLD LEGAL SCHOLAR AWARD.

We sponsor WORLD LAW DAY devoted to a subject of major public interest. On that day we ask the law leaders of each Nation to focus public attention upon the subject chosen. WORLD LAW DAY 1977 will be celebrated World-wide on August 21, 1977 and will be devoted to « International Legal Protections of Human Rights ». A pamphlet discussing this subject and each of the 19 international conventions in this field has been prepared and distributed World-wide in several languages. Prior WORLD LAW DAYS were devoted to include » Women and the Law », » Religion and the Law »,

«Human Rights », «The Environment», « Legal Education », « International Economic Cooperation », « Law and Development of Developing Nations », « and « Law and International Cooperation Tear ».

At our World Conferences, we have differing kinds of program formats so as to get the most out of each subject and to present each in its most interesting way. We ask great legal experts to participate and contribute their knowledge and experience on the subjects of greatest current concern to humanity on which law improvement in content, process or institution may be of value.

At the 1977 Manila Conference, for example, we proposed panels on : International Humanitarian Law including special emphasis on International Legal Protections for Human Rights, World Commodity Trade Regulations, Terrorism, Airplane Hijacking, Drug Controls, Expanding the jurisdiction of the World Court, Law of the Sea (What is and what it should be), a code of conduct for multinational corporations with both national and transnational legal implementation, Access of the Poor to Law, Environment Law, Space Law, Weapon Controls, International Health Law, Legal Education, and many other subjects. As to all of these subjects, we try in every way possible to secure the greatest amount of information and the greatest amount of participation of the law leaders of the World. We try to frame a consensus as to what is, or what it should be into a resolution for action. For example, on the Law of the Sea in its current disputed status, in so many areas there will be many resolutions prepared, defeated and adopted or rejected on the crucial separate issues such as fishing rights, ownership of the

(*) *World President*
World Peace Through Law Center
President, American Bar Association (1957-58)
Washington, D. C.
U.S.A.

(**) *Voir « Associations internationales »*
n° 1 1973; n° 1977; n° 8-9-1971; n° 11
1978.

deep sea-bed resources, and ocean pollution. Each is backed by work papers prepared by the World's experts, many expressing vigorous disagreement. Each registrant has one vote and few resolutions receive unanimous support but that is the nature of law. Especially is disagreement present in fields of changing law such as the Law of the Sea. All resolutions adopted are distributed World-wide to Heads of State, Judges, Lawyers and other leaders of public opinion who are the decision-makers in the field of transnational law or who have influence with these decision-makers. The format of a « Demonstration Trial », is conducted at each Conference whereby 7 Chief Justices of Nations from differing governmental systems hear argument on such subjects as liability for damages caused by space ship crashes, state responsibility for those who hijack airplanes, and hand down written decisions. The briefs and arguments are published in separate volumes. « Ownership of sea-bed riches » and « The Right to Die » are the subjects for the Demonstration Trials which will be held in Manila. The Belgrade Spaceship Trial was presided over by the Chief Justice of the United States Warren Burger, the Abidjan Airplane Hijacking Trial was presided over by the Honorable T.O. Elias, then Chief Justice of Nigeria and now a Judge of the International Court of Justice. Chief Justice Rolv Eihar Ryssdal of Norway presided at the Washington Demonstration Trial. Briefs for these trials are prepared by the World's greatest experts assisted by Professors of Law in the particular special subject, law students serve as clerks and the outstanding Counsel from each Continent are selected to argue the case on both sides.

This method of a « trial » and its conflicting arguments is designed to present a picture of the « common law of mankind » in that despite differences in governmental systems, there is much agreement on basic fundamental law processes, procedures and values. The - demonstration trial » is a word picture (the trials are televised and made into short 30 minute T.V. presentations) presented to the peoples of the World proving that there is a better way to decide international disputes than that of killing humans. Through these trials, the peoples learn there is a peaceful method for settling disputes in which their own Judges and lawyers can represent them much better and obtain a more humane decision than their army or their bombs and airplanes, a method which all may not be happy with the end result (as no Nation or person likes to lose) but under which decision by death is avoided. We publish all of the information that we can get, not only about international law, but about law in every Country of the

World. We publish facts about Nations and their law in our volume on LAW AND JUDICIAL SYSTEMS OF NATIONS. To further remind all peoples that all Nations have laws and to promote respect for the rule of law, we publish another book containing the names and all available photographs of the members of the Highest Courts of Nations and biographical material on each Nation's Chief Justice. We also publish the WORLD LEGAL DIRECTORY giving names and address of Judges and lawyers of Nations. We have organized the World Association of Judges, of which Judge T.O. Elias of the International Court of Justice is World President. The Judges of the highest Courts of Nations are presided over by Chief Justice Mario Stella-Richter of Italy. The Judges of intermediate Appellate Courts, like provincial and State Supreme Courts, have Chief Justice Muhammed Iqbal of Lahore High Court, Pakistan, as World President. The Judges of Trial Courts of the World have Chief Judge Harold H. Greene of the United States as President. They have focused upon universal Judicial problems of

congested calendars, access of the poor to proper defenses and the similar judicial problems that exist World-wide as well as the staging of the Demonstration Trials.

We have organized lawyers of Nations in to the World Association of Lawyers World President of the World Association of Lawyers Amelito R. Mutuc of the Philippines has appointed more than 100 Committees to work on separate subjects of importance such as multinational corporation problems, transnational commodity sales, the sea and its multitude of problems, money and finance law, and many other old and emerging law rules and needs created by the interdependence of the World's peoples above and beyond national boundaries. Those who specialize in intellectual property like patents and trademarks and copyrights have a special Section. A major mechanism for the making of international law is the day by day decisions, rules and regulations of specialized international agencies. The World Association of Lawyers has recently published a series of studies on the law including activities of these agencies

Photo : P. Almay/Courier UNESCO



entitled : « Building the Law of the World : A Look at the Process » by Francis Wolf, Legal Advisor and Assistant Director General, International Labour Office : « The International Functions and Law-Making Activities of the International Bank (or Reconstruction and Development) » by Joseph Gold, General Counsel of the International Monetary Fund; « Law-Making Activities of the International Civil Aviation Organization »; « Law-Making Activities of the Commission on Transnational Corporations »; « Law-Making Activities of the International Atomic Energy Agency »; « Law-Making Activities of the Council of Europe »; A Report on Certain Recent Legal Developments in the International Monetary Fund » by Joseph Gold, General Counsel, IMF; « The Ratification of International Human Rights Treaties, Report of the Committee on Human Rights »; « United Nations Observer Status: An Accumulation of Contemporary Developments » by Russell A. Jay; « Attitudes of the Lesser Developed Countries Toward the International Court of Justice » by Dr. Walter L. Williams, Jr., - International Control of Narcotic Drugs: The Law-Making Activities of the U.N. Commission on Narcotic Drugs and the International Narcotics Control Board » and books and pamphlets on other currently active transnational and national law subjects. We have organized the law teachers into the World Association of Law Professors with Atle Grahl-Madsen of Norway and John Hazard of the United States as World Co-Chairmen and the law students into the World Association of Law Students with Robert Sands as President. We are putting together for publication more and more information about legal education from all over the World. Above all we are acquainting the lawyers, Judges, law professors and law students with one another. More than 23,000 have attended the seven World Conferences sponsored by the Center. We hope to have 6,000 at the Manila Conference on the Law of the World which takes place August 21-26, 1977. To each World Conference over 100 Heads of State have sent messages stressing their belief in and support for stronger rules of law for the World community. These have been compiled and published. These attest to both the importance of international law and to the Center's recognition throughout the World as the largest and most active organization in the field of international law.

A major function of the Center and its component Associations is to have Judges and lawyers ask their governments to accept more and more treaties and conventions of vital interest to their Nation, thus providing a unique service to the growth of international law. No other

organization performs such a task and this is the first organized effort by the legal community of the World to perform this unique service. The requests for acceptance of treaties and conventions cover conventions drafted by the United Nations and its agencies or by others, and are not confined to those drafted by the Center. Many have cited this work by the organized law community of the World as a major reason why more international conventions and treaties have been accepted by Nations and more international law has thus come into existence in the last 20 years than in all the prior history of humankind. The Center has U.N. non-governmental status and sends its experts to World Conferences involving law such as the Stockholm Environment Conference, the Law of the Sea Conference, the Montreal Conference on Skyjacking and to conferences on many other subjects. Every day, in every way that we can think of, we are trying to capture a focus not only of the legal profession upon the law and what law means to humanity but the attention of the public itself, as international law is above all what Foreign Minister Romulo of the Philippines calls « the law of consent », the agreed upon law. This means the people must persuade their leaders to agree to each international convention or treaty or it never comes into existence. This is the tough hard fact of how difficult it is to expand the law of the World, the major enterprise of the Center and its affiliated Organizations.

We emphasize the fact that law offers the basic fundamentals, common universal standards, and universal values which all peoples in all Nations admire most and generally agree upon. It is the translation of these into a viable Law System for the World which is our never-ending difficult task, i.e. law rules, institutions like Courts and a World police force to back up that public opinion which has been crystallized into international law. We publish special pamphlets or books on law-making by the United Nations, its Specialized Agencies, and other International Organizations, Refugee Law and many other important subjects of transnational law.

Bi-monthly we publish the WORLD JURIST covering law news of World-wide interest.

Now what does all of this add up to ? We believe it adds up to a vast educational program on law values which can, if but used, lessen tensions in the World. Through the work of the Center and its thousands of participants, Judges, lawyers, and the public have their attention focused more and more upon those common fundamental principles which they agree upon rather than the differences which so often are the focus of the

media. There are common bonds in the common law of humankind which touch the life of all peoples. Never before has there been such a strong World-wide favorable environment within which to build a peaceful World order with justice for all men and all Nations. Finally, this program is fostering the reality of the idea that there is by sheer necessity, due to the shrinking of time and distance and accelerating numbers of transnational contacts and relations, an evolving Law System of the World. Under that system more and more peoples and government leaders of the World are relying upon law rules, law processes, and law institutions, such as Courts, arbitration and other legal means of settling transnational disputes between people and Nations. There form a basis in the opportunities caused by our common problems to develop more and more acceptable law throughout the World.

More law has come into existence in the transnational area in the last 20 years than in all prior years of the history of humankind. Our major effort is to accelerate this process. Our record is one of demonstrated success. Our invitation to participate in our lawbuilding of a Law System for the World is extended to all Judges, lawyers, law teachers and law students of all Nations. We seek and need universal support for this universal task which must be performed for the betterment of all humankind. No group is better equipped by training, knowledge and experience than the Judges, lawyers, teachers of law and law students to translate the great ideal of a World ruled by law from concept into reality.

I mentioned the value of getting the law leaders of the World to know each other so they more easily work together. After the Manila Conference on the Law of the World, arrangements had been made for additional tours which encompass the Lawasia Conference in Seoul, Korea, the Union Internationale des Advocats in Zagreb, Yugoslavia and the Commonwealth Conference in Edinburgh, Scotland. All of these law conferences were encompassed in one of more tours. These tours also involve extensive visits throughout Australia, Hong Kong, Tokyo, Moscow, India, Iran and Europe. In each Nation visited by any of the tours, arrangements were made that those on the tour meet with the law leaders of that Nation including the Chief Justice of that Nation's Supreme Court, Bar Association Presidents and Deans of Law Schools. Any person desiring more information on any subject mentioned above, or the Manila Conference on the Law of the World, write : World Peace Through Law Center, 839 Seventeenth Street. N.W., Washington, D.C. 20006. U.S.A. •

INTERRELATING VIEWPOINTS IN COMPLEX MEETINGS

the Horus wall-display technique ()*

by Anthony J.N. Judge

with the assistance of David Norton Smith

Summary

*This note responds to the problem encountered in meetings of many kinds when a complex of interrelated issues is discussed by participants having very different standpoints and approaches. Usually each participant's contribution is received politely, but very little is achieved towards linking it to others presented, especially when the papers and presentations are lengthy and somewhat difficult to digest. No satisfactory integrating perspective exists (a) to guide the evolution of the meeting; (b) to help participants to see the points of agreement and disagreement in context, or (c) to show participants what they have achieved (or failed to achieve). The note outlines a proposed method for maintaining and developing, during the course of a meeting, a visual representation or overview of the basic substantive points which are determining the evolution of the meeting (**). The method is presented here in a way which permits one or more different methods of representation to be selected for use on a particular occasion, depending on need.*

Type of meeting

The display envisaged should be useful for a wide variety of meetings

- in a small group meeting (possibly within the meeting room as a wall display or on a blackboard)
- in a small conference (possibly located in the foyer, if not in the plenary room)
- in a large conference (in the foyer).

In this description it is envisaged that the display could be used in :

- scientific meetings, in which « rational », « factual » presentations are made
- programme-oriented meetings, in which an attempt is being made to elaborate a programme of action
- other kinds of meetings, in which much greater emphasis may be placed on values, insights, people-participation, experiences, etc.

Limitations appear to be :

- if the meeting topics are perceived as well-ordered and treated as effectively separate (with no immediate interest or concern as to their interrelationship), then little purpose is served in trying to handle them all on one display. Separate displays could then be used for each topic, although in such cases there may be little desire or need to do so;

(*) Paper prepared for the workshop on new forms of presentation (Geneva, February 1979) of the Goals, Processes and Indicators of Development project of the United Nations University, Human and Social Development Programme.

(**) Horus : Holistic Overview and Representation of Underlying Structure.

- if the presentations are by key resource people intending to inform participants, rather than to stimulate discussion and evoke immediate responses, there may be little motivation for preparing such a display or observing it. This would tend to apply in the case of many conventional meetings.

Use of the display is indicated when :

- part of the concern of the meeting is to interrelate complex issues, presented by people with very different viewpoints and approaches, to participants with differing viewpoints and sympathies;
- it is intended that interaction between participants should move the whole meeting towards a new level of understanding whose gradual emergence needs to be supportively represented;
- there is concern that discussion may drift from point to point, stimulated by each presentation, and that the challenge and opportunity of the compatibility and incompatibility between points will not result in any creative response leading to the emergence of a new level of significance or synthesis;
- part of the difficulty lies with finding a more meaningful method of ordering the predefined issues and relating them to those which emerge during discussion;
- participants are prepared to recognize the reality of the dynamics opposing or linking groups of participants advocating different viewpoints, especially when this is seen as a step towards appreciating their complementarity.

Distinguishing basic points (1)

A conventional presentation of whatever kind contains basic points and associated comments. The various kinds of basic point can usually be briefly formulated in one sentence statements. The associated comments tend to require many sentences or paragraphs. The challenge is therefore to extract the basic points from a presentation and to display them in relation to those from other presentations or interventions. In Table 1 is given a structured list of the kinds of suggested basic points (or primary elements of inquiry or concern). The list of items included under each heading is not necessarily complete, nor are the items necessarily mutually exclusive (i.e. there may be overlaps). The headings themselves are merely the result of a first effort to distinguish between different types of basic points. An effort has been made to respect the kinds of points which emerge in « rational » discussion as well as those which emerge in other (or broader) kinds of interaction. Clearly in a given case it may only be useful to extract a few of these points, or to regroup them into a small number of categories. Of course, other kinds of points could also be selected. The associated comments, or secondary elements of inquiry and concern, include the following :

- historical background and its interpretation
- prior research
- current facts and data
- explanatory comment, discussion, argument

- implications, elaborations, predictions
 - discussion of alternative explanations or models
 - definitions of terms, concepts, etc.
 - formal deductive elaboration of theory, including derived propositions and hypotheses
 - methodological considerations, operational statements
 - advocacy, exhortations, anecdotes
 - illustrative examples.
- This proposal is not concerned with developing any new method of handling this type of information.

Relationships between basic points

Relationships are established or emerge between basic points either

- during the course of a conventional presentation.
- in the discussion stimulated by it, or
- as a result of group discussion initiated independently.

The challenge is to find a way of representing these relationships as a means of providing a contact within which the significance of any particular point can be seen in relation to the whole. In Table 2 relationships have been grouped under headings. As with Table 1, the grouping is only tentative and the list of relationships under each heading is not necessarily complete. It is surprising that research has not yet established a comprehensive typology of relationships, although partial typologies abound (2).

Clearly in a given case it may only be useful to distinguish a few kinds of relationship, regrouping them into a smaller number of categories (e.g. agreement, disagreement). Alternatively, others could be added reflecting different kinds of linkage.

Representing the basic points and relationships

The display envisaged would consist of a large wall-space, e.g. 2 metres by 3 metres, or more (3).

This could be :

- a conventional blackboard, in which case chalk markings would be used
 - a cork-board, in which case the surface would be divided up by coloured thread or ribbon between pins, with wording on cards
 - a plastic surface (whether hard or soft, roll-up, material), in which case marker pens would be used, possibly with wording on cards attached with tape
 - a metallic surface, in which case the surface would be divided up by coloured thread or ribbon between magnetic markers (also used to attach cards).
- Clearly any such surface can be divided into **areas** and **sub-areas**. Attachable **cards** can be used to carry various kinds of information (e.g. the statement of a

Table 1 - Types of basic point (*tentative*)

Domain of inquiry or concern	- language (domains of ignorance)
- questions	- irrelevancies
- problems	- language-determined domain (symbol system constraints)
- needs, requirements	- concrete, specific preoccupations
- sources of anxiety	
- constraints	

II - Initial intellectual position :

Basic statements about nature of domain of inquiry or concern

- principles
- assumptions (a priori)

III - Preferred analytical approach (« Left brain ») :

Basic statements about appropriate process of inquiry or approach

- generalization from events (induction)	- empirically based assumptions (« basic facts »)
- deduction (logical)	- constraints
- philosophical	
- empirical	

IV - Preferred contextual approach (« right brain ») :

Basic statements about appropriate process of inquiry or approach

- dialogue, discussion, negotiation	- consultation of authority (law, chief, oracle)
- revelation (« attunement to reality »)	- altered states of consciousness
- devotion, prayer	- aesthetic/dramatic participative portrayal
- experiential (« truth thru learning »)	- action, demonstration (« talk is counterproductive »)
- self-criticism, introspection	
- integrate	

V - Explicable values and goals :

Statements of underlying purposes and preferred outcomes of inquiry and approach

- values
- goals, purposes, objectives.

VI - Pre-logical preferences :

Statements of temperamental preferences for acceptable end-states (e.g. with respect to the extreme positions of the following dimensions)

- order, system, structure	- disorder, fluidity, chaos
- static, changeless, eternal	- dynamic, genetic process
- continuity, wholeness, unity	- discreteness, plurality, diversity
- identification with external reality	- detachment from external reality
- clear, direct, sharp experience	- subtle experience pregnant with meaning, nuances
- self-explanatory spatio-temporal world	- metaphysical frames of reference
- spontaneity, chance, accident	- law-governed, definable processes

VII - Outcomes and conclusions:

Statements about the resolution of the inquiry or concern

- basic conclusions, answers	- participant satisfaction
- conflicting conclusions	- participant dissatisfaction
- inconclusion	

Table 2 - Types of relationship between basic points (*tentative*)

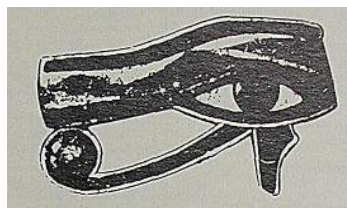
A. Evaluative (positive) : Namely a positive evaluation of one basic point, which could be linked to another point in terms of which it is so evaluated		C. Comparative (positive) : Namely a positive comparison between two basic points	
- valid, correct		- supports	
- acceptable		- complementary	
- elegant.		- compatibility	
		- agreement.	
		D. Comparative (negative): Namely a negative comparison between two basic points	
B. Evaluative (negative) : Namely a negative evaluation of one basic point, which could be linked to another point in terms of which it is evaluated		- contradictory	
- invalid, wrong		- inconsistent	
- illogical, self-contradictory		- incompatible.	
- inconclusive		E. Comparative (logical) : Namely the standard logical relationships between two points	
- awkward		- identity	
- abstruse, incomprehensible		- included in	
		- included by	
		- overlaps.	
- simplistic		F. Comparative (structural)	
- unacceptable		- equivalence.	
- inappropriate, alien.			

basic point) and may therefore be of different colour, shape or size. Card pins (or other forms of attachment) may be used to qualify information (e.g. evaluative comment, as in Table 2). Thread/ribbon (or marked lines) between cards may be used to denote various kinds of relationship according to colour or size. (A qualifying comment might be attached in the form of a small card, if necessary). Lists can be used to accumulate (e.g. on the outer perimeter of the display) information which would result in a clutter of unnecessary cards.

If desirable, cards may carry additional information like « originator of statement » (e.g. group, session, or participant name or number). Participant numbers could also be indicated on card pin heads, particularly for evaluative comments (see below).

Allocating significance to display possibilities

This description deliberately avoids stressing a particular display formula since it is much better for the organizing group to adapt the possibilities to the scope and preoccupations of their own particular meeting (and/or to adjust the display in the light of usage). However, as a guide to the process of selection, Table 3 is provided. This matches the basic points and relationships against the dis-



Horus A god of ancient Egypt and the son of Osiris and Isis. Often represented by an eye such as the detail above from a gold pectoral from the tomb of Tutankhamon. Symbolizes the need for an unifying overview, for vigilance, and for unrelenting acuity in the maintenance of a just equilibrium between adversaries in order to ensure the triumph of the forces of light.

Diagram 1 - Example of a useful display form

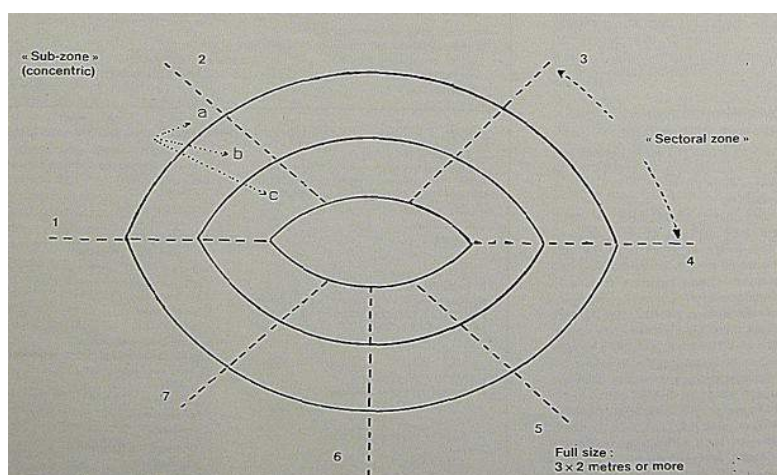


Table 3 - Display design : Matching wall-display options with meeting content

Display Options Meeting content		Area options									Cards	Lists	Links	Card pins	
		Ellipse/ circle			Rect./ square			Other							
		a. con- centr- ic zone s	b. sect- oral zones	c. sect- oral subs- ones	a. zone s	b. sub- zones	c. sub- zones	sphere	con- e	other					colour shape other
	Predefined topics														
Basic Point s (Table 1)	Emergent issues/ subtopics	I													
	Initial positions	II													
	Intellectual approach	III													
	Contextual approach	IV													
	Explicit values	V													
	Prelogical preferences	VI													
	Outcomes/ conclusions	VII													
	Other (Integrate)														
Rela- tion ships (Table 2)	Evaluation (positive)	A													
	Evaluation (negative)	B													
	Comparison (positive)	C													
	Comparison (negative)	D													
	Comparison (logical)	E													
	Comparison (structural)	F													

N.B. - Mark appropriate positions in this table to aid in design of display. Only a few categories need be used; they may also be grouped (see Table 4, for example).

play possibilities. It may be filled out in the light of particular requirements.

(N.B. - This table is not the display, but a guide to designing one).

As a guide to further reflection about the possibilities, one interesting distribution of areas is presented in Diagram 1. A circular form is convenient because it allows interrelationship between concentric and sectoral zones; in addition the centre can be highlighted as a point of focus or integration. The ellipse is slightly more practical in that it is easier to read cards (with typescript) pinned high up on such a wall-display rather than a circular one (4). In Table 4 two possibilities for using the areas in Diagram 1 are given. Table 4 is a simplified form of Table 3. The differences between the two formulae illustrate the flexibility of the technique.

Use in practice

There are of course a variety of ways in which the display could be used in practice. Although not necessary, it is probably desirable that the display be prepared before the meeting on the basis of background capers or ideas.

1. Changes to the display could be made after deliberation by a suitably motivated workgroup on the basis of the evolution of the meeting, and group or faction consensus on particular basic points.

2. Changes to the display could be made on request by participants to the person(s) responsible for it (and standing by it). Participants could formulate basic points directly onto cards, or have them typed. Relationships could be inserted at their request. A record of such requests could possibly be kept, particularly if the originators of each change are not identified (or if some are entered for other participants).

3. Changes could be made to the display by participants themselves with or without the guidance/assistance of a responsible person.

Clearly, the last approach makes the whole exercise much more participative, which may be highly desirable in certain meetings. On the other hand some thought should be given to protecting the display from casual or deliberate misuse. This is specially the case if use is made of the evaluative option (Table 2 : A or B as a vote). Some of the possibilities for this include :

1. Evaluative indications could be made via a special workgroup (Procedure 1 above).

2. Evaluative indications could be made by selected participants (e.g. those who have contributed to debates). The card pins could identify the participant by number. (This corresponds to Procedure 2. above). Alternatively, if many participants use this facility, their names could be transferred (if necessary) to a list on the edge of the display.

3. Such indications could be made by any motivated participants (Procedure 3. above).

It is with the last approach that difficulties may arise, depending on the nature of the group and the capacity for self-restraint (in the absence of filters and gatekeepers). On the other hand, the openness is a considerable stimulus to a new form of participation which combines some of the advantages of voting and wall messages (5).

An appropriate choice must be made by the organizing group and modified in the light of on-the-spot experiences. It is important to note that a very simple form of the display may be used by grouping categories to correspond with the visual tolerance of participants

Table 4 : **Examples** of two formulae for the display form above (Diagram 1, p. 544)

Meeting content Design options	Predefined topics	Basic points	Relation- ships (agreement)	Relation- ships (disagree- ment)	Card location in sub-zones		
					Individual viewpoint	Subgroup viewpoint	Group viewpoint
FORMULA I							
Sectoral zones	1-7						
Concentric zones					a	b	
Card colours		1-4					
Ribbon colours			1	2			
FORMULA II							
Sectoral zones		1-7					
Concentric zones					List	a-b	c
Card colours	1-5						
Ribbon colours			1	2			

N.B. - This is a simplified (and modified) version of Table 3 with options taken for the two cases. Switching the significance of the sectoral zones and card colours results in very different displays.

Further possibilities

1. In certain circumstances it may be worth using parallel or subsidiary displays, particularly where it is necessary to handle questions internal to some issue area.
2. In some cases it may be useful to relate such structural displays to displays of illustrative images (photos, etc.). Cards referring to locations on the image display could be inserted on the structural display at appropriate locations (and vice versa). Similar cards could be used to refer to film showings.
3. It would be useful to prepare standard roll-up displays (e.g. on a plastic surface) on which are faintly pre-printed in some detail a complete range of basic points and relationships. Points made in the meeting would then be superimposed where relevant (6).
4. Displays, especially when pre-printed, could give particular attention to
 - time, from two completely different viewpoints :
 - the dates between which a particular basic point or relationship was advocated, to show historical development where relevant (namely phylogenetic development)
 - the education/age levels between which a particular basic point or relationship is recognized, to show when new perspectives become appropriate (namely ontogenetic development).
5. If a display changes rapidly during a meeting, it can be periodically photographed as a visual record of the evolution of the meeting.
6. Special areas may be provided on the display :
 - for basic points commenting on the display itself (« this whole approach is manipulative... », etc.) by those alienated by such a technique
 - for integrating comments which set out to interlink the viewpoints emerging on the display (see below). In a circular display, this could be the central area, for example.
7. A circular or ellipse display may be used to emphasize any integration between perspectives. Positions closer to the centre may be used for more central points. Relationships of agreement (or compatibility) between such points may be used to « pull » them to positions closer to the centre, whereas those of disagreement may be used to - push - them out to the periphery. The pattern of agreement/disagreement (coloured ribbons) could provide a very graphic indication of the relative integration/fragmentation of the meeting (7). The development of this possibility could be very significant as a chart of meeting progress.

Photo: Unesco / B. Hersog.



8. The relationship to such meeting procedures as Syncom could be explored, since the display could provide a visual record of what is occurring within and between the Syncom sub-groups.
9. With the increasing interest in computer conferencing and conferences linked via satellite (8), there are two further possibilities :
 - displays may be maintained and used to provide a visual link between participant verbal contributions on particular points;
 - computer conferencing software may be designed to relate typed contributions to positions on such a display, or possibly to generate update cards for insertion on maps at each terminal location.
10. The relationship of such a display to the computer-assisted production of participant group « mental models » could also be considered (9).
11. The relationship of such a display to the recording of the evolving relationships between factions or affinity groups (10) within a conference could also be considered. Such a display should facilitate such an evolution.
12. Especially when such a display is used in a small meeting room, there may be types of meeting in which participants can focus their comments in relation to the display (as with a blackboard). In the interplay between discussion and changes to the display, any evolution in the pattern of agreement/disagreement (11) can be visually supported to counteract tendencies to obscure integrative clarity when it has been achieved.

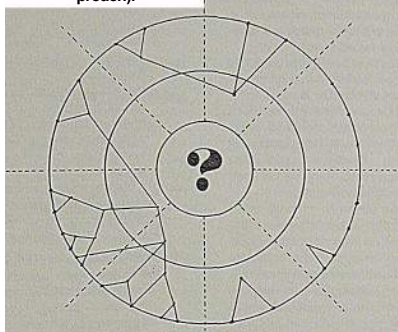
An alternative approach

A somewhat different approach that merits investigation may be envisaged in the light of network presentations such as for CPM (Critical Path Method), PERT (Program Evaluation and Review Technique) and in citation analysis. In CPM and

References :

- (1) I am indebted to David Norton Smith for extensive discussion or the contents of this section and the following one. He should not be held responsible for their present inadequacies. A.J.
- (2) Eric de Grollier. A study of General Categories. Paris. Unesco. 1963.
- (3) In special cases it may be possible, or useful, to use a nonflat surface, such as a cone or a sphere, e.g. if it was desired to stress some integrative or wholistic lower the display to permit adequate access to the whole surface, particularly to read cards, (e.g. some blackboard systems)
- (4) Horus, the name suggested for this wall-display approach, is derived from : Holistic Overview and Representation of Underlying Structure. The eye, an ellipse, is a symbol of the Egyptian god Horus.
- (5) Yona Friedman has advocated a form of this for conferences of the World Future Studies Federation. Another form is of course favoured in China.
- (6) Since many of the basic points have been established in many meetings, such a display should be available anyway to focus discussion.
- (7) The « eye » of Horus could appear very « bloodshot » as a consequence of the degree of disagreement in some meetings - if red ribbon is used!

Diagram 2 - Convergent network display (an alternative approach).



Initial, starting or fundamental points are positioned on the circumference in the sectors (according to topic). Points citing them, based on them, or derived from them are positioned more and more towards the centre - as the meeting progresses (and if it generates new insights).

PERT networks a single node is indicated as the start point from which the network develops, with a single node as the end point to which the network converges. However as illustrated by Diagram 2, if many independent start points are allowed, they can be positioned around the circumference of a circle by sector (e.g. according to topic, as discussed above). Points derived from (or subsequent to) others on the circumference are positioned towards the centre. Further development leads to convergence of the network as a whole on the centre from its circumferential Origins. Unlike CPM and PERT, at any particular time the « end point » remains undefined and dependent upon further development of the encircling network (12).

The difference from the previous displays is clearly that new contributions which do not build on existing achievements are seen as (a) reinforcing those achievements, either usefully or unnecessarily, or (b) undermining them, as the case may be. Two contrasting possibilities, for

example, are to use the circumferential points to represent specific factual details or, alternatively, abstract general standpoints. In the first case convergence on the centre can be used to record progressively more abstract points. In the second, convergence records emergence of more concrete practical viewpoints (e.g. a specific action programme).

The concentric rings can in each case be used to denote points at different levels of abstraction. If an effort is made to juxtaposition associated topics (represented by sectors), then citation links to points in distant sectors (i.e. across the centre) are less frequent. If a new approach is recognized, an extra sector could be added.

This is therefore a method of ordering information which makes it evident which points need to be considered in order to move on to a new level of significance or synthesis. Variations of it could be developed to focus group discussion or policy debates.

- (8) For example the World Symposium on Humanity (April 1979) is scheduled to link, via satellite, meetings of 3,000 people in Los Angeles, Toronto and London. Both

See also : A. J. Judge. Knowledge-representation in a computer-supported environment. International Classification, 4, 1977, 2, pp. 76-81.

- (9) See: Peter and Trudy Johnson -Lenz. Conference facilitation by computer-aided

(10) See : Emergence of interactive processes in a self-reflective assembly. *Transnational Associations*, 30, 1978, 5, pp. 271-275.

(11) Although hopefully more subtle patterns will become acceptable, based on complementarity between a diversity of « incompatible » perspectives. The agreed mental/disagreement duality is crude in comparison.

(12) The diagram could also be seen as representing a ringed tube or tunnel, with comments passing out of the field of vision. In some cases it may be useful to envisage the tunnel as looping back on itself in a circle (or even forming the throat of a torus)

FIPF Le 4ème Congrès de la

Fédération internationale des Professeurs de Français

Le quatrième congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français s'est tenu à Bruxelles et à Louvain-la-Neuve du 27 août au 1er septembre 1978.

Pendant ces journées, six cent cinquante professeurs de français langue maternelle, seconde ou étrangère, venus d'une cinquantaine de pays, ont pu confronter leurs points de vue, échanger leurs expériences, réfléchir en commun sur les objectifs et les moyens de leur enseignement. Placés sous le titre général « Apprendre le français : permanences et mutations » les travaux des congressistes ont porté successivement sur trois thèmes.

Pendant la période de préparation du premier thème « Bilan critique des méthodes actuelles d'enseignement du français et orientations nouvelles », la F.I.P.F. avait sollicité de ses associations membres et des congressistes, au fur et à mesure de leur inscription, des contributions au travail des ateliers. C'est ainsi qu'une soixantaine de textes préliminaires furent adressés au Secrétariat Général puis regroupés de façon à fournir la matière de vingt trois ateliers. C'est au Professeur Gerardo ALVAREZ, de l'Université Laval (Québec) qu'il revint d'ouvrir les travaux de ce thème en dégageant un certain nombre de lignes de force dans ce foisonnement de propositions. Selon son rapport (dont on lira le texte intégral dans les Actes du Congrès à paraître au début de l'année 1979) si les professeurs de français langue seconde et étrangère sont presque unanimes à critiquer la méthodologie d'inspiration behavioriste et structuraliste, aucune perspective unificatrice ne se fait jour pour envisager une méthodologie de rechange. Les propositions de contributions témoignent de l'existence de deux courants fort différents : un courant (actuellement majoritaire) visant à donner à l'élève la capacité de communiquer (que l'on recherche une compétence de

communication similaire à celle de l'autochtone ou une compétence de communication restreinte, fonctionnelle, à buts utilitaires), et un courant (encore minoritaire) intellectualiste qui considère que l'apprentissage des langues doit jouer un rôle dans la formation générale de l'individu et qui s'accompagne souvent d'une revalorisation de la lecture et de l'expression écrites. Cependant, à travers la diversité des objectifs de l'enseignement, diversité qui s'explique par les différentes situations dans lesquelles se trouvent placés les professeurs de français, M. ALVAREZ remarque des convergences significatives: refus des méthodes monolithiques dictant impérativement les étapes à franchir par tous les publics, aspiration à la flexibilité, à une pédagogie pluraliste (qui explique l'intérêt de plus en plus vif porté aux systèmes modulaires), refus d'un modèle de langue unique et acceptation d'une pluralité de normes; refus d'un didactisme fondé sur l'autorité du maître et aspiration à une pédagogie de la découverte, centrée sur l'activité propre de l'apprenant; enfin distance à l'égard des produits didactiques préfabriqués et tendance généralisée à recourir au document authentique, tendance qui implique la recherche d'une pédagogie spécifique dans ce domaine, appelée à se développer dans les années à venir.

Parmi les nombreux ateliers qui offraient ensuite aux congressistes l'occasion de prendre à leur tour la parole, celui qui était consacré aux sources, à la collecte et à la production de documents authentiques leur permit de se familiariser avec ce terrain encore très neuf.

l'écoute du Professeur Eddy ROULET, de l'Université de Genève qui, après avoir rappelé que l'objectif de l'enseignement de la langue maternelle est essentiellement d'élargir le répertoire de l'enfant pour lui permettre de communiquer dans des situations de plus en plus variées, tira les enseignements d'une expérience lancée il y a trois ans dans le canton de Neuchâtel et bénéficiant de l'appui du Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique. Cette expérience cherche à identifier des « instruments heuristiques » permettant la découverte, par l'enfant de la structure et du fonctionnement de sa langue; instruments heuristiques, à savoir, opérations sur le matériel linguistique dont l'enfant dispose, concepts et représentations à sa portée, liés à celui-ci. Les stratégies d'exploration ainsi développées chez l'enfant peuvent être utilisées ensuite à l'extension de son répertoire verbal, à condition qu'on lui fournisse des données langagières suffisamment riches sur la structure et l'emploi des autres variétés de sa langue maternelle, en particulier par le recours aux documents authentiques. D'après ce que l'on sait actuellement des processus de l'apprentissage linguistique, il paraît extrêmement difficile de saisir un système, tel que celui de l'emploi des temps par exemple, dans une langue seconde, pour qui ne l'a pas compris dans sa langue maternelle. Le renouvellement de la pédagogie des langues, maternelle et seconde, ne peut donc se poursuivre en ordre dispersé et le succès de l'enseignement d'une langue seconde présuppose une mise en question de la pédagogie de la langue maternelle et une approche intégrée des deux disciplines. Le texte complet de la conférence de M. ROULET paraîtra dans les Actes du Congrès.

Une seconde séance plénière du thème I devant regrouper les congressistes à

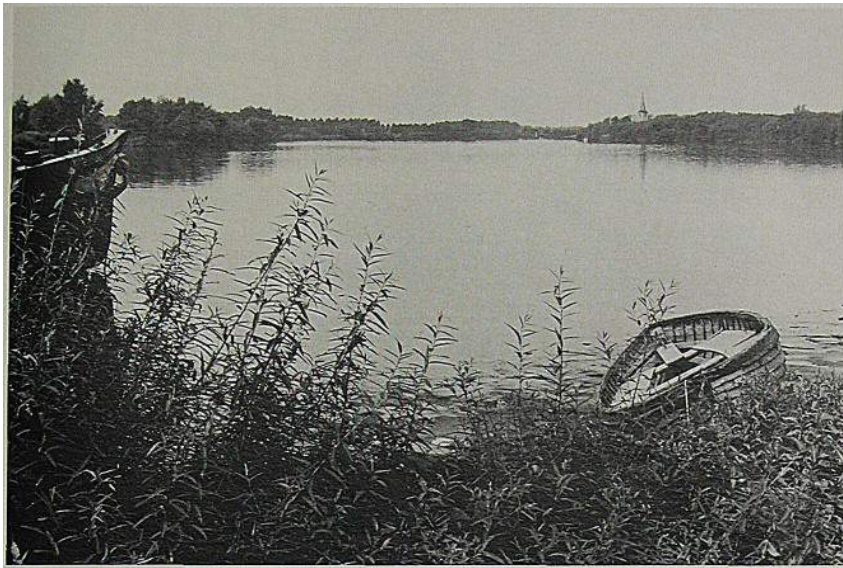
Le second thème « Fonctions et contenus de l'enseignement du français dans ses différents contextes et situations » s'inscrit dans les préoccupations qui n'ont cessé depuis plusieurs années, d'animer la réflexion et le travail de la F.I.P.F. : connaître au plus près les conditions de l'enseignement du français, non seulement les conditions institutionnelles et pédagogiques, mais aussi les conditions plus générales de l'insertion de l'enseignement et de la pratique du français dans la vie d'un pays; comprendre la façon dont ces conditions évoluent, donc cerner les facteurs historiques, linguistiques, sociologiques, économiques, voire politiques, qui interviennent dans la place du français et de son enseignement et dans les changements éventuels qui peuvent affecter cette place. Pour essayer de dresser un tableau aussi fidèle que possible des diverses conditions dans lesquelles s'enseigne le français fut élaboré, sous la direction de Madame Andrée TABOURET-KELLER, Maître de conférences à l'Université Louis Pasteur (Strasbourg), conseiller scientifique de la F.I.P.F., un document d'orientation largement diffusé dès janvier 1977. En juin 1978, la F.I.P.F. avait reçu des informations en provenance de dix neuf pays; au moment du congrès Mme TABOURET-KELLER était en pos-

vingt sept pays différents. Il est impossible de rendre compte en quelques lignes des nuances et de la richesse de la documentation ainsi réunie sur les motivations (institutionnelles, sociologiques, personnelles) du choix du français, sur les élèves (effectifs, origine sociale, âge, milieu linguistique, classe, sort du français après l'école), sur les professeurs (effectifs, statut social, conditions de travail, formation), enfin sur les aspects institutionnels de l'enseignement du français (institutions et situation scolaire de chaque pays, place du français dans le système éducatif, objectifs de l'enseignement du français, programme, pédagogie et évaluation). Le rapport présenté par Mme TABOURET-KELLER sera intégralement publié dans les Actes. Il faut souligner également que les congressistes ont pu prendre connaissance sur place, pendant le congrès, du détail des réponses reçues en consultant les fiches de l'enquête qui étaient à leur disposition. Puis il leur fut possible de poursuivre les échanges de vue dans les ateliers et carrefours qui étaient animés par des collègues de différents pays,

Le troisième thème inscrit au programme « La langue française un instrument du dialogue des cultures » avait pour objectif, dans la voie ouverte par l'anthologie publiée par la F.I.P.F. en 1975 « Littératures de langue française hors de France » de sensibiliser les participants à la richesse et à la diversité de la création contemporaine en langue française à travers le monde et aux ressources qu'elles peuvent offrir à leur enseignement. Dans un premier temps, une table ronde réunit quatre écrivains venus d'horizons totalement différents : Georges JEAN, poète et linguiste (France), Roger GAILLARD, essayiste et historien (Haïti), Jacques GODBOUT, cinéaste et romancier (Québec), Valentin MUDIMBE, poète et essayiste (Zaïre), qui tentèrent (et ils y réussirent souvent) d'amorcer un fraternel dialogue des cultures et donnèrent des témoignages pleins de vie, parfois percutants, souvent émouvants, de leur spécificité respective en situant leur expérience personnelle dans " l'espace " et « la durée ». Puis s'instaura entre les écrivains et la salle un débat animé par Georges SION, secrétaire de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique. Ressenti par beaucoup comme l'un des temps forts du congrès, cette rencontre offrit aux congressistes un contact, que d'aucuns qualifièrent d'exceptionnel, avec des créateurs exprimant en français des sensibilités, des cultures enracinées dans d'autres réalités que celles de l'hexagone. Mais, pour donner au fait francophone sa place légitime dans l'enseignement et aussi dans les moyens de masse qui constituent actuellement une véritable école parallèle, il ne fallait pas se limiter à la littérature. C'est pourquoi le cinéma, la radio, la télévision, la presse écrite, l'édition comme moyens de connaissance mutuelle entre diverses cultures s'exprimant en français furent l'objet de travaux parallèles, au même titre que le conte populaire et la poésie, genres culturels particulièrement favorables au dialogue des cultures.

Il faut ajouter qu'un festival de cinéma, présentant des films francophones aux perspectives souvent très neuves, accompagnait les travaux pendant toute la durée du congrès. Les films africains, belges, québécois, de court et long métrage, suivis par un public nombreux et attentif, donnèrent, à leur manière, substance et vie à la notion de rencontre interculturelle. Le remarquable récital de textes tirés de l'Anthologie et de vieilles chansons françaises, présentés par Suzanne Philippe, Robert Delieu et le Trio Chanteclair, s'insérait, lui aussi, parfaitement dans la trame de cette réflexion.





Les recommandations issues de ces travaux sont extrêmement nombreuses et couvrent l'ensemble des préoccupations rencontrées au cours de ce congrès. Elles expriment notamment le vœu de voir les programmes d'enseignement formulés en termes d'objectifs plutôt que de contenu, pour une meilleure adaptation aux besoins, une meilleure utilisation des ressources locales, et de façon à faire une large place à la créativité des élèves et des enseignants. Elles réclament des structures pédagogiques adaptées aux besoins linguistiques des migrants, public auquel les professeurs de français d'un grand nombre de pays sont confrontés. Elles visent aussi bien les conditions de travail des professeurs que les besoins de mise à jour de leur formation et leurs propres désirs de perfectionnement. Une formation permanente intégrant, grée dans la charge de travail du professeur apparaît comme une nécessité : en outre une dimension nouvelle se fait jour, celle de structures qui prolongeraient le fruit de rencontres occasionnelles comme ce congrès, en particulier d'échanges d'enseignants entre les divers pays de langue française. Le vœu est formulé que soit envisagée la création d'un Centre international de recyclage, ouvert aux enseignants de français de tous les pays, ainsi d'ailleurs que d'un Institut de traduction. Les recom-

mandations et les vœux sont particulièrement nombreux et concrets dans le domaine des échanges entre les diverses aires de la francophonie. On souhaite une politique concertée des gouvernements en ce domaine, afin que soit facilité et valorisé, dans toutes les activités, l'usage du français; on attend de la Fédération qu'elle consacre un numéro spécial de son bulletin à l'approche des cultures et des littératures de langue française; on réclame que l'inventaire de ce patrimoine culturel soit poursuivi et mis à la disposition des professeurs; on demande des collections de classiques francophones accessibles à tous, des répertoires facilitant l'accès aux émissions radiophoniques produites en français dans divers pays, un catalogue des films pouvant amorcer le dialogue des cultures et contribuer à une connaissance mutuelle, - un comité prolongeant les travaux de l'atelier « cinéma » a d'ailleurs été constitué à cet effet; on demande aux gouvernements de soutenir toute initiative éditoriale pour une meilleure diffusion du livre de langue française; on mandate la F.I.P.F. pour intervenir auprès des autorités éducatives afin qu'une place soit faite dans l'enseignement de la langue et de la littérature, et de la civilisation, à la diversité culturelle s'exprimant aujourd'hui en français. A l'issue du congrès, le 31 août 1978,

l'Assemblée Générale a, conformément aux statuts, élu son Bureau international pour la période 1978-1981. Il comprend : Jurgen OLBERT (République Fédérale d'Allemagne) Président, Lucette CHAMBARD (France) Président Honoraire, Jean AUBA (France) Vice-Président Fondateur, René BISMUTH (Canada) Vice-Président, Jacques FEREMANS (Belgique) Vice-Président, Vidjoni AZONAH (Togo), Orunmila BIOBAKU (Nigeria), Jacqueline BRISSON (France), Dorothy BRODIN (Etats-Unis), Michael BUSKSY (Grande-Bretagne), Alida de BUSTOS TELLO (Argentine), Jean GANGES (France), Gilles DORION (Québec), Charles GALLO (Suisse), Régina KANGUSSU (Brésil), Claude LE GOFF (Etats-Unis), Etsuji MATSUMOTO (Japon), David NOTT (Grande-Bretagne), Ilkka NUOTIO (Finlande), Isabelle STRONG (Canada), Marcel VOISIN (Belgique).

Secrétariat Général :
May COLLET, Secrétaire Générale Trésorière, Centre International d'Etudes Pédagogiques 1, avenue Léon Journault. 92310 - SEVRES, tél. 027.75-27.

Conseiller scientifique :
Andrée TABOURET-KELLER, Université Louis Pasteur. STRASBOURG (France)



THE INGO CATEGORY

by Frederick Elkin*

Anthony J. N. Judge, in a paper on the potentials of INGO (International Non-governmental Organization) networks, notes that the « nature and existence of INGOs is poorly understood as a phenomenon » and, « as a consequence, INGOs as a category are easily ignored » (**). He contrasts the category of IGOs (Intergovernmental organizations) which, in academic studies and in education and public affairs programs, receives much greater attention. A valid research on the image of INGOs would be a difficult and complex task. It would require a clarification of the INGOs under review, a delimitation of the target groups in whose image we are interested, a selection of documents and/or spokesmen to represent the target groups, and a subsequent analysis of the data.

Whatever the research problems, however, the subject deserves attention. It is a dictum of social psychology that people respond not to an object as such, but to their image of it. Thus, we may ask what image do the personnel of the United Nations and its specialized agencies have of INGOs when establishing policies and procedures for consultation? What image does the UIA (Union of International Associations) hold in reviewing INGO growth trends and in considering potential operational networks? What image do commentators have when they speak of INGOs as counterweights to sovereign nations and to the politically oriented INGOs? What image is held by governments when, with their own objectives foremost, they seek the collaboration of INGOs?

The concept INGO, itself, is a category, a convenient term for grouping together those international not-for-profit organizations which do not officially operate under government auspices. As a member of a category, however, an INGO has no relationship with any other INGO. Members of categories, however, by virtue of their common interests, may join together to form collectivities and, as such, they have the potential to work together for common causes. To what degree do particular INGOs see themselves as members of a category or

as collectivities? At one extreme is the INGO with no interest in or commitment towards other INGOs. At the other, is the INGO, perhaps long established and with a wide range of concerns, which takes every opportunity to identify itself as an INGO and to participate with other INGOs in joint activities.

It is this general question with which this paper is concerned. We shall review certain aspects of INGO identification with, and commitment to, collectivities and raise the question of their significance for the category of INGO. A related question concerns the image an INGO has of itself. On what basis does it choose to align itself with other INGOs and the INGO category? We find a range of alternatives.

THE UNAFFILIATED INGO

An organization, as a general rule, is concerned first with its own objectives and also, until these objectives are realized or surrendered, its own survival. Many INGOs, in business, professional, and other spheres, do not go beyond this image of themselves; they have little knowledge of or interest in other INGOs. They do not identify with an INGO category, let alone see themselves collaborating with others.

They probably recognize themselves as INGOs, however, by virtue, if nothing else, of being placed by others in an INGO category. A request for information and a listing in the UIA Yearbook is the simplest example. A similar but more delimited type of INGO self-recognition may come from membership in a grouping by virtue of a common relationship to another party. The UNESCO Conference of International Non-governmental Organizations, for example, groups together all the INGOs which have consultative status with UNESCO whether or not the INGOs themselves take any initiative or active role in the Conference.

INGOs AS COLLECTIVITIES

When one INGO acts in concert with another, for whatever the reason, it is behaving as a member of a collectivity. It is

another dictum of social psychology that in interacting with another, one imaginatively takes the other's position - only in this way can you understand what the other has in mind - and thus becomes more aware of oneself. Applying this to INGOs, collaboration requires taking into consideration the objectives and activities of another INGO and relating it to one's own; in so doing, one identifies with another INGO and gains a different perspective of one's own group. INGOs may come together as a collectivity for many reasons. On one simple level, they may collaborate to face common problems not directly related to their major purposes. In Geneva, for example, in order to deal more effectively with the government which regulates such matters as incorporation, taxes and work permits, the INGOs have formed FIIG (Federation of International Institutes in Geneva). Topics of discussion not relevant to this common condition are outside of the group's terms of reference. Even simpler, two INGOs, to save expense, may share a telephone operator or office space.

Ordinarily, however, the self-recognition of an INGO which derives from collaboration is based on characteristics which the organizations have in common - a common status, common objectives, common ideologies, or combinations of these. A common status

Awareness of oneself as a particular type of INGO may derive from a recognition that other INGOs represent similar statuses such as sex, age or religion. The recognition is manifested most directly in umbrella groups such as the International Alliance of Women or GIM, the Geneva Informal Meeting of International Youth Non-governmental Organizations. The establishment and self-recognition of GIM was encouraged by a decision of the

(*) York University Toronto, Canada.

(**) « Practical Problems in Using the Potential of INGO Networks »; a paper presented to the International Studies Association, St. Louis, 16-20 March, 1977, p. 14. Also see A.J.N. Judge and K. Skjetsbaek, « Transnational

International Rotations, London: University of London Press, 1975.

United Nations in 1969 to hold a national youth assembly as part of its 25th anniversary celebration. Thus a category became a collectivity. Religious status also serves as a basis for affiliation and INGO self-recognition. The World Jewish Congress, for example, brings together Jewish INGOs interested in such varied subjects as refugees, immigrants, Zionism, vocational training, and fraternal activities. Catholic INGOs, too, whatever their specific objectives - which often are not tied to any religious affiliation - have formed umbrella groups in Geneva, Paris, and New York besides any affiliation with the Holy See. It is generally assumed that organizations with similar statuses have common problems or interests. It is also relevant that the participants experience « expressive » satisfactions of working with others like themselves, completely apart from any projects they may carry on.

A common objective

Perhaps the most common type of collaboration with other INGOs is in common tasks. Such collaboration presumably means more effective action; it also

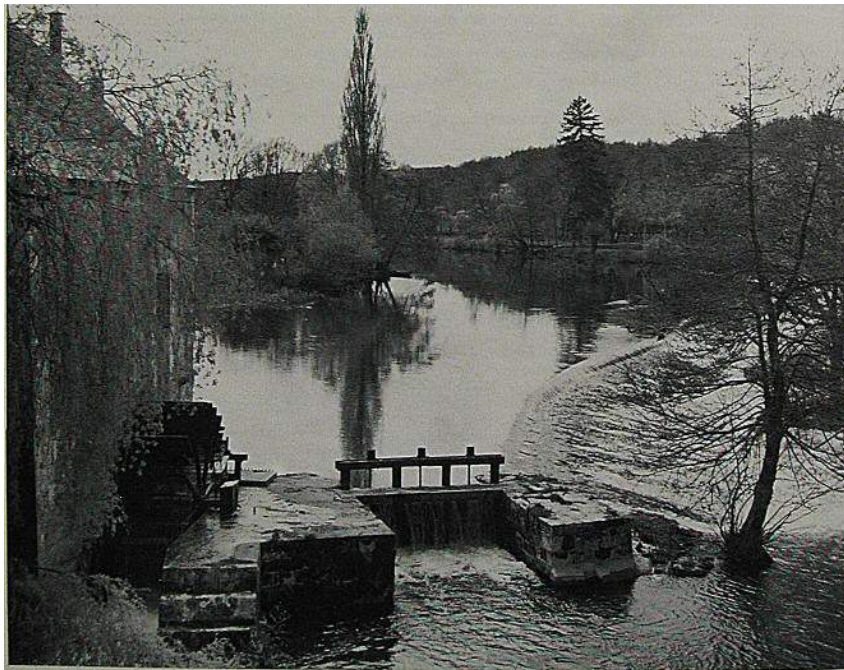
means, as we have suggested, that each INGO becomes more aware of itself and its own distinctive characteristics. On a simple level, two INGOs may work together on a common project. For example, in those regions in which they both have projects, the International Union against Tuberculosis and the International Leprosy Association have established a common communication and delivery system network. The IUEF (International University Exchange Fund) and WUS (World University Service), both of which offer awards to refugee students, collaborate to avoid duplication of awards. The World Scout Bureau, primarily concerned with personal development of boys and the World Wildlife Fund, interested in protecting the natural environment, collaborate in educational programs on conservation. The next logical step in the process of self-recognition and awareness is the collaboration of several INGOs. Examples are many. ICVA (International Council of Voluntary Associations) has established commissions, made up largely of INGOs, dealing with emergency aid, social and economic development, and refugees and immigration. Committees of CONGO

(Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with ECOSOC) have worked on such topics as disarmament and human rights. These sub-groups may carry on such activities as the preparation of briefs, coordination of projects, and the arranging of conferences.

Another variant form is found in umbrella organizations of INGOs concerned with broad areas of common interest such as business, social sciences, labor unions, sports, or alcohol and drugs. One other variation is the umbrella organizations in a given region, sometimes, as with CENYC (Council of European National Youth Committees), combined with status considerations.

A common ideology

Still another type of INGO identification focuses on ideology. Perhaps the best known is the « socialist family » including the World Federation of Democratic Youth, World Peace Council, World Federation of Trade Unions, International Union of Students, and Women's International Democratic Federation. In some cases, the common ideology which binds the INGOs together also divides



the members from others who are not party to the ideology and its solidarity. More loosely organized ideological networks may focus on religious, economic, and other political beliefs. Interested INGOs have also come together ideologically under an INGO label at international conference such as HABITAT and UNCTAD, and play roles in such events as International Women's Year and the International Year of the Child. In all these instances, whether the INGOs are loosely or tightly organized, they meet as collectivities of INGOs and see themselves as INGOs of a particular type.

INGOs IN COLLABORATION WITH NON-INGOs

INGO collaboration, of course, is not limited to other INGOs. Many work with international organizations such as the United Nations or its specialized agencies, with governments, or with national NGOs. In some instances, INGOs, as does the League of Red Cross Societies, may coordinate the work of governments and international agencies. More often, however, the international organizations and governments help support the work of INGOs. UNESCO, for example, has contributed funds to the Coordinating Committee for International Voluntary Service to produce a brochure on volunteer work camps; the World Health Organization has assisted the International Society of Cardiology in its campaign on hypertension; and the ILO has participated in programs for those who work with the handicapped.

The support received from governments and from national NGOs, which themselves often get funds from governments, is even more common. The INGOs, in effect, often serve as brokers between governments and the developing countries. Some INGOs such as CIDSE (Cooperation Internationale pour le Développement Socio-économique) and EURO-ACTION ACORD seek to coordinate projects with funds from a variety of sources. Whether such support by UN agencies and governments contributes to an awareness of an INGO category depends essentially on how it is given and received. If the emphasis is solely on the agency's funding role, the support may well strengthen the INGO concerned, but do little to build an INGO identification. On the other hand, if the contribution - in both spirit and publicity - stresses that the INGO is an independent not-for-profit organization undertaking a distinctively appropriate INGO task, the INGO image will be enhanced and INGO identification increased.

We have noted, as a general rule, that INGOs, like other organizations, are concerned above all with the attainment of their own objectives and that a concomitant concern - at least for those organizations that do not have limited, short-run objectives - is their survival. A structure must be maintained, secretarial

functions must be carried out and personnel must be recruited and trained. When survival becomes a major concern - as it has with many INGOs in recent years - we may ask how it affects collaboration and self identification as an INGO. On the one hand, a concern with survival may work against collaboration; an organization may be so taken up with budgetary and personnel problems that it can spare neither the time nor effort that collaborative efforts and a broader perspective require. On the other hand, an INGO, for want of resources, might happily associate with others which have similar objectives in order to share skills, knowledge and resources - as has been reported in CONGO (ECOSOC) committees. Such collaboration, it would seem, reinforces one's self image as an INGO.

INGOs AS AN IDEAL TYPE. INGOs were first established, as a general rule, through the extension or affiliation of national associations which saw benefits in international links; to identify with other INGOs and see themselves in a larger INGO context was a second step. Over the course of time, probably most INGOs have found that they have characteristics in common with others - of status, objectives, problems, areas of concern, or ideology - and have participated in collectivities or networks of one kind or another. We have hypothesized that such collaboration, in so far as it makes for a greater selfconsciousness and awareness of one's distinctive characteristics, reinforces a self image as a particular type of INGO. When INGOs come together to form collectivities, however, they implicitly set up boundaries which set them apart from, others. In theory, then, one further step is possible - all INGOs could form a union - as was

the original hope of the UIA - in which case the INGO category would become a boundary in itself with a collective INGO identification. This collective INGO image may be seen as an ideal-type, a hypothetical extreme, in which the distinctive characteristics of being international, not-for-profit, non-governmental, and acting in directions or on problems, on which sovereign governments cannot or do not choose to act, outweigh all other considerations. The recognition of such an ideal type could help educate both the INGO membership and the larger public of the nature of an INGO and the role it may play in the larger world scene; and it might also enhance the ability of INGO members to be heard. Some INGOs such as the World Council of Churches and the League of Red Cross Societies, which are widely open and join in almost any collaborative effort, represent steps in this ideal-type direction. In reality, of course, this conception of an INGO » ideal type » presents many obvious difficulties. First, the variations among INGOs in structure and activities are enormous and many have little in common. Some in fact are in sharp conflict in goals and ideologies, and others are in competition with each other for limited resources. Also the meaning of « INGO » itself is not clear. Some groups that call themselves INGOs are not independent of their governments and some include government representatives. Finally, many INGOs, as we have observed, are currently so concerned with problems of survival that they hesitate to go beyond their immediate objectives. Yet the vast majority of INGOs have managed to survive and the continued growth in the number of INGOs in recent years has been impressive. All this suggests that the INGO category deserves greater consideration.

Photo: WHOP. Almasy





The Rights and Duties of Consultative Status

In "Transnational Associations" we opened a dossier on the question of consultative status of NGOs with ECOSOC by publishing the replies to ECOSOC's enquiry into NGOs application of the principles governing their consultative status. In this, vital questions concerning the very independence of associations, their identity, role and critical freedom with regard to the international organisation and the member States of the UN are at stake. In view of their continuing significance, we are publishing below, other « replies ».

THE NETHERLANDS

The important contributions of non-governmental organizations (NGOs) to the work of the United Nations have acquired world-wide recognition. By their very nature NGOs are well-equipped to contribute to the work of the United Nations. The basis for collaboration between the United Nations and NGOs can be found in Article 71 of the Charter. A first elaboration on the provisions of Article 71 was laid down in Economic and Social Council resolution 288 (x) of 27 February 1950. A revision by the Economic and Social Council of these regulations took place in 1968 and resulted in the adoption of resolution 1296 (XLIV) which at present governs the consultative status of NGOs with the Economic and Social Council.

Although it is true that most NGOs have aims and objectives of their own, not all of which may be embraced by those of the United Nations, many of their activities are complementary to the United Nations own efforts. It is precisely this complementary nature that brings the United Nations/NGO relationship above the level of mere co-operation : NGO involvement has proven invaluable to the realization of the ideals of the United Nations. It is the policy of NGOs with consultative status to assist the United Nations in its tasks as one of the best available means of approaching and resolving world issues and they have often helped the United Nations directly or indirectly by pointing the way to new tasks and different priorities. NGOs can be seen as agents of social progress and development. Their direct and day-to-day contact with society enables them to signal existing wishes, ideas and shortcomings. Governments and intergovernmental organizations are sometimes less well-equipped for this task.

On the national level, the Netherlands Government has often made extensive use of the services of NGOs and given them support by subsidizing many of their activities which benefit society as a whole. The Netherlands Government not only supports those activities whose effects are restricted to its own territory (in fields such as education, health-care, social work, recreation etc.), but it also tries to involve NGOs in the execution of its foreign policy in the field of development co-operation.

Autochthonous private organizations in developing countries can make an important contribution to the development of public attitudes and social structures at the grass-roots level. Moreover, social and religious groups in developing countries often carry out tasks in the areas of education, rural health-care etc., which Governments cannot yet take upon themselves. Of course these complementary tasks are usually performed in close consultation with the Governments concerned, which realize that NGOs are in some cases better equipped to adequately attune development policies to the aspirations of grass-roots groups. For this reason the Netherlands welcomes the closer relationship between NGOs and the United Nations Development Programme which has developed over the past few years. An example of successful co-operation with NGOs in development is the Freedom from Hunger Campaign of the Food and Agriculture Organization of the United Nations which has been operating for more than a decade.

NGOs have also made courageous efforts to relieve the situation of victims of the southern African minority regimes. Not only have they provided legal aid to those who were brought to trial for their political activities, but they have also given material support to the families of

political prisoners and invaluable assistance to the ever-increasing number of refugees. They have, for instance, granted many scholarships to black students from South Africa, Namibia and Zimbabwe.

Recent years have seen successful United Nations/NGO co-operation on a variety of other issues as well : the status of women, refugees, human settlements, population, human rights etc. Several special conferences under United Nations auspices have provided opportunities for NGO involvement, both in the preparatory stages and at the conferences themselves. NGOs generated wide popular interest and support for the issues raised at these conferences and through their active co-operation a greater impact on public opinion was achieved. Here the World Conference of the International Women's Year (Mexico, 1975) and the Habitat Conference (Vancouver, 1976) provide excellent examples. NGO participation in future world conferences would seem to be an important prerequisite for the success of such meetings, in particular where the interest and involvement of the public at large are concerned.

Another sector of United Nations activities, that in the field of human rights, has given rise to considerable NGO involvement. The contribution of NGOs to the work of the United Nations in this field has increased considerably since the end of the 1960s. This was due to improved procedures adopted by the Economic and Social Council for the treatment of communications concerning human rights and also to a growing participation of world public opinion in human rights issues which has augmented public support for activities of NGOs in this field.' The work with and within the United Nations comprises only a small part of the activities of NGOs concerned with

human rights. NGOs perform tasks with regard to both the promotion and the protection of human rights. Their promotional function is of fundamental importance. Not only do they generate popular interest and concern with human rights through various publications and intensive contacts with the media, they also organize seminars and conferences and thus provide an important platform for debate and exchange of views. In this way they support the efforts of the United Nations to create conditions conducive to the universal observance of human rights. Their function with regard to the protection of human rights includes sending observers to trials, researching complaints, analysing situations, distributing information, lobbying with Governments and submitting communications and observations under procedures established by international organizations. In this way they provide useful assistance to the efforts of the United Nations for the protection of human rights. In view of the invaluable contribution of NGOs to the work of the United Nations in the field of human rights, the Netherlands Government is concerned about the fact that some of these organizations have been accused of abusing their consultative status. Reference has been made to paragraph 36 (b) of Economic and Social Council resolution 1296 (XLIV), which states that an NGO's consultative status may be withdrawn or suspended « if the organization clearly abuses its consultative status by systematically engaging in unsubstantiated or politically motivated acts against States Members of the United Nations contrary to and incompatible with the principles of the Charter ».

Admittedly human rights are a delicate matter and those concerned with their protection should exercise the necessary care and discretion. Some unfortunate incidents and indiscretions may have occurred, but these do not justify the grave accusations which were made under paragraph 36 (b). Firm and specific evidence is required before such serious allegations can be made against an NGO and allegations of a general nature about irresponsible behaviour of NGOs does certainly not meet these criteria. Expressions of concern regarding human rights situations in a particular country cannot be considered "unsubstantiated" if the NGO, on the basis of information at its disposal, had reasonable grounds to suspect that human rights were being encroached upon. The question of « politically motivated acts » should be examined in the light of paragraph 17 of resolution 1296 (XLIV), stating that NGOs accorded consultative status because of their interest in the field of human rights should have a general international concern with this matter, not restricted to the interests of a particular group of persons, a single nationality or the situation in a single State or restricted group of States. The reference in paragraph 36 (b) to the « principles of the Charter » cannot be understood to imply that expressions of concern regarding specific human rights situations would run counter to the principle enunciated in Article 2, paragraph 7, of the Charter about intervention in matters which are essentially within the domestic jurisdiction of any State. Violations of human rights, and in particular consistent patterns of gross and reliably attested violations of human rights, are a legitimate subject of interna-

tional concern, as is borne out by many acts and declarations of the United Nations. Notably, paragraph 17 of resolution 1296 (XLIV) provides that, in accordance with consultative status to organizations in the field of human rights, special consideration shall be given to the applications of organizations whose aims place stress on combating colonialism, apartheid, racial intolerance and other gross violations of human rights and fundamental freedoms.

The criticisms levelled against NGOs have also referred to the confidentiality requirement in paragraph 8 of Economic and Social Council resolution 1503 (XLVIII), which provides that all actions envisaged in the implementation of that resolution by the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities or by the Commission on Human Rights shall remain confidential until such time as the Commission on Human Rights may decide to make recommendations to the Economic and Social Council. Economic and Social Council resolution 1919 (LVIII) appealed for strict observance by NGOs of the confidentiality requirement laid down in resolution 1503 (XLVIII). The Netherlands does not endorse the interpretation of this confidentiality requirement as stated in resolution 1919 (LVIII). This confidentiality rule applies to all who have knowledge of, or are involved in, work being done by those subsidiary organs of the Economic and Social Council under resolution 1503 (XLVIII). The submissions of NGOs are made under Economic and Social Council resolution 728 F (XXVIII). A working group of the Sub-Commission selects from these submissions those communications, together with replies from Governments, if any, which appear to reveal a consistent pattern of gross and reliably attested violations of human rights. This is a process of selection which falls outside the purview of the organizations submitting the communications and of which they consequently have no knowledge. To impose on these NGOs the confidentiality requirement of paragraph 8 of resolution 1503 (XLVIII) is, therefore, tantamount to asking them to remain silent about all their communications submitted under resolution 728 F (XXVIII). The Netherlands cannot believe that this was the intention of the Economic and Social Council when it adopted resolution 1503 (XLVIII). The intention was rather to protect the authors of the communications. This is not only borne out by the discussions preceding the adoption of resolution 1503 (XLVIII), but also by the relevant paragraph of resolution 728 F (XXVIII), which provides that the identity of authors state that they have already divulged or intend to divulge their names or that they have no objections to their names being divulged.

Photo : P. Boucas



For these reasons the Netherlands hopes that the recent sense of irritation with the work of NGOs which has arisen among several Governments does not lead to any unfortunate measures against these organizations, but that adequate recognition is given to the vital role of NGOs within the United Nations structure. Loss of consultative status by NGOs whose intention it is to promote the aims set out in the United Nations Charter and to increase the effectiveness of United Nations work in the field of human rights might seriously hamper the ability of the United Nations to respond to the expectations of the people of the world and to uphold respect for human rights and fundamental freedoms.

LA SYRIE

La République arabe Syrienne estime que, si beaucoup d'ONG ont contribué de manière positive aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, l'examen de la participation de la plupart d'entre elles aux activités de l'Organisation et de conférences internationales montre qu'elles obéissent à des mobiles politiques ou régionaux et locaux et subissent l'influence de courants tendancieux, tels que l'impérialisme et le sionisme. Ces organisations se servent également de la religion à des fins politiques. Nombre d'entre elles manquent d'objectivité tout en ayant des liens suspects. Quelques-unes se mêlent de questions d'une manière qui n'est pas conforme aux fins pour lesquelles elles ont reçu le statut consultatif. Il s'ensuit en fin de compte que les organes de l'Organisation des Nations Unies et les conférences internationales sont encombrés de sujets épineux qui ne relèvent pas du domaine de leur compétence et qui les écartent de l'examen objectif de leur ordre du jour. En conséquence, le Gouvernement de la République arabe Syrienne est d'avis qu'un grand nombre d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif violent de manière flagrante les principes énoncés dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social, les principes et dispositions de la Charte des Nations Unies ainsi que les résolutions pertinentes de l'Organisation. Selon le Gouvernement de la République arabe Syrienne, il incombe au Comité du Conseil économique et social chargé des organisations non gouvernementales de prendre les décisions et mesures nécessaires pour que les organisations non gouvernementales soient tenues, comme prévu, de soumettre des rapports sur leurs activités et de respecter les dispositions de la Charte et celles de la résolution 1296 (XLIV), sous peine de se voir retirer leur statut consultatif.

LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne considère que les organisations non gouvernementales jouent un rôle positif au sein des Nations Unies. En cette année qui est celle du trentième anniversaire de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il semble approprié de mentionner que les activités de ces organisations dans le domaine des droits de l'homme ont contribué à renforcer l'intérêt du public pour cette question. Il importe que ces organisations continuent d'apporter leur précieux appui aux activités relatives aux droits de l'homme que déploie l'Organisation. Au-delà de toute barrière idéologique, ces organisations ont, dans bien des cas, attiré l'attention sur des situations, surgies ici et là dans le monde, où il y a eu violation des droits de l'homme. Authentiquement indépendantes des gouvernements, elles peuvent être considérées, en quelque sorte, comme les porte-parole de ceux qui, en raison de circonstances politiques déterminées, ne peuvent faire entendre leur voix au sein de l'Organisation des Nations Unies. Par leur contribution continue et active, les organisations non gouvernementales ont aidé l'Organisation des Nations Unies à donner un caractère plus réaliste et plus efficace à ses activités dans le domaine des droits de l'homme.

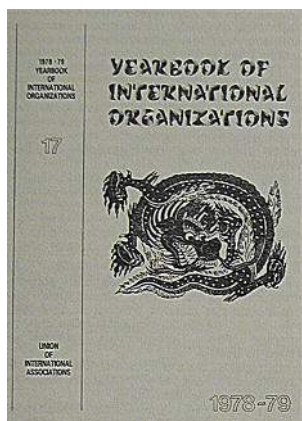
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland with reference to the Secretary-General's Note OR 340 P and P of 31 August, has the honour to inform the Secretary-General that Her Majesty's Government consider that non-governmental organizations play an invaluable role within the United Nations system and that they should be given every encouragement to continue their activities within the framework of the guidelines laid down in Council resolution 1296 (XLIV).

Many non-governmental organizations have responded to the calls of the United Nations to assist the Organization and its agencies in the implementation of essential projects, particularly humanitarian projects, in many parts of the world. Communications from non-governmental organizations, which represent large segments of public opinion throughout the world, are in the view of Her Majesty's Government, an important and valuable source of information. The participation of these organizations in public meetings of the Economic and Social Council and its subsidiary bodies as observers is regarded by Her Majesty's Government as a constructive means of assisting the United Nations in its tasks. It has not come to the notice of Her Majesty's Government that non-governmental organizations in consultative status have not complied with the principles of governing that status.

Photo: E. Ragarzi





1st SUPPLEMENT Changes of address and or name

1er SUPPLEMENT Changements d'adresse et ou de nom

Ce premier supplément au Yearbook of International Organizations, 17e édition comporte les modifications suivantes dont nous avons été informés :

- 1° le(s) nom(s) des organisations. Les noms sont donnés ci-dessous en anglais et français, parfois en anglais seulement pour la section B (comme dans le Yearbook). Lorsque des noms en d'autres langues que le français et l'anglais ont été modifiés, on les trouvera également indiqués. S'ils ne sont pas repris ci-dessous, c'est qu'ils n'ont pas subi de changement. Ces modifications sont annoncées immédiatement après le numéro de rubrique par les mentions «(name)» ou «(name and address)».
- 2° les adresses des organisations. La nouvelle adresse est donnée à la place de l'ancienne; lorsqu'il y a plusieurs adresses pour une même organisation, les adresses qui ne changent pas sont indiquées « same address as before » ou « no change ». L'indication « Last known location » suivie d'un nom de ville, signifie que l'adresse mentionnée dans le Yearbook n'est plus valable et que nous sommes à la recherche de la domiciliation actuelle.
- 3° les noms de secrétaires généraux (SG), Présidents (Pres) récemment nommés.
- 4° les organisations dissoutes («Dissolved») et celles provisoirement sans activité («Dormant»).

This first supplement to the Yearbook of International Organizations, 17th edition contains the following changes of which we have been informed :

- 1° The name(s) of organizations : The names are given below in English and French. Where names in other languages have been modified, they will also be found. If they are not there, such names have not been changed. Such changes are given immediately after the entry number in the Yearbook and preceded by: «name» or "name and address".
- 2° The addresses of organizations : The new address is given in the place of the old. When there are several addresses for the same organization, those which do not change are indicated by «same address as before». or « no change ». The indication « Last known location » followed by the name of a city indicates that the address mentioned in the Yearbook is no longer valid and that efforts are being made to locate the new address.
- 3° Names of Secretaries Generally (SG), Presidents (Pres) recently nominated.
- 4° Dissolved organizations and those which are provisionally dormant are appropriately indicated.

Section A

A 0623 European Clothing Manufacturers Association
Association européenne des industries de l'habillement (AEIH)
SG Christian Depooter, Avenue des Arts 20, Bte 11, B-1040 Brussels,
Belgium. T. 230.42.07. Tx 61055.

A 0628 (name) Euro-International Committee for Concrete
Comité euro-international du béton (CEB)
6 rue Lauriston, F-75116 Paris, France. T. 500.80.70. C. Eurobeton.

A 0631 European Committee for Standardization
Comité européen de normalisation (CEN)
SG H J Worch, rue de Brederode 2, Bte 5. 1000 Brussels, Belgium. T.
513.55.64. Tx 26257.

A 0693 European Confederation of Woodworking Industries
Confédération européenne des industries du bois
Délégué gén Emmanuel Ronse, Rue Royale 109-111, B-1000 Brussels.
Belgium. T. 217.63.65. Tx 61933 meubel b.

A 0727 European Federation of Conference Towns
Fédération européenne des villes de congrès
Prés Henk Borgman, Managing Director, Martini Hal Centre, Zuider-
lan/Stadspark, P O Box 8010, NL-Groningen. Netherlands. T.
050.26.25.26. Tx 53548
Exec Sec J Ls Panchaud (until 31.12.1978)

Contd/suite p. 562

LISTE DES PUBLICATIONS DE L'UAI

ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Cette publication réalisée en collaboration avec les Nations Unies est le seul annuaire de références s'étendant au réseau mondial des organisations internationales. Il est le résultat d'enquêtes et de questionnaires mis au point par une équipe de rédacteurs et dont les données ont été confiées à un ordinateur et traitées par bande magnétique.

Depuis la 16^e édition — en langue anglaise — l'ouvrage est divisé en deux grandes sections : d'une part les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, structurellement indépendantes, ayant un financement, une représentativité et une activité réelle dans et de trois pays au moins (section A); d'autre part des organisations régionales ou organiquement dépendantes, inactives ou disparues, en projet ou n'ayant pas donné à temps une documentation suffisante (section B); on trouve également dans cette deuxième section la mention avec nom et adresse d'organismes d'importance et de nature variables qui utilisent le mot international dans le libellé de leur titre. A total 8.200 organisations sont mentionnées dans la 17^e édition.

Dans la section A chaque notice donne les informations suivantes : nom en anglais, français et autres langues s'il y a lieu, adresses principales et secondaires, nom du secrétaire général, historique, buts, structure, commissions techniques et régionales, personnel et financement, relations consultatives, membres et leur nationalité, principales activités et programmes, lieux et dates des réunions les plus récentes (passées et futures), publications périodiques ou non. Treize index très détaillés complètent le volume : liste classifiée par catégories, liste alphabétique des noms des organisations en allemand, anglais, danois, espagnol, français, italien, néerlandais; liste alphabétique des sigles et abréviations; index géographique par continent, pays et ville; index analytique français; index analytique anglais; index des personnalités dirigeantes : liste chronologique des organisations par date de fondation; liste par pays des instituts (à orientation internationale); liste par pays des fondations (à orientation internationale). L'ouvrage paraît en version française et anglaise (voir détails ci-dessous).

Les mises à jour et les suppléments à l'Annuaire - changements d'adresse, nouvelles organisations internationales, etc. paraissent régulièrement dans la Revue «Associations Transnationales».

ANNUAIRE DES PROBLEMES MONDIAUX ET DU POTENTIEL HUMAIN

La première édition — expérimentale — de cet ouvrage de 1000 pages est sorti de presse au début de l'année 1976. C'est le résultat d'un ambitieux projet qui consiste à présenter ensemble dans un cadre unique l'information clé sur les changements sociaux dans le monde et faire apparaître les relations réelles ou possibles entre ces sources d'information. L'ouvrage comprend 13 sections :

- les problèmes mondiaux et régionaux (identifiés pour la première fois)
- les concepts du développement humain
- les disciplines intellectuelles
- les secteurs économiques
- les organisations et institutions internationales
- les produits de base
- les professions et occupations
- les concepts interdisciplinaires et intégrateurs
- les sociétés multinationales
- les maladies humaines
- les périodiques internationaux (et publications en séries)
- les traités multilatéraux
- les valeurs humaines.

ANNUAL INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR (CALENDRIER ANNUEL DES REUNIONS INTERNATIONALES)

Ce calendrier répertorie les réunions internationales prévues et annoncées non seulement pour l'année en cours, mais également pour les années suivantes jusqu'aux dates les plus éloignées pour lesquelles des prévisions ont été faites. Il comprend deux parties principales : une section chronologique et une section géographique. Dans la première partie les informations sont classées selon les dates de réunion et comportent les détails suivants : date, lieu, nom de l' (ou des) institution (s) organisatrice(s), type de réunion, thème, nombre de partici-

pants attendus, nombre de pays représentés, mention s'il y a lieu — d'exposition conjointe, référence à la notice descriptive dans l'Annuaire des Organisations Internationales adresse de l'organisation. Dans la deuxième partie, les mêmes informations sont reprises mais classées par continent et, à l'intérieur de ceux-ci, par pays et par ville.

Des index détaillés complètent le volume : un index des organisations internationales rappelle pour chacune de celles-ci, classées selon leur titre anglais, les dates et lieux des réunions qui vont se tenir sous leurs auspices. Un index analytique en anglais est établi à partir des objets généraux et particuliers de chaque réunion.

L'édition annuelle du Calendrier est complété par dix suppléments qui paraissent régulièrement dans la Revue " Associations Transnationales ".

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES / TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

Revue illustrée. 10 numéros par an, essentiellement consacrée au réseau des associations transnationales (internationales non gouvernementales et sans but lucratif). Ces associations groupent de par le monde des millions d'individus dont elles sont le porte-parole ou le point de rencontre. Ces associations contribuent chaque année aux programmes internationaux pour plus d'un milliard de dollars.

Elles sont le contrepoids, dont la nécessité est de plus en plus largement reconnue dans tous les secteurs, aux initiatives gouvernementales et inter-gouvernementales. Etudes et informations dans - Associations Transnationales • sont au service de ces associations d'abord et aussi de tous ceux qui s'intéressent à elles : informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions; articles et études sur les problèmes et intérêts communs aux associations; statistiques, recensions bibliographiques; chronique des nouvelles organisations; changements d'adresse (suppléments à l'Annuaire des Organisations Internationales); calendrier des réunions internationales (supplément à l'International Congress Calendar).

LES BIBLIOGRAPHIES

• Bibliographie sélective sur l'organisation internationale (1885-1964) par G.P. Speeckaert, 2^e édition, 1965. 350 titres relatifs à l'organisation internationale en général et 730 titres relatifs à 214 organisations différentes.

• Répertoire des périodiques publiés par les organisations internationales, 3^e édition, 1969. 1734 périodiques dont 1475 publiés par 1071 organisations internationales non gouvernementales (sciences, médecine, éducation, jeunesse, arts, religion, technologie, économie, etc.)

• Bibliographie des ouvrages, comptes rendus de congrès et documents reçus par l'UAI, trimestriellement dans - Associations Transnationales ».

• Bibliographie des comptes rendus des réunions internationales tenues en 1957 (1963) tenues en 1958(1964) tenues en 1959 (1966) 3 volumes

• Yearbook of International Congress Proceedings
1^{ère} édition, congrès tenus de 1960 à 1967 (épuisé)
2^e édition, congrès tenus de 1962 à 1969
publication provisoirement suspendue.

DOCUMENTS POUR SERVIR A L'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES.

N°1 L'avenir des organisations internationales non gouvernementales (épuisé)

N° 2 Commentary on Article 71 of the Charter of the United Nations and official basic texts (épuisé)

N° 3 Un plan d'évaluation des organisations internationales non gouvernementales. Rapport par J. Meynaud (épuisé)
N°4 Plan for Evaluating International Non-Governmental Organizations

(épuisé)

N°5 Les 1978 organisations internationales fondées depuis le Congrès de Vienne (épuisé)

N°6 Relations between the Council of Europe and International non-governmental organizations, by Peter H. Rohn

(épuisé)

N°7 The 1978 international organizations founded since the Congress of Vienna (épuisé)

N°8 Les congrès internationaux de 1681 à 1899. liste complète.

tourner s.v.p.

N°9	Facilitation problems of international associations. The legal, fiscal and administrative facilities of international non-governmental organizations, by R.S. Rodgers, 1962.	audio-visuels. Les expositions associées. Les relations publiques. Version française et anglaise.
N°10	Freedom of association. A study of the role of international non-governmental organizations in the development process of emerging countries, par James E. Knott, Jr.	N°4 Guide pratique à l'usage des utilisateurs de services d'interprétation de conférence, par l'Association internationale des interprètes de conférence. Version française et anglaise.
N° 11-13	La coopération internationale et nous. Version française, anglaise et néerlandaise, par L. Verniers, 1962.	N° 5 Les divers types de réunions internationales, l'aménagement des salles, l'équipement et les services, par G.P. Speckaert. Version française et anglaise.
N° 14	Les congrès internationaux de 1900 à 1919.	N° 6 Le 4e Congrès international sur l'organisation des congrès, Copenhague 1966. Compte-rendu. Les divers types de réunions internationales et leur aménagement matériel. Les participants et les orateurs. Les investissements financiers consacrés aux congrès et leur rentabilité. Version française et anglaise.
N° 15	Les relations entre l'Unesco et les organisations non-gouvernementales, par R. Papini.	N° 7 L'organisation des réunions médicales internationales, par le Conseil des Organisations internationales des Sciences médicales. Version française et anglaise.
N° 16-17	L'Union des Associations Internationales 1910-1970. Passé, Présent et Avenir. Version française, anglaise, allemande, espagnole. Italienne, néerlandaise.	N° 8 Les organisations internationales face à l'aspect budgétaire et économique de leurs congrès. Compte rendu du 5e Congrès International sur l'Organisation des Congrès. Barcelone 1970. Version française et anglaise.
N° 18-19	La nouvelle société ouverte. Un séminaire de réflexion sur le rôle à venir du réseau des associations internationales. Version française, anglaise, allemande, espagnole, italienne, néerlandaise 1973.	N° 9 Guide pratique des services linguistiques (traduction, comptes rendus analytiques, édition) à l'exclusion de l'interprétation, par l'Association internationale des traducteurs de conférences. Version française et anglaise.
N° 20	Les problèmes du langage dans la société internationale, 1975. Compte rendu du Colloque organisé par l'UAI à Paris, les 28 et 29 mars 1974, en association avec le Comité pour l'analyse des concepts et de la terminologie (COCTA) et l'Association internationale de science politique.	N° 10 New techniques in congress organization. International congresses in the Asian-Pacific region. Compte rendu du 6e Congrès international sur l'organisation des congrès, Kyoto 1975. Version anglaise.
SERIE : LA SCIENCE DES CONGRES.		
N° 1	Théorie et pratique de l'organisation des congrès internationaux. Version française.	— Comment participer aux réunions internationales : 82 conseils. Version française, anglaise, allemande. Petite brochure, format poche, papier bible, pour tous les participants aux congrès internationaux.
N°2	Manuel de l'organisateur de congrès, par L.R. Duchesne. Programmation d'une réunion internationale, tableau mural français-anglais.	
N° 3	Compte rendu du 3e Congrès des organisateurs et techniciens de congrès internationaux. Rome 1962. Les moyens	

BON DE COMMANDE à renvoyer à **UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES**
Rue aux Laines, 1 - 1000 Bruxelles

de la part : Nom
Signature

Adresse
Date

Annuaire des Organisations Internationales ISSN 0084-3814
16-17e édition, 1979 version Française, (parution avril 1979), FB 1.400.
D 17e édition, 1978-79, version anglaise, FB 2.300.
les anciennes éditions encore disponibles:
D 15e édition, 1974, version française, FB 1.000.
D 12 e édition, 1968-69, version anglaise
D 11 e édition, 1966-67, version anglaise
D 10 e édition, 1964-65, version anglaise chacune au prix de FB 250.
Annuaire des Problèmes mondiaux (Yearbook of World Problems and Human Potential) ISBN n° 92-834-1232-X
D 1st édition FB 2.300 (en anglais)
Associations Transnationales
D abonnement 1979, FB 850.
Calendrier des Congrès internationaux
D 19e édition (mars 1979) FB 900.
D 18e édition (janv 1978) FB 900.
D 17e édition (janv 1977) FB 600.
D 16e édition (janv 1976) FB 300.
D 15e édition (janv 1975) FB 150.
D 14e édition (janv 1974) FB 150.
D 13e édition (janv 1973) FB 150.
Associations Transnationales 1979 + Calendrier 19e édition
D Abonnement combiné année 1979, FB 1.400.

Documents pour servir à l'étude des relations internationales non-gouvernementales. Volumes encore disponibles :
D N° 8 Les congrès internationaux de 1681 à 1899. FB 150.
D N° 9 Facilitation problems of international associations. FB 200.
D N° 10 Freedom of association, FB 100.
D N° 12 La coopération internationale et nous. FB 100.
D N° 14 Les congrès internationaux de 1900 à 1919. FB 200.
D N° 15 Les relations entre l'Unesco et les organisations non-gouvernementales. FB 200.
D N° 16 L'Union des Associations Internationales. FB 100.
D N° 18 La nouvelle société ouverte FB 100.
D N° 20 Les problèmes du langage FB 400.
D N° 21 L'avenir des associations transnationales. FB 100.
La Science des Congrès
D N° 1 Théorie et pratique. FB 150.
D N° 2 Manuel de l'organisateur. FB 250. Programmation d'une réunion : tableau mural. Par 3 exemplaires : FB 100.
D N° 3 Compte rendu du 3e Congrès, FB 200.
D N° 4 Guide pratique (interprétation). FB 100.

D NO 5 Les divers types de réunion. FB 200.
D N° 6 Le 4e Congrès. Copenhague. FB 200.
D N° 7 L'organisation des réunions médicales. FB 250.
D N° 8 Les organisations internationales face à l'aspect budgétaire de leurs congrès. FB 350.
D N° 9 Guide pratique (traduction) FB 100.
D N° 10 Le 6e Congrès, Kyoto. FB 600.
D Comment participer aux réunions internationales. Par 50 exemplaires : FB 150, tarif dégressif par quantités plus importantes.

MODES DE PAIEMENT

Soit:
Par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Internationales, 1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique.
Soit:
Bruxelles : Compte chèque postal numéro 000-0034639-70, ou Compte numéro 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque,
Genève: Compte courant à l'Union des Banques Suisses 472.043.20Q,
Paris: Compte n° 545150-042 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8.
Les paiements en devises autres que le franc belge doivent être calculés au taux du change à la date de la facture.

A 0732 European Federation of Financial Analysts Societies Federation européenne des associations d'analystes financiers (FEAAF) SG J G do Wael, SAFE, 37 avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France. T. 261.56.33. TX 210041. A 0777 European Group for the Study of Lysosomes Groupe européen pour l'étude des lysosomes SG Dr P J Jacques, Soite UCL/CIRMAP 3057, avenue Chapelle aux Champs 30, B-1200 Brussels. Belgium. A 0789 European Oil Hydraulic and Pneumatic Committee Comité européen des transmissions oléohydrauliques et pneumatiques SG J F Nosworthy, AHEM, 54 Warwick Square, London SW IV ZAW. UK. T. 01.834.0855. A 0886 European Union for Wholesale Potato Trade Union européenne du commerce de gros des pommes de terre Dissolved 11 jan 1978. A1185 International Association for Cultural Freedom Association internationale pour la liberté de la culture Dissolved 23 May 1978 A1249 International Association of Agricultural Students (IAAS) Association internationale des étudiants en agriculture (AIEA) SG Luc Jacobs, Naamsesteenweg 174, B-3030 Heverlee, Belgium. Permanent Inf Office Swedish University of Agriculture, 750 07 Uppsala 7, Sweden. T. 018.30.0827. A1426 International Bureau of Differential Anthropology Bureau international d'anthropologie différentielle Dormant 1978. A1442 International Canoe Federation (ICF) Federation Internationale de canoë (FIC) SG Sergio Orsi, G Massala 59, I-50134 Firenze, Italy. T. 48.40.52 C. Canoesport Firenze. A1487 (name and President) International Centre of Research and Information on Public and Co-operative Economy Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative. - Internationales Forschungs- und Informationszentrum für Gemeinwirtschaft Pres Prof J Slassart, 45 Quai de Rome, B-4000 Liège, Belgium. T. 52.10.32. Dir Prof G Quaden, same address as above. A1518 (name and SG) International Commission for Agricultural and Food Industries Commission internationale des industries agricoles et alimentaires SG Prof André Bonastre, 24 rue de Téhéran, F-75008 Paris. T. 292.20.93. Pres Prof R Ammon, same address as above. A1561 International Commission on Illumination Commission internationale de l'éclairage (CIE) Central Bureau 52 Bd Malesherbes, F-75008 Paris, France. A1593 International Committee for the Diffusion of Arts and Literature through the Cinema Comité international pour la diffusion des arts et des lettres par le cinéma (CIDALC) Permanent SG Henri Pliat, 24 boulevard Poissonnière, F-75009 Paris, France. T. 246.13.60. A1656 International Confederation of Art Dealers Confédération internationale des négociants en œuvres d'art Pres Georges Baptiste, 11 rue St Jean, B-1000 Brussels, Belgium. Registered Office: Bd de Waterloo 54, B-1000 Brussels, Belgium. A 1708 International Coopération for Socio-Economie Development Coopération internationale pour le développement socio-économique SG Emile-Henri Quérin, 104 avenue Princesse Elisabeth, B-1030 Brussels, Belgium. T. 242.59.61. 242.54.97. A 1763 International Council of Women (ICW) Conseil international des femmes - Consejo internacional de Mujeres (CIDEM) - Internationaler Frauenrat 13 rue Caumartin, F-75009 Paris. T. 073.16.10. Other names and addresses : non change. A 1807 International Equestrian Federation (FEI) Fédération équestre internationale (FEI) SG Mr Fritz O Widmer, 38 avenue Hamoir, B-1180 Brussels, Belgium.	A 1932 International Federation of Industrial Producers of Electricity for own Consumption Fédération internationale des producteurs auto-consommateurs Industriels d'électricité (FIPACE) SG H van der Haert, Avenue Albert-Elisabeth 40, B-1200 Brussels Belgium. T. 734.56.65. Tx 63511 hvdh b. Pres J Heilemans, same address. Gen Delegate M de Leoner, same address. A 1955 International Federation of Medals Fédération internationale de la médaille (FIDEM) Soc Mlle Mosser, c/o Arthus-Bertrand, 6 Place St Germain des Prés F 75006 Paris, France. Registered Office 58 rue du Louvre, Paris, France. A 1972 (name and address) International Federation of Industrial Property Attorneys Fédération internationale des conseils en propriété industrielle - Internationale Federation von Patentanwalten SG M Santarelli, 14 avenue de la Grande Armée, F-75017 Paris, France. A1994 International Federation of Record Libraries Fédération internationale des phonothèques Dissolved 1977. A 2021 International Federation of Teachers' Associations (FTA) Fédération internationale des associations d'instituteurs (FIAI) SG (no change) Pres Jean-Jacques Maspero, Ecole de Collonge, CH-1245 Collonge Bel-lerive (Genève), Switzerland. A 2131 International Institute for Study and Research in the Field of Commercial Competition Institut international d'étude et de documentation en matière de concurrence commerciale SG Dr L Viane, 28-30 rue Demot, 8-1040 Brussels, Belgium. T. 720.66.76, 233.65.53. Pres Prof M Waelbroeck, avenue des Scarabées, B-1050 Brussels, Belgium. A 2283 International Newsreel and News Film Association Association internationale de la presse filmée (INA) SG Colin Révai, 10 rue Washington, F-75006 Paris. T. 225.60.70. Tx Paris 290057. A 2302 International Olive Oil Council Conseil oléicole international Director Lucien Denis, Galle Juan Bravo 10, Madrid 6, Spain. T. 275.96.06, 225.75.23. C. Consolvo. Tx 42.710 (fonotex) Clave 42.00063 Registered Office same address as before. A 2345 International Penal and Penitentiary Foundation (IPPF) Fondation internationale pénale et pénitentiaire (FIPP) SG Prof Pierre-Henri Balle, Université de Neuchâtel, Avenue du 1er mars 26, CH-2000 Neuchâtel, Switzerland. Pres Jean Dupréel, Secrétaire général du Ministère de la Justice, avenue Brillat-Savarin 97, Bte 8, B-1050 Brussels, Belgium. A 2521 International Society for the Study of Medieval Philosophy Société internationale pour l'étude de la philosophie médiévale Sec Prof C Wenin, ISP, Collège Thomas More (SH3), Chemin d'Aristote 1, B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgium. T. 010.41.81.81 ext. 4807 and 4815. A 2532 International Society of Blood Transfusion Société internationale de transfusion sanguine (SITS) SG (no change) Pres J P Soulier, 6 rue Alexandre Cabanel, F-75015 Paris, France. T. 566.80.41. A 2617 International Technical Committee for the Prevention and Extinction of Fire Comité technique international de prévention et d'extinction du feu (CTIF) SG Lt Colonel R Dollinger, 4 Bd de la Marseillaise, F-68100 Mulhouse, France. T. 42.43.43. A 2932 Liaison Group for the European Engineering Industries Organisme de liaison des industries métalliques européennes (ORGALIME) SG T F Gay, (same address as before).
--	---

A3049 Pan American Association of Oto-Rhino-Laryngology and Broncho-Esophagology Association panaméricaine d'oto-rhino-laryngologie et de broncho-oesophagologie SG Dr Hans von Leden, Institute of Laryngology and Voice Disorders. 10921 Wilshire Blvd. Los Angeles CA 90024, USA.	B 1550j Center for the Study of Armament and Disarmament California State College. 5151 State College Drive, Los Angeles, Cal 90032, USA.
A3453 World Alliance of Young Men's Christian Associations (YMCA) Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens SG Sector Caselli. (same address as before).	B 1633 Farmers and World Affairs Last known location : Camden, USA. Institut für Internationale Politik und Wirtschaft Breite Strasse 11, 102 Berlin, German D R.
A 3479 World Billiards Union Headquarters Square des Latins 72. 1050 Brussels. Belgium. T. 649.42.31, SG (no change)	B 1739 Weizmann Institute of Science P O Box 26. Rehovot. Israel. T. (03)951.721. C. Weizinst Israel. Tx 031934.
A3976 International Committee of Plastics in Agriculture Comité international des plastiques en agriculture (CIPA) SG J C Garnaud. 18 Place H. Bergson, F-75008 Paris. France.	B 1770j Institute for Study of International Organization Dr Robert Rhodes James. University of Sussex. Stanmer Park. Brighton BN1.9QA. Sussex. UK.
A 4094 European Union for the Grain, Oilseed, and Fodder Trades and Derivatives Union européenne des commerces de grain, graines oléagineuses, aliments de bétail et dérivés Disolved.	B 1778 British Society for International Understanding Last known location : London, UK.
A 4236 European Chemoreception Research Organization (ECRO) Organisation européenne pour les recherches chimiosensorielles Administr. Sec and Treasurer Dr E Sundt. Firmenich SA, Case Postale 239, CH-1211 Geneva 8. Switzerland. Registered office (no change).	B 1921f International Science Foundation (ISF) Pres E D Haidentenas. 52 Skafion Street. Khania (Crete). Greece. Address 2 rue de Furstenberg. F-75006 Paris. France. B 2178f Alexander von Humbolt Foundation . Fondation Alexander von Humbolt SG Dr Heinrich Pfeiffer. Schillerstrasse 12. D-5300 Bonn-Bad Godesberg. Germany FR.T. (0.22.21) 36.30.21. Tx 885627.
A 4256 International Union for the Study of Social Insects Union internationale pour l'étude des insectes sociaux Sec Dr P E Howse. Departments of Biology and Chemistry, Building 3. The University, Southampton, UK. Prés Prof J de Wilde, Department of Entomology, Agricultural University, Binnenhaven 7. Wageningen, Netherlands. Editor Prof H Montagner. Laboratoire de psycho physiologie. Faculté des sciences et des techniques. La Bouloie. F-25000 Besancon, France.	B 2660 World Centre for Information on Bilingual Education Centre mondial d'information sur l'éducation bilingue (CMIEB) 9 rue de Lincoln. F-75008 Paris, France. B2743j Center for a Voluntary Society 1785 Massachusetts Avenue, N W Washington DC 20036. (202) 332-4400, USA. B 3032 International Laity and Christian Community Group Groupe international "Laïcs et Communauté chrétienne" (LAEOC) SG Eliot Glardon. 80 avenue de Tourbillon, CH-1950 Sion, Switzerland Sec. exécut. adj. Mile Solange des Gâchons, même adresse. T. (81)705.93.89.
A4364 Pepper Community 94-96 Jalan Kramat Raya, Jakarta. Indonesia.	B 3111f Nestlé Foundation for the Study of the Problems of Nutrition in the World Fondation Nestlé pur l'étude des problèmes de l'alimentation dans le monde Dr Serge Herzen. 4 Place de la Gare. Case Postale 1051, CH-1001 Lausanne, Switzerland. T. (021). Prés d'honneur Prof Alexandre de Murat, même adresse.
A 4639 (name and address) International Movement Science and Service (The Fourth World) Mouvement international science et service (Le Quart Monde) Mme Marscha Join-Lambert. 107 avenue du Maréchal Leduc, F-95480 Pierrelaye. France.	B 3161 International Commission on National Parks and Protected Areas Sec. Fred M Packard. P O Box 19027, Washington. DC 20036, USA. T. (703) 978.4782.
Section B	B 3519j Institute for International Relations of Cameroon Université fédérale du Cameroun, P O Box 1365, Yaounde. Cameroon.
B0018f Helvetas - Swiss Association for Development Association suisse pour le développement - Schweizer Aufbauwerk für Entwicklungsländer - Asociación Suiza de Asistencia Técnica St Moritzstrasse 15, CH-8042 Zurich. Switzerland. T. 60.50.60.	B 3525j Center for International Relations of Quebec Centre québécois de relations internationales (CQRi) Université Laval. Pavillon de Konink, Quebec, P Q G1K 7P4, Canada.
B0229 International Conference of Guiding (ICCG) SG Mme Edelvira Gomez Fernandes. Avenida Maréchal Camara 186. 20.000 Rio de Janeiro. Brazil. Contact Mile Genevieve van Ruymbeke. 86 rue de la Mutualité. B-1180 Brussels. Belgium.	B 3546 World Future Society (WFS) Société du monde futur 4916 St Elmo Avenue (Bethesda), Washington DC 20014. USA. T. (301) 656-8274. C. Worldfutur.
B 0349 International Catholic Center for Unesco Centre catholique international pour l'Unesco (CCIC) SG Jean Lamaud. 9 rue Cler, F-75007 Paris. France. T. 705.17.59,	B 4038f Foundation for International Cooperation Last known location : Chicago. USA.
B 0608 European Centra for Carbon Black Centre européen du carbon black Chaussée de Charleroi 80, B-1060 Brussels. Belgium.	B 4380j Canadian Peace Research Institute 119 Thomas Street. Oakville. Ontario L16J 3A7. Canada, I. 845-9370.
B0662 Magazines for Friendship (MF) Last known location : Los Angeles, USA.	B 4940 International Bobsleigh Federation Fédération internationale de ski-bob (FISB) FISB-Haus des Sports. Prinz-Eugen-Str. 12. A-1040 Wien. Austria.
B1064 International Order of Saint Luke the Physician (OSL) Last known location : San Diego. USA.	B 5861 Pan American Association of Institutions for Educational Credit Association panaméricaine des institutions de financement de l'éducation Calle 38 No. 8-56 Of 202. Apartada Aéreo 17388, Bogota. D E Colombia.
B1378 International Association of Insurance Counsel (AIAC) Last known location : Chicago, USA.	



18th EDITION

10th Supplement

1979 Jan 1-10 Dacca (Bangladesh)
UN Economic and Social Commission for Asia and the Pacific/with host facilities from Government of Bangladesh and financial assistance from Federal Republic of Germany and UK. Seminar-cum-workshop on rural roads and rural transport: A training program for officials actually involved in planning and development of rural roads/transport with special emphasis on manpower-oriented road construction and improvement of indigenous equipment. P: 40-42. C: 18-20. (YB n° B4177)
Highway Section, Transport and Communications Div., ESCAP Secretariat, UN Bldg., Bangkok, Thailand.

1979 Jan 2-6 Klagenfurt (Austria)
European Association for Research and Development In Higher Education. Congress : Higher education research. P: 300. C: 20 (YB no A 4586)
EARDHE-CONGRESS, Secretariat Prof. E.A. van Trosenburg, University Klagenfurt, Universitätsstr. 65-67, A-9010, Klagenfurt Austria.

1979 Jan 3-5 Coventry (UK)
Institute of Physics. 16th Annual solid state physics conference.
The Institute of Physics. Meetings Officer, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX, UK.

1979 Jan 3-5 Copenhagen (Denmark)
Scandinavian odontology seminar, (in conjunction with Scandinavian dental fair). P: 4000.
c/o Kursusnaevnet DTF, Møsedalsvej 15, DK - 2500 Copenhagen Valby.

1979 Jan 3-6 Houston (Tx, USA)
Society for General Systems Research. 23rd Annual meeting (YB n° A-167)
Dr H R Porter III, Secretary Treasurer, Systems Science Institute, University of Louisville, Louisville, Kentucky 40208, USA.

1979 Jan 3-8 Chicago (ILL, USA)
American Association for the Advancement of Science. Annual meeting. P: 6000-7000. Ex.
1776 Massachusetts Avenue, NW, Washington, DC20036.

1979 Jan 3-10 Jerusalem (Israel)
Bible Land Seminars. P: 350.
Dr Wayne Dehoney, 2103 High Ridge Road, Louisville KY10207, USA.

1979 Jan 3-12 New York (USA)
UN. UNCITRAL. Working Group on Negotiable Instruments, 7th session. (YB no A 3375)
UN, New York NY 10017, USA.

INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1978

10e Supplément

1979 Jan 4 Sheffield (UK)
Chemical Society, Analytical Division. 6th Annual reports on analytical atomic spectroscopy symposium.
Analytical Division, Chemical Society, Burlington House, London W1V 0BN, UK.

1979 Jan 4 Surrey (UK)
Institute of Physics. Meeting: Laser annealing of ion implanted semiconductors.
The Meetings officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX, UK.

1979 Jan 4-5 Bangor (UK)
Institute of Physics, Computational Physics. Plasma Physics, Quantum Electronics and Spectroscopy Groups. Physics conference on laser plasma interactions.
The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX, UK.

1979 Jan 4-5 Honolulu (Hi, USA)
Hawaii Int conference on systems sciences, 12th Meeting.
Ralph Sprague, Jr., College Of Business Administration, University of HI, 2404 Maile Way, Honolulu, HI 96822, USA.

1979 Jan 4-8 Monte-Carlo (Monaco)
World Underwater Federation. General Assembly. (YB no A 3589)
Secretary General, CAMS, 34 rue du Colisee, F-75008 Paris.

1979 Jan 4-12 Tokyo (Japan) and Bangkok (Thailand)
Southeast Asian Ministers of Education Organization/Regional Tropical Medicine and Public Health Project. Seminar and workshop: Congenital and acquired bleeding disorders in tropical areas. P: inv. (YB no A 3257)
TROPMED, Office of the Central Co-Ordinating Board, 420/6 Rajvithi Road, Bangkok, Thailand.

1979 Jan 5-6 Berkeley (Ca, USA)
Institute of Andean Studies. Annual meeting: Andean archaeology and allied topics. P: 100. C: 2-4.
(YB n° B 1480)
P.O. Box 9307, Berkeley, CA 94709 USA.

1979 Jan 5-7 London (UK)
European Society for Clinical Investigation. Meeting, P: inv. (YB n° A 0851)
c/o Dr. RH. Dowling, 41 Portland Place, London, W1N 4BN UK.

1979 Jan 7-12 Jerusalem (Israel)
The 3rd Jerusalem Conference of Christians and Israelis. P: 250.
Rabbi B Brickner, 838 Fifth Avenue, New York NY USA.

The sign indicates supplementary information of modification to previous announcements.

1979 Jan 7-16 Tel-Aviv (Israel)
Continuing Medical Seminars on Selected Medical Problems (continuing education). P ; 100.
Medical Seminars, Inc. 1315 Walnut Street Philadelphia, USA.

1979 Jan 8-9 Paris (France)
Int Union of Family Organisations. Int family conference: The responsibility of the family in the child's upbringing. P - 200. C : 50.
28 Pince Saint-Georges. F-75442 Paris Cedex 09.

1979 Jan 8-9 Reading (UK)
Intermediate Technology Development Group/University of Reading. Conference : Small scale energy for developing countries. (YB no B 4463)
Conference on Small Seals Energy for Developing Countries, University of Reading.
Overseas Relations Committee, Rm. 308, Whiteknights House, Univ. of Reading, Whiteknights, Reading RG6 2 AH, UK.

1979 Jan 8-9 San Diego (Ca, USA)
Int Society for Mini and Microcomputers/Institute for Electrical and Electronics Engineers. Control Systems Society. Symposium : Mini and microcomputers in control. P : 250. C : 15. (YB no B 1323/B 0621)
The Secretary. Computers in Control Symposium, PO Box 2481. Anaheim, CA 92804, USA.

1979 Jan 8-10 Helsinki (Finland)
Nordic Management Board. Conference : Nordic conference in Research on general management. P : 100. C : 4. (YB no A 4505)
Finnish Institute of Management, Mikonkatu 19 A, 00100 Helsinki 10.

1979 Jan 8-12 Gailo (Norway)
Nordic meeting on intermediate energy physics.
Mr Sven Kullander, Gustaf Werners Institute, Box 531, S-75121 Uppsala, Sweden.

1979 Jan 8-12 Singapore (Singapore)
Asian Productivity Organization. Symposium on productivity measurement.
4-14 Akasaka 8 chôme. Minato-ku. Tokyo 107, Japan.

1979 Jan 8-14 Hyderabad (India)
Asian Baptist Fellowship. 1st Asian baptists congress.
ABF. 11/54 Shirley Road, Wolfstonecraft. POB677. Crows Nest NSW 2065. Australia.

1979 Jan 8-19 New York (USA)
UN ECOSOC, Commission on Transnational Corporations - Inter-governmental Working Group of the Whole on the Code Conduct for Transnational Corporations.
UN ECOSOC. New York NY 10017. USA.

1979 Jan 9-26 Montreal (Canada)
Int Civil Aviation Organization. Limited European/North American/North Atlantic Communications (Aeronautical Fixed Services) regional air navigation meeting.
ICAO, Int Aviation Square, 1000 Skerbrooke Street W, Montreal PO H3A 2R2, Canada.

1979 Jan 10-12 Brussels (Belgium)
European Economic Community, Seminar of NGO's of Lome agreement.
M J Fryer, Executive Secretary. Joint Task Forces on Development issues, avenue d'Auderghem 23, B-1040 Brussels.

1979 Jan 10-12 Geneva (Switzerland)
Int Federation of Musicians. Symposium sur la projection int des artistes interprètes ou exécutants et de leurs droits.
FIAM, Hofackerstrasse 7, CH-8032 Zurich.

1979 Jan 10-12 Nassau (Bahamas)
Marchmont Conferences. Int tax planning conference.
Conference Manager, Marchmont Conferences, 24 Hanover Square, London W1N 9RD, UK.

1979 Jan 11-12 New York (USA)
Int Océanographie Commission, Working Committee on Int Océanographie Data Exchange : Preparatory meetings of the subsidiary bodies.
IOC UNESCO, Place de Fontenay, F-75700 Paris.

1979 Jan 11-12 Rome (Italy)
2nd European symposium on hypoglycaemia.
Banti. Viaggi. Lungotevere dei Mellini 44b, I-00193 Rome.

1979 Jan 11-13 Turku (Finland)
Int Peace Research Association. 8th Nordic conference on peace research : Disarmament strategies of Nordic countries- the world economic crises and new patterns of conflict formation - peace research in Nordic countries. (YB no A 2341)
8th Nordic conference on peace research, POB 225, 201 1 Turku 10.

1979 Jan 14-17 Las Vegas (NV, USA)
Atomic Industrial Forum. Seminar : Legal and legislative affairs.
Conference Office, Atomic Industrial Forum, Inc., 7101 Wisconsin Avenue. Washington, DC 120014 USA.

1979 Jan (2nd week) Bhavnagar (India)
Central Salt and Marine Chemicals Research Institute/UNESCO/Dept. of Science and Technology, Government of India. Int symposium : Marine algae of the Indian Ocean region.
Dr. PS, Rao, Secretary. Int Symposium on.... Central Salt and Marine Chemicals Research Institute, Bhavnagar 364 002, India.

1979 Jan 16-18 Budapest (Hungary)
Int Federation for Information Processing. TC 5/Int Perforation of Automatic Control Working conference on - Socio-technical aspects of computerization.
Ms Z Retholy, Computer and Automation Institute, Hungarian Academy of Sciences. Kendo utca 13-17, H-1502 Budapest.

1979 Jan 15-18 Dubrovnik (Yugoslavia)
Inter-University Centre of Post-Graduate Studies. Conference : Hierarchical monitoring systems and conditions for democratic participation.
Frana Bulica 4, YU-50 000 Dubrovnik, Yugoslavia.

1979 Jan 15-18 London (UK)
Ciba Foundation. Symposium 70 : Pre- and postnatal development of mammalian absorptive processes. P : inv.
Abn. Dr. J.T. Harries, Ciba, 41 Portland Pl. London, W1N 4BN, UK.

1979 Jan 15-19 Brighton (UK)
SHARE European Association. Winter projects meeting '79 : working groups (project committees) meetings. P : 225.
SEAS HQ. - Toernooiveld, Nijmegen, Netherlands.

1979 Jan 15-19 New York (USA)
Int Océanographie Commission, Working Committee on Int Océanographie Data Exchange, 9th Session.
IOC UNESCO, Place de Fontenay, F-75700 Paris.

1979 Jan 15-19 Rhode Saint Genese (Belgium)
Von Karman Institute for Fluid Dynamics. Lecture series : Prediction methods for turbulent flows. P : 50.
Chaussée de Waterloo 72, B-1640 Rhode-Saint-Genese, Belgium.

1979 Jan 15-19 Strasbourg (France)
European Parliament. Session.
European Parliament, Centre européen, CP 1601, Luxembourg, Luxembourg.

1979 Jan 15-20 Bangkok (Thailand)
Federation of Int Civil Servants' Associations/Staff Association of ESCAP. Bangkok. Annual Council : Annual general meeting. P : 80. (YB no A 0946)
ESCAP Staff Association, United Nations Building, Raffles Avenue, Bangkok 2, Thailand.

1979 Jan 15-20 Berlin (West)
Europaischen Tagung der Schaussteller. P : 600. Ex.
Schaustellerverband Berlin e.V., Jebensstrasse 1, 1000 Berlin 12.

1979 Jan 15-24 New Delhi (India)
Asian Regional Secretariat. SCI House, Ks Green Park, New Delhi 110016, India.

1979 Jan 15-24 New York (USA)
UN ECOSOC, Committee on Natural Resources. 3rd special session. (YB No B 3377)
UN ECOSOC. New York NY 10017. USA.

1979 Jan 15-Feb 2 Honduras
FAO, Workshop on planning forestry development for selected countries of central america. (YB no A 0971)
Chief, Conference Programming Section, FAO, Via delle Terme di Caracalla, I-00100 Rome.

1979 Jan 15 - Feb 12 Tel-Aviv (Israel)
Asian Regional Organization of I.C.F.T.U. and I.L.D.C.L.S./Afro-Asian Institute for Cooperative and Labour Studies. Working youth leadership seminar. P : 30. C : 15.
The Afro-Asian Institute for Cooperative and Labour Studies, P.O. Box 16201, Tel-Aviv, Israel.

1979 Jan 16-18 Anaheim (Ca, USA)
Int Society for Mini and Microcomputers. Symposium : Mini and microcomputers. P : 250. c:15.
MIMI Symposium, P.O. Box 2481. Anaheim, CA 92804. USA.

1979 Jan 17-18 Paris (France)
United Towns Organisation. Executive Council meeting.
rue de Logelbach, F-75017 Paris.

1979 Jan 18-23 New Delhi (India)
Textile Institute. Annual conference.
TI, 10 Blackfriars Street Manchester M3 5DR, UK.

1979 Jan 20-27 Pasadena (Ca, USA)
Int Cooperation Council. 1979 World festival, Sinergy II. From essence to action. Commemorating the int. year of the child.
ICC, 8570 Wilshire Blvd, Beverly Hills, CA 90211. USA.

1979 Jan (third week) San Jose (Costa Rica)
Inter-American Bar Foundation. Seminar : American convention on human rights: international control of narcotics. P : 50-100. C : 20.
1819 H St. NW, Suite 310, Washington, DC 20006 USA.

1979 Jan 21-28 Singapore (Singapore)
Science Policy Foundation. Int Symposium : Science and technology for development.
Mr. Maurice Goldsmith, Director, SPF, Benjamin Franklin House, 33 Craven St. London WC2N 5NG, UK.

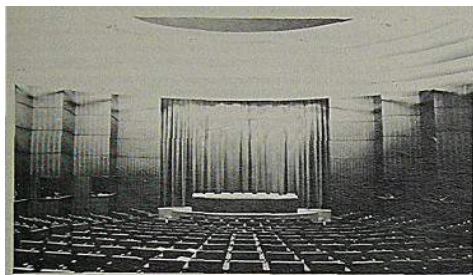
promo-ser centre de congres séminaires

Société d'Organisation de Congrès et Expositions

expositions

PORTE DE VERSAILLES (près du Parc des Expositions)

met à votre disposition un auditorium de près de 400 places et son équipement :



— Sonorisation — régie d'enregistrements

— Traduction simultanée
(5 cabines)

— Cinéma : 16 et 35 mm

— Circuit vidéo

— Diapositives (image de 4 m de base)

— Sous-standard
téléphonique privatif.

— Parking gratuit.

Hall attenant 800 m2 (sonorisé) — Salles de commission de 10 à 120 personnes — Restauration par traiteur agréé - Réservation centralisée gratuite de chambres d'hôtel.

Tél. : 8 2 8 - 4 0 - 0 0

PROMO-SER - 78 rue Olivier de Serres - 75015 PARIS - Téléc : 250967

1979 Jan 22-23 Brussels (Belgium)
Int Union of Producers and Distributors of Electrical Energy. Directing Committee meeting.
UEEB, Mme Thérèse Jacques. Galerie Ravenstein 4 Bte 8, B-1000 Brussels.
(YB no A 2761)

1979 Jan 22-24 New York (USA)
United Nations Development Programme. Intergovernmental Working Group on Support Costs.
UNDP, One United Nations Plaza, New York NY 10017, USA.
(YB n° B 3382)

1979 Jan 22-25 Dublin (Ireland)
Int Association for the Exchange of Students for Technical Experience. Exchange conference, p. 70. C. 35-40.
Kochie, General Secretary. IASTE, Ramistrasse 101, CH-8092 Zurich, Switzerland
(YB no A 1218)

1979 Jan 22-25 Tokyo (Japan)
Asian Productivity Organization. 19th Workshop meeting of the heads of the national productivity organizations of the APO member countries.
APO, 4-14 Akasaka 8-chome, Minato-ku, Tokyo 107.
(YB no A 0090)

1979 Jan 22-26 Auckland (New Zealand)
Biometrie Society, Australasian Region. Regional meeting : Statistics in the life sciences : a significant interaction ?
Organising Committee, Biometrie Society regional meeting c/o Dr NI Fisher, Division of Mathematics and Statistics CSIRO, POB 218, Lindfield NSW 2070, Australia.
(YB no B 0192)

1979 Jan 22-26 Bombay and New Delhi (India)
World Trade Centers Association. Meeting : Board of Directors.
One World Trade Center, 63 w., New York, NY 10048 USA.
(YB n° A 3587)

1979 Jan 22-26 Rome (Italy)
FAO, Commission on Fertilizers. 5th session.
Chief, Conference Programming Section, FAO, Via delle Terme di Caracalla, I-00100 Rome.
(YB n° A 0971)

1979 Jan 22-27 Honolulu (HI, USA)
World Markculture Society. Annual meeting.
Dr Ed D Scura, Programme Chairman, Aquatic Farms Ltd, POB 1026, Kaneohe, HI 06744, USA.
(YB no B 5909)

1979 Jan 22-Feb 2 Geneva (Switzerland)
UN ECOSOC, Advisory Committee on the Application of Science Technology to Development. 25th session.
UN ECOSOC, New York NY 10017, USA.
(YB n° B 3377)

1979 Jan 22-Feb 2 New York (USA)
UN, Preparatory Committee for the UN Conference on Science Technology for Development. 3rd session.
UN, New York NY 10017, USA.
(YB n° A 3375)

1979 Jan 22-Feb 2 Geneva (Switzerland)
UN Conference on Trade and Development, Working Group on Int Shipping Legislation. 6th session.
UNCTAD, Palais des Nations, CH 1211 Geneva 10, Switzerland.
(YBn°B3381)

1979 Jan 22 - Feb 2 New Delhi (India)
Commonwealth Secretariat. Conference : Non-formal education for development.
c/o Commonwealth Secretariat, Marlborough House, Pall Mall, London SW1Y 5HK, UK.
(YB no A 0376)

1979 Jan 22-Feb 4 Dakar (Senegal)
FAO SIDA. 1st seminar on seed packing.
Chief, Conference Programming Section, FAO, Via delle Terme di Caracalla, I-00100 Rome.
(YB no A 0971)

1979 Jan 22 - Mar 2 Geneva (Switzerland)
UN Conference on Trade and Development. UN Cocoa conference, 1979.
3381)
Palais de Nations, CH-1211, Geneva 10.
(YB B

1979 Jan 23 London (UK)
Society for Radiological Protection. Meeting : Personal protect-on against air and surface contamination.
Prof. J.H. Martin, Dept of Medical Biophysics, Blackness Laboratory, University of Dundee, Dundee 001 4HN, UK.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 12-1978
567

1979 Jan 23-25 Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organization/FAO. UNESCO Meeting of the Inter-Agency Group on Biometeorology. (YB n° A 3556/A 0871/A 3393)
World Meteorological Organization. Case postale No 5, CH-1211, Geneva 20.

1979 Jan 23-25 Washington (USA)
American Society of Mechanical Engineers/Institute of Electrical and Electronics Engineers/Institute of Environmental Sciences/American Institute of Aeronautics and Astronautics. 1979 Annual Symposium on Reliability and Maintainability. (YB n°B0621)
Mr. D.F. Barter. PO Box 1401. Branch P.O. Griffiss AFB. NY 13441 USA.

1979 Jan 24-26 Berchtesgaden (Germany, Fed Rep)
Int Luge Federation. 27th Int Congress. P : 85. C : 26. (YB no A 2236)
DBSV Gensecr. Gscheidlinger, Kurdirektion, D-824 Berchtesgaden, Germany, Fed Rep.

1979 Jan 24-26 Monte-Carlo (Monaco)
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar : Money. P : 80-120. C : 18-30. (YB no A 0853)
ESOMAR Central secretariat, Raadhuisstraat 15, Amsterdam 1016 DB, Netherlands.

1979 Jan 24-27 Hirtshals (Denmark)
Nordic symposium on marinechemistry. P : 100.
Sektionen for Organisk Kemi. H C Orsted Institutet, Universitetsparken S. DK-2100 Copenhagen.

1979 Jan 24-Feb 3 Liege (Belgium)
European Conference of Postal and Telecommunications Administrations. Postal Committee, meeting. P : 200. (YB no A 0696)
Ministre des Postes et Télécommunications, M Brugge Centre Monnaie, B-1000 Brussels.

1979 Jan 25 Yaounde (Cameroun)
West African College of Surgeons. 19th Annual conference Surgery of childhood and infancy. P : 200. C : 10. (YB no A 0167)
do Prof. B.T. Nassah, C.U.S.S. BP 1935. Yaounde.

1979 Jan 25-26 Copenhagen (Denmark)
Airport Associations Coordinating Council. 29th meeting. (YB no A 4015)
AACC, PO Box 125, CH 1215 Geneva 15 Airport, Switzerland.

1979 Jan 25-26 Munich (Germany, Fed Rep)
Permanent Int Association of Road Congresses. Technical Committee on Testing of Road Materials. Meeting. (YB no A 3112)
43 avenue du Président Wilson. F-75116 Paris.

1979 Jan 25-26 New York (USA)
United Nations Development Programme. Governing Council. (YB no B 3382)
UNDP, One UN Plaza, New York NY 10017, USA.

1979 Jan 25-26 Nice (France)
Int Ozone Institute. European Committee. Symposium: Ozone in water treatment. P : 150. (YB no A 4570)
I.O.I. 9 rue de Phalsbourg. F-75854 Paris Cedex 17.

1979 Jan 25-27 Beirut (Lebanon)
Institute for Women's Studies in the Arab World/Beirut University College/Int Labor Organization. Conference : Role of working women in development. P : 50. (YB n° B5498/A2183)
Institute for Women's Studies in the Arab World, Beirut University College. PO Box 11-4030, Beirut, Lebanon.

1979 Jan 25-29 Geneva (Switzerland)
Common Market Travel Association. Congress. (YB no B 5615)
Case Postale, CH-4000 Basel 12. Switzerland.

1979 Jan 26-28 Florence (Italy)
World Health Organization/Fondazione Int Menarini. Int Symposium on renal pathophysiology - recent advances : 1) Immunologic aspects of kidney diseases; 2) the glomerulus; 3) interstitial diseases; 4) tubular transport and drug effects; 5) renal hemodynamics; 6) renal disease models. C : 12. (YB no A 3548)
Fondations Int Menarini. Piazza del Carmine, 4.I-20121 Milan, Italy.

1979 Jan 26-29 Lausanne (Switzerland)
Forum architecture communications territoire (FACT 79) rencontres int d'architecture
FACT 79, CP 248, 60 avenue d'Ouchy, CH-1006 Lausanne.

1979 Jan 27 Rurhriding (Germany, Fed Rep)
Int Modern Pentathlon and Biathlon Union. Biathlon congress. (YB no A 2346)
UIPMB, Norrberg, S-260 13 St ibo, Sweden.

1979 Jan 28-30 New Delhi (India)
Institute of Marketing and Management. 1979 Int marketing convention : Toward technology of marketing - national and int aspects. P : 1100.
Institute of Marketing and Management, 62-F Sujan Singh Park New Delhi 110 003 India.

1979 Jan 28-31 Anaheim (Ca, USA)
Helicopter Association of America. Convention, p : 400.
R A Richardson. 1158 15th Street NW, Ste 610, Washington DC 20005.

1979 Jan 29-31 Miami Beach (Fl USA)
ANS/American Institute of Mining, Metallurgical and Petroleum Engineers. 1st Topical
Mr J E Sollo. Metals and Ceramics Div. Oak Ridge No Lab, POB X-4508, 265 Oak Ridge, TN 37830, USA.

1979 Jan 29-Feb 1 New York (USA)
American Physical Society. General meeting.
335 E 43th Street, New York, NY 10017.

1979 Jan 29-Feb 2 Atlanta (Ga, USA)
Dr Dvorkovitz a Associates/United Nations Industrial Development Organization 3rd World congress for Technology transfer to developing nations. 4th annual world fair for technology exchange and 7th annual university/industry forum. P : 10000. (YB no B 3386)
Mrs E Bailey Prime, Dr Dvorkovitz & Associates, POB 1748, Ormond Beach Fla 32074 USA.

1979 Jan 28 - Feb 2 Buenos Aires (Argentine)
Int Union of Credit and Investment Insurers/Compania Argentina de Seguros de Crédito a la Exportacion S.A. closed general meeting : Export credit insurance and investment insurance. P : 80-100. C : 29. (YB no A 2707)
17 18 Dover St, London W1X 4QQ, UK.

1979 Jan 29 - Feb 2 Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organization. Informal planning meeting : Integrated observing system study over the ocean. (YB No A 3556)
Case postale No. 5, CH-1211, Geneva 20.

1979 Jan 29-Feb 2 Julich (Germany, Fed Rep)
Int Atomic Energy Agency. Int symposium on thermodynamics of nuclear materials. (YB no A 1383)
IAEA, 11 Kamtnerring, POB 590, A-1011 Vienne.

1979 Jan 29-Feb 2 Mexico (Mexico)
World Meteorological Organization. Meeting of RA 4 working group on Hydrology. (YB no A 3556)
Case postale No. S.CH-1211. Geneva 20.

1979 Jan 29-Feb 2 New York (USA)
UN, Consultative Committee on the Voluntary Fund for the UN Decade for Women. 15th session. (YB no A 3375)
UN, New York NY 10017, USA.

1979 Jan 29-Feb 2 Oporto (Portugal)
3rd Int meeting on digestive surgery.
Mario Blanco Peres. R Gonçalo Cristovao 116-3°, Porto, Portugal.

1979 Jan 29-Feb 2 Rhode Saint Genèse (Belgium)
Von Karman Institute for Fluid Dynamics. Lecture series: Unsteady flow in turbomachines. P : 50. (YB no B 3420)
Chaussée de Waterloo 72. B-1640 Rhode-Saint-Genese, Belgium.

1979 Jan 29-Feb 2 Strasbourg (France)
Council of Europe. Parliamentary Assembly, 30th Session. 3rd part. (YB no A 0435)
Avenue de l'Europe, F-67006 Strasbourg cedex.

1979 Jan 29-Feb 4 Yamagata (Japan)
11th Interski. World congress for ski instruction. P : 1000. C : 24.
Organizing Committee. 11th Interski, Japan 79, do Kishi Memorial Gymnasium 507, 1-1-1, Jinnan, Shibuya-ku, Tokyo, Japan.

1979 Jan 29-Feb 7 Bangalore (India)
World Union of Catholic Women's Organizations. Assemblée mondiale : Rencontre pour un changement : femme justice évangélisation. (YB n° A 3594)
UMOCF, 20 rue Notre-Dame des Champs. F-75006 Paris.

1979 Jan 29-Feb 9 New York (USA)
UN ECOSOC. Population Commission. 20th session. (YB no B 3377)
UN ECOSOC, New York NY 10017, USA.

1979 Jan 30-Feb 1 London (UK)
Society of Chemical Industry. Electrochemical Technology Group/Institution of Electrical Engineers. Int Conference : Future energy concepts. (YB no B 0621)
14 Belgrave Sq., London SW1X 8PS, UK.

1979 Jan 31 London (UK)
Institute of Physics. Meeting : Electronic device modelling.
The Inst of Physics, The Meetings Officer. 47 Belgrave square LONDON SW1X 8BX, UK.

1979 Jan end Berlin (West)
European Confederation of Agriculture, Groupe de Travail - Assurances Agricoles et Questions Socrates », reunion. (YB no A 0686)
CP 87. CH-5200 Brougg, Switzerland.

1979 Jan Bangkok (Thailand)
ESCAP. Intergovernmental meeting on water resources development. P : 60. (YB n° B4177)
Natural Resources Div, ESCAP, Radamnoen Nok Ave. Bangkok, Thailand.

1979 Jan * Southeast Asian Ministers of Education Organization. 14th SEAMEO conference. P : inv. Secretariat. 920 Sukhumvit Road, Bangkok, Thailand.	Bangkok (Thailand) (YB no A 3257)	1979 Monthly through the year Microalgae Int Union/University of the Trees, Research Institute into Supersensonic Healing Energies. Seminar/workshop. Alternative awareness education : supersensonic the new physics; creative conflict. P : 100. C - 50. (YB no A 0263)	
1979 Jan Seminar: Auger spectrometry. SFV, 19 rue du Renard, F-75004 Paris.	Les Arcs (France)	Dr Robert Massy. University of the Trees Press, POB 644, Boulder Creek, CA 95006, USA.	
1979 Jan Int Committee of the Silent Sports. Congress : The work of CISS. (held in connection with the 10th world winter games for the deaf). P : 70. C : 30-35. Federation Sportive des Sourds de France. 84 rue de Turenne. F- 75003 Paris.	Menbel (France) (YB n° A 1624)	1979 early Bangui (Central African Bureau or Educational Sciences/Association of Partially or Wholly French-Language Universities. Séminaire : La mission de l'université africaine face à l'impératif de l'éducation permanente. (YB n° B 0666/A 0156) BASE BP 14, Kisangani, Zaïre.	Emp.)
1979 Jan San Diego (Ca. USA) Int Federation of Beekeepers' Association. Beekeeping Technology and Economy Commission. Symposium : Paquets d'abeilles et reines, production et emploi. Apimondia. Corso Vitt Emanuele 101, I-00186 Rome.	(YB no A 1867)	1979 early Int Schools Association. Seminar : Environmental education. ISA. CP20. Palais Wilson. CH-1211 Geneva 14.	Moshi (Tanzania) (YB no 2430)
1979 Jan Southeast Asian Ministers of Education Organization/Regional Centre for Graduate Study and Research in Agriculture. Technical workshop : Post-harvest technology. P : inv. SEAMEO. Secretariat 920 Sukhumvit Road. Bangkok, Thailand.	Tambun (Indonesia) (YB no A 3257)	1979 early (Caribbean Reg) Int Océanographie Commission, Working Com mine e on Int Océanographie Data Exchange. Seminar/Workshop on ASFIS. IOC UNESCO. Place de Forney, F-75700 Paris.	(YB no A 1118)
1979 Jan (Cyprus) Int Council for Homeric Studies. Int symposium on Homer : Homer, the epics and the archaeological sites. P : 400. C : 8. Eleftherios Mamounas. coordinator, 8 Kanari St. Athens 134.	(YB no B 6175)	1979 1st quarter Port au Prince (Haiti) Group of Francophone Dentists' Associations/Association Dentaire Haïtienne. Journées scientifiques et culturelles. GADEF, 22 Avenue de Villiers. F-75017 Paris.	(YB no A 4513)
1979 Jan European Direct Marketing Association. EDMA Study trip to Paris region. EDMA, P.O. Box 41. CH-8128 Hinteregg, Zurich.	(France) (YB no A 563)	1979 1st half FAO. Intergovernmental Group on Hard Fibres. 14th session. Chief. Conference Programming Section, FAO, Via delle Terme di Caracalla. I-00100 Rome.	Rome (Italy) (YB n° A 0971)
1979 Jan International Conference on Atomic Spectroscopy. Or. G. Kirkbright Dept of Chemistry, Imperial College. London SW7 2AZ, UK.	(UK)	1979 Jan to Jul UN. Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples. UN, New York NY 10017, USA.	New York (USA) (YB no A 3375)

LE CENTRE DE CONGRES AUDITORIUM DE MONTE-CARLO A OUVERT SES PORTES SUR LA MER.



Deux éléments sont à la base de la réussite d'un congrès : le cadre et l'organisation.

Le Centre de Congrès Auditorium de Monte-Carlo est construit sur la Méditerranée, au cœur de la ville, dans le silence et le soleil.

Sa conception ultra-moderne permet une utilisation polyvalente (congrès, expositions, concerts symphoniques, enregistrements de disques, spectacles) avec une salle de 1200 places, un plateau de scène, des foyers (900 m²), des salles de commission, des bureaux de secrétariat... et un équipement d'avant-garde qui vient s'ajouter à ceux du Centre de Rencontres Internationales et du Hall du Centenaire. Quant à l'organisation de votre manifestation, la Direction du Tourisme et des Congrès la prend totalement en charge. A Monte-Carlo, capitale de l'accueil : des hôtels, dont la gamme allie la haute tradition à la modernité de grand style et dans lesquels des prix "spéciaux-congrès" sont consentis, un grand choix de restaurants et pour les loisirs : plages, piscines, voile, tennis, golf ; pour les amateurs d'animation nocturne, ses night-clubs et les galas du prestigieux Monte-Carlo Sporting Club ; la Côte d'Azur et la Riviera italienne. Monte-Carlo à la portée des capitales du monde, par air, chemin de fer et autoroute, toute l'année.

D'ailleurs, les responsables de congrès ne l'ont-ils pas choisi pour y tenir périodiquement leur réunion plénière ?

BON A DÉCOUPER

Pour tous renseignements complémentaires retourner ce bon de documentation avec votre carte de visite à :

Direction du Tourisme et des Congrès, 2A, bd des Moulins - MC. MONTE-CARLO
Tél. (93) 30.87.01/30.43.47 - Télex 469760 MC

Nom _____ Prénom _____

Coût de l'opération _____



1979 Feb 14-15 Brussels (Belgium)
Int Institute for Sugar Boal Research. Meeting. 42nd Winter congress: 1) Possibilities of improving the profitability of sugar boal production. 2) sugar boal varieties. P : 200.
(YB n° A 2132)
Mr Laurent Weickmans. *Secrétaire General. rue de la Science 10. B-1040 Brussels.*

1979 Feb 14-15 London (UK)
Royal Society. Meeting for discussion : The origin and early evolution of the galaxies.
(YBn° B 5634)
The Royal Society, G Carlton House Terrace. London, SW1 Y 5Ag. UK

1979 Feb 14-16 Philadelphia (Pa USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int solide state circuits conference.
(YB n° B 0621)
IEEE. Office of Technical Activities Board. 345 East 47th Street. New York, NY 10017.

1979 Feb 14-17 Tokyo (Japan)
Int Oceanographic Commission, Working Group for the Western Pacific. 4th CSK symposiums.
(YBn°A1118)
IOC UNESCO. Place de Fontenoy. F-75700 Paris.

1979 mid-Feb Kuala Lumpur (Malaysia)
ping Commonwealth. P : 30 inv.
(YB n° A 0369)
John Chadwick. Director, The Commonwealth Foundation, Marlborough House, Pall Mall. London SW1Y 5SH.

1979 Feb 15-18 Georgetown (Guyana)
Commonwealth Youth Programme. Meeting of the CVP Caribbean Advisory Board.
(YB B 2059)
c/o Commonwealth Secretariat, Marlborough House, Pall Mall London, SW1Y 5HX, UK

1979 Feb 15-19 New York (USA)
American Group Psychotherapy Association. Congress : Psychology. P : 1400. Ex.
Ms Marsha S Block. Executive Secretary. 1865 Broadway 12 th Floor, New York, NY 10023.

1979 Feb 16-17 Copenhagen (Denmark)
Chemicals and our environment. Nordic conference, p : 400.
VKI. Mr P SerjodK Hansen, Ager Alle II, DK-2970 Horsholm.

1979 Feb 18-20 Manila (Philippines)
Int Council of Women/National Commission on the role of Filpine Women/Civic Assembly of Women of the Philippines. Colloquim of experts : Inter-coordinated action in rural development. (YB no A 1763)
Int Council of Women. 13, rue Caumartin, F-75009 Paris.
Or: Civic Assembly of Women of the Philippines. c/o Mrs. J. Silvario. 1743 Taft Ave. Manila, Philippines.

1979 Feb 18-23 Tel Aviv (Israel)
Int conference of building constructors and promoters. P : 500.
Kenes. POB 16271, Tel Aviv.

1979 Feb 19-20 Japan)
Int Oceanographic Commission, Working Group for the Western Pacific. Workshop : To define priorities in the scientific program for WESTPAC.
(YB n° A 1118)
IOC UNESCO. Place de Fontenoy. F-75700 Paris.

1979 Feb 19-21 Los Angeles (Ca, USA)
Int Association for Hospital Security/Int Security Conference. Conference : Health-care, hospital, hospice, security. P : 75. C : 3.
(YB no B 4859)
IAHS. TO Box 3776. Merchandise Mart Station, Chicago IL 60654, USA.

1979 Feb 19-22 Manila (Philippines)
Int Federation of Consulting Engineers/Consulting Engineering Council of the Philippines. Seminar : The role of the consulting engineer in developing projects and the transfer of technology to developing countries. (YB n° A 1896)
nDKC 9. Caret van Bylandtlaan 2596 HP. The Hague. Netherlands.

1979 Feb 19-23 Asilomar (Ca, USA)
20th Conference on Experimental nuclear magnetic resonance spectroscopy.
Prof. K.L. Williamson. D ept of Chemistry, Mt Holyoke College, South Hadley, MA 01075 USA.

1979 Feb 19-21 Wetsward Look (Tue. USA)
Int Association of Hospital Central Service Management. Educational conference-Central service management seminar.
(YB no B 0584)
IAHCSM, 1340 North Astor Street, suite 2608. Chicago. IL 60610. USA.

1979 Feb 19-Mar 10 Peradeniya and Colombo (Sri Lanka)
FAO, Seminar on dairy development ant) related manpower training. (YB n° A 0971)
Chief. Conference Programming Section. FAO. Via delle Terme di Caracalla. I-00100 Rome.

1979 Feb 20-23 Rome (Italy)
FAO, Int Board for Plant Genetic Resources, 6th session. (Y8 no A 0971)
Chief. Conference Programming Section. FAO. Via delle Terme di Caracalla. I-00100 Rome.

1979 Feb 20-25 Lisbon (Portugal)
1st Seminar on tourist marketing of the Mediterranean and Latin American countries.
FIL, Praça das Industrias. Lisboa 3. Portugal.

1879 Feb 19-23 Berlin (West)
Int congress : - Vitamin D Workshop . P : 350.
Priv. Doz. Dr K Schaefer, do Med. Abteilung des St Joseph Krankenhauses, Baumerplan 24, 1000 Berlin 42.

1979 Feb 19-23 Geneva, (Switzerland)
UN Economic Commission for Europe. Meeting on general energy problems.
(YB n° B 4176)
Palais des Nations. CH-1211 Geneva JO.

1979 Feb 19-24 Minneapolis (MN, USA)
American Camping Association. Int convention.
1979 Convention, ACA. Bradford Woods, Martinsville, IN 46151, USA.

1979 Feb 19-24 (Venezuela)
Int Organization for Standard nation. Meeting.
(YB n° A 2314)
ISO, 1 rug Varembe, CP 56. CH-1211 Genève 20. Switzerland.

1979 Feb 20-Mar 29 New York (USA)
UN ECOSOC. Commission (or Social Development. 26th session.
(YB no B 3377)
UN ECOSOC, New York NY 10017, USA.

1979 Feb 20-May 31 Panama
(Panama)
Interamericane Cooperative Institute. Coop. Courses : Social problems. P: 70. C: 10.
(YB no A 4385)
I.C.I. Apartado - T. Zone 9A, Panama, Panama.

1979 Feb 21-22 London (UK)
Royal Society. Meeting for discussion : Influenza. P : 300.
(YB no B 5634)
6 Canton House Terrace. London SW1Y 5Ag. UK.

1979 Feb 21-23 Lisbon (Portugal)
European Car Rental Association. 15th Assembly, p : 300.
ARAC- Assoc. dos Industriais de Aluguer do Automoveism condutor, R Dr Antonio Candido B-1°, Lisbon 1.

1979 Feb 21-24 Banff (Canada)
Arctic Institute of North America. Symposium : Hypoxia problems in the acquisition and use of oxygen. P : 250. C : 5.
(YB No B 4418)
Dr. Charles S. Houston, Chairman. Hypoxia Symposium. Arctic Institute of North America. University Library Tower. 2920 - 24 Avenue N W Calgary, Alberta, Canada T2N 1N4.

1979 Feb 21-24 Japan)
Int Oceanographic Commission. Working Group for the Western Pacific. 1st Session - (WESTPAC-1).
(YB no B 5634)
IOC. UNESCO. Place do Fonenoy, F-75700 Paris

1979 Feb 22-23 Rotterdam (Netherlands)
Netherlands Organization for Applied Scientific Research. 12th TNO conference - Int

tunities and limitations,
Information Dept TNO. POB 297, NL-2501 BD The Hague.

1979 Feb 22-24 Brussels (Belgium)
North Atlantic Assembly. Study session of the int secretariat open to members Of the
Place du Petit Sablon 3, B-1000 Brussels.
(YB A 3004)

1979 Feb 22-28 Manila (Philippines)
Int Council of Women/National Commission on the role of Filipino Women/Civic Assembly of Women of the Philippines. Seminar : Leadership training for rural women in socio-economic development.
(YB n° A 1763)
ICW, 13 rue Caumartin. F-75009 Paris Or: Civic Assembly of Women of the Philippines. c/O Mrs. J. Silvario. 1743 Taft Ave. Manila, Philippines.

1979 Feb 23 Koenigssee (Germany, Fed Rep)
Int Bobsleighing and Tobogganing Federation. Congress.
(YB n° A 1401)
c/o FIL. A-8786, Rottenmann 20. Austria.

1979 Feb 23-24 Louvain la Neuve (Belgium)
Int Federation of Catholic Universities. European rectors meeting.
(YB n° A 1876)
REUL. Halles Universitaires, UCL. B-1348 Louvain-la-Neuve.

1979 Feb 24 Banff (Canada)
Arctic Institute of North America, Session : Man at altitude. P : 250. C : 5.
(YB n° B 4418)
Or. Charles S. Houston. Chairman. Hypoxia Symposium. Arctic Institute of North America. University Library Tower, 2920- 24 Avenue N W, Calgary, Alberta, Canada T2N 1N4.

1979 Feb 24-26 Mons (Belgium)
Association Belge pour la Lecture. Symposium sur l'apprentissage et la pratique de la lecture dans les pays francophones.
Faculté des Sciences Psycho-Pédagogiques. Prof Burion. Université de l'Etat à Mons, place du Parc 18. B- 7000 Mons.

1979 Feb 24-Mar 3 Davos (Switzerland)
Freier Verband Deutscher Zahnärzte/European Union of Dentists. Postuniversities studies. P : 1000. C : 3. Ex. (YB no S 2125)
Stiftung Zahnärztlicher Fortbildungskongress Davos (ZFD) Der Betriebsführer, Rheinallee 55, 0-5300 Born 2, Germany: Fed Rep.

1979 Feb 25-Mar 3 Miami (Fla USA)
Pan American Association of Ophthalmology. Congress. P : 1000. C : 24. Ex.
(YB no A 3048)
Donald H Nicholson. MD. Bascom Palmer Eye Institute. POB 875, Biscayne Annex. Miami, Fla 33152. USA.

1979 Feb 25-Mar 4 Tel Aviv (Israel)
Int symposium on psoriasis-arthritis therapy. P : 200.
Int Psoriasis Treatment Centre. Dead ses. Israël.

1979 Feb 26-28 (Philippines)
United Nations University/Nutrition Center of the Philippines World Hunger Programme. University of Hawaii at Manoa / Federation of Asian Nutrition Societies
24. C : 6 (YB no B 2488/A 0095)
UN University, Nutrition Center of the Philippines World Hunger Programme, Southsuperhighway, Makati, Metro Manila. P-3116.

1979 Feb 26-Mar 2 Beaufort (No. USA)
Int Council for the Exploration of the Sea. Symposium/Workshop : Monitoring of biological effects of pollution in the sea. (YB n° A 1732)
Gen Sect., Charlottenlund Slot. 2920 Charlottenlund, Denmark. Or : Dr. A. D. McIntyre. Marine Laboratory, PO Box 101. Victoria Road. Aberdeen AB9 8DB UK.

1979 Feb 28-Mar 2 Geneva (Switzerland)
UN Conference on Trade and Development. 12th Session : Joint Advisory Group on the Int Trade Centre UNCTAD/GATT. (YB n° B 3381)
Palais des Nations, Ch.1211. Geneva 10.

1979 Feb 26-Mar 2 Melbourne (Australia)
Australian Association of Speech and Hearing. Convention 1979 (Celebrating 50 years of speech therapy in Australia). P : 400.
Mrs KJ Tarant. Convention Convenor. Australian Association of Speech and Hearing. Speech Therapy Dept. Prince Henry's Hospital, St Kilda Road. Melbourne, Vic 3004.

1979 Feb 26-Mar 2 New York (USA)
UN ECOSOC. Committee on Non-Governmental Organizations. (YB no B 3377)
UN ECOSOC. New York NY 10017. USA.

1979 Feb 26-Mar 2 Rhode Saint Genese (Belgium)
Von Karman Institute for Fluid Dynamics. Lecture series: Data acquisition systems and data analysis in fluid dynamics. P : 50. (YB no B 3420)
Chaussée de Waterloo 72. B-1640 Rhode-Saint-Genese. Belgium.

1979 Feb 26-Mar 3 Mexico (Mexico)
Intergovernmental Oceanographic Commission. Executive Council, 11th session. (YB no A 1118)
C/o Unesco, Place de Fontenay. F-75700 Paris.

1979 Feb 26-Mar 3 Nijmegen (Netherlands)
Akademie voor Edukatieve Arbeid - de Kopsse Hof - Nijmegen/Int Amateur Theatre Association. Conference : Different methods in drama therapy. P : 80. C : 12-15. (YB no A 1162)
AITA/IATA, Herengracht 16G-168. Amsterdam, Netherlands.

1979 Feb 26 - Mar 9 Geneva (Switzerland)
UN Conference on Trade and Development. Intergovernmental preparatory group on a convention on int multimodal transport. 6th Session. (YB no B 3381)
Palais des Nations, CH-1211, Genève 10.

1979 Feb 26-Mar 16 New York (USA)
UN Int Civil Service Commission. (YB no A 3379)
UN, New York NY 10017, USA.

1979 Feb 26-Mar 30 Montreal (Canada)
Int Civil Aviation Organization. Council 96th session. (YB no A 1505)
ICAO, Int Aviation Square, 1000 Sherbrooke St W. Montreal PO H3A 2R2. Canada.

1979 Feb 27-28 Macclesfield (UK)
European Society of Cardiology. Meeting : Cardiac embryology. P : 70 inv. (YB no A 0859)
Prof P Harris, Cardiothoracic Institute, 2 Beaumont Street. London W1N 2DX, UK.

1979 Feb 27-Mar 5 Rangoon (Burma)
World Meteorological Organization/UN Economic and Social Commission for Asia and the Pacific. 6th Session of panel on tropical cyclones : Review of progress in cyclone carnage mitigation and preparation of future work programme. (YB n° A 3556/B 4177)
WMO, Case postale No. 5, CH-1211. Geneva 20.

1979 Feb 28 London (UK)
Society of Chemical Industry. Food Group with I.F.S.T. Symposium: Education. (YB no B 0821)
14 Belgrave Sq., London SW1X 8P's, UK.

1979 Feb 28-Mar 2 Munich (Germany, Fed Rep)
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar : The changing environment (or pharmaceutical marketing. P: 100-150. C: 18-30. (YB no A 0853)
ESOMAR Central secretariat, Piasdruisstraat 15. 1016 08 Amsterdam, Netherlands.

1979 Feb 28-Mar 2 Zurich (Switzerland)
Int symposium on reconstruction and extension of hydro-electric power plants. Swiss Association for Water Economy, Rutistrasse 3A, CH-5401 Baden, Switzerland.

1979 Feb 28-Mar 4 San Francisco (Ca, USA)
Association for Children with Learning Disabilities. 16e Conference.
Benny W Bader. Chairperson, Int Affairs Committee. ACLD Inc., 4156 Library Road. Pittsburgh. Pa 15234. USA.

1979 Feb 28-Mar 11 Brussels (Belgium)
Int Association of Students in Business and Economics. Congress. P : 300. C : 50-56. (YB no A 1349)
AIESEC Belgium, avenue Adolphe Buyt, 123, B-1050 Brussels.

1979 Feb (3 days) Rabat (Morocco)
UNECA. Executive Committee. (YB no B 4174)
ECA. PO Box 3001. Addis Ababa. Ethiopia

1979 Feb Arusha (Tanzania)
Commonwealth Secretariat /Commonwealth Regional Health Secretariat for East Central and Southern Africa Meeting : Chief Officers of Commonwealth regional health secretariats. (YB no A 0376/B 4701)
c/o Commonwealth Secretariat, Marlborough House, Pall Mall, London SW1Y 5HX UK.

1979 Feb Atlanta (Ga USA)
American Academy of Forensic Sciences. Annual meeting.
Executive Secretary, AAFS. Rockwall Bldg. 11400 Rockville Pike Rockville, Md 20852 USA.

1979 Feb Bangkok (Thailand)
ESCAP. Seminar on the management of urban settlements. P: 50. (YB no B 4177)
Industry, Housing and Technology. ESCAP. Rajdamnoen Nok Ave. Bangkok 2. Thailand.

1979 Feb Christchurch (New Zealand)
Int symposium on reproduction in flowering plants.
E J Godley, Botany Division. Dept of Scientific and Ind. Research, Private Bag. Christchurch.

1979 Feb Costa Rica (Costa Rica)
FAO/SIDA. Workshop on Organic Materials as Fertilizers. (YB no A 0971)
Chief, Conference Programming Section, FAO, Via delle Terme di Caracalla. I-00100

1979 Feb London (UK)
Institution of Environmental Sciences/Royal Town Planning Institute, Conference Urban Planning and Ecology. P : 100. C : 6. (YB no B 4007)
Secretariat IES. 14 Princes Gate, Hyde Park. London SW7. UK.

1979 Feb Manila (Philippines)
1st Multi-sectoral world tobacco congress. P : 3000.
Mr Bernado C Vargas, Chief Information Officer. Philippine Tobacco Administration c/o Philippine Convention Bureau, POB 3451, Manila.

1979 Feb Marcinelle (Belgium)
Inter-University European Institute on Social Welfare/European Regional Clearing House for Community Work. Session : Postgraduate work in the social community. P : 25. C : 5. (YB no A 4410)
ERCHOW, rue du Débarcadère. 179, B-2001. Marcinelle. Belgique.

1979 Feb Papua (New Guinea)
Commonwealth Secretariat/Regional workshop on low-cost science teaching equipment. (YB no A 0376)
c/o Commonwealth Secretariat Marlborough House, Pall Mall. London SW1Y 5HX, UK.

1979 Feb Phoenix (Ariz, USA)
Int Slurry Seal Association. Meeting. P : 250. (YB no B 3154)
Wit Hoff, Drawer F. St Louis, Mo 63044, USA.

1979 Feb Wellington (New Zealand)
National Youth Council of New Zealand/World Assembly of Youth. Sub-regional conference with int participation. P : 50. C : 25. (YB no A 3456)
National Youth Council of New Zealand. POB 9615. Courtenay Parnace. Wellington.

1979 Feb Zurich (Switzerland)
Int Union of Geological Sciences. Symposium : Geodynamics problems outlook to the 80's. (YB no A 2723)
R Trumpy. Geologisches Institut-ETH Zentum, CH-8092 Zurich.

1979 Feb (Thailand)
Southeast Asian Ministers of Education Organization/Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture. Workshop Agribusiness development. P: inv. (YB no A 3257)
SEAMED, Secretariat. 920 Sukhumvit Road. Bangkok. Thailand.

1979 Feb (Netherlands)
Int Badminton Federation. Meeting of Council and Standing Committees : Subjects of day to day administration of the game and preparation of the A.G.M. P : 20. (YB no A 0135)
General Secretary. 7 Hartlebury Way, Charlton Kings. Cheltenham. Glos. GL 52 6YB UK.

1979 Feb Commonwealth Secretariat/Seminar/workshop : Project management for government policymakers in Asia. (YB no A 0376)
c/o Commonwealth Secretariat, Marlborough House, Pall Mall. London SW1Y 5HX, UK.

1979 Feb (1 week) Rabat (Morocco)
UN ECA. Conference of Ministers. 40th session. (YB no B 4174)
ECA. PO Box 3001, Addis Ababa. Ethiopia.

1979 Feb (end) Dublin (Ireland)
Int Association of Professional Congress Organizers. General assembly and workshop. P: 30. (YB no A 1330)
IAPCO, 1 rue aux Laines. B-1000 Brussels.

1979 Feb-Mar Geneva (Switzerland)
United Nations Development Programme. Inter-Agency Consultative Board. 24th session. (YB no B 3332)
UNDP, Palais des Nations. CH 1211 Geneva 10, Switzerland.

1979 early (West Africa)
UNESCO. Division of Marine Science. Workshop: Coastal oceanography and nearshore ecology. (YB no A 3383)
c/o Intergovernmental Oceanographic Cmsn., UNESCO, Place de Fontenay, F-75700 Paris.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

30th year



(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

30e année

vol. XXX

1978

Index of articles

Editorial par/by Robert Fenaux

Philosophie et morale des associations, No. 1, 6.
Associations et congrès en Turquie.
-Organizations and congresses in Turkey, No. 2, 62.
France 1978 : Associations et Congrès, No. 3, 118.
Société historique et utopie, No. 4, 190.
Le fait ONG et le système ONU, No. 5, 246.
Un forum mondial des associations (OING), No. 6-7, 300.
Au plaisir d'un monde librement organisé en associations.
No. 8-9, 358.
De l'international au transnational, No. 10, 414.
La solidarité librement organisée, No. 11, 469.
A trente ans de Paris, No. 12, 526.

General studies and studies on transnational organization and movements/Etudes générales et études sur l'organisation et les mouvements transnationaux.

NGO Organisations for action, by Ambassador Olle Dahlen, No. 1, 8.
Le CLOING :
- Le Comité de liaison des OING établies en France, par Marcel Merle, No. 3, 128.
- Réflexions et propositions, par Claude-Laurent Genty, No. 3, 130.
- L'hommage de l'UAI au CLOING : une grande tradition française d'Associations, No. 3, 131.
L'AIPLF :
- L'AIPLF a célébré avec éclat son Xème anniversaire, No. 3, 137.
- Le message du Président Giscard d'Estaing, No. 3, 138.
- La Pléiade : un ordre de la Francophonie et du dialogue des cultures, par Charles Hérou, No. 3, 138.
Associations et congrès en France :
- France congrès et les rencontres internationales, par R. Costa de Beauregard, No. 3, 141.
- Pour un espace francophone des congrès, par Martial Monbeig-Andrieu, No. 3, 143.
Villes et services de Congrès, No. 3, 144/162.
L'Exposition, pôle d'attraction et aide financière à l'organisation d'un congrès, par Jean-Louis Deshors, No. 3, 163.
The travel agency, congresses, special interest groups, par J.F. Ulmer, No. 3, 165.

Index des articles

The transnational family of associations (INGOs) and the new world order, by Robert Fenaux, No. 4, 192.
Facilitating the networking processes of a transnational university using computer conferencing, No. 4, 205.
On facilitating networks for social change, by Peter and Trudy Johnson-Lenz, No. 4, 215.
L'UAI, Institut consultant, No. 4, 219.
A lesson in organization from building design, No. 5, 248.
From systems-versus-networks to tensegrity organization, No. 5, 258.
A congress that dared the unthinkable, No. 5, 266.
Emergence of integrative processes in a self-reflective assembly, No. 5, 271.
Un Européen sur deux cotise à une association, No. 8-9, 391.
News from organizations - Vie des associations, No. 8-9, 392.
The interstate world and the transnational one, by F.A. Casadio, No. 10, 416.
Tensed Networks : Balancing & focusing network dynamics in response to networking diseases, by A.J.N. Judge, No. 11, 480.
Networking Diseases, by A.J.N. Judge, No. 11, 486.
Why systems fail and problems sprout anew : book review, No. 11, 491.
Networks in public administration, by John Friend & Peter Soink, No. 11, 500.
Hommage au Père Pire : Développement et rôle des organisations non gouvernementales par René Dumont No. 12, p. 528 - A contribution to the dialogue of civilisations by Sean Mac Bride, No. 12, 530.
Vers l'universalité des organisations internationales non-gouvernementales par Vladimir Hercik, No. 12, 532.
Law related INGO's by Charles S. Rhyne, No. 12, 539.
Interrelating viewpoints in complex meetings by A. Judge with David Norton Smith, No. 12, 542.

Evénements - dossiers

Les problèmes de la documentation dans la société contemporaine :
I : Un centre de documentation internationale, No. 1, 15.
II : Les politiques de la documentation, de l'information et de la communication mondiales, par F.A. Casadio, No. 1, 16.
III : La documentation et la société transnationale, par Robert Fenaux, No. 1, 18.

IV : La documentation internationale dans les bibliothèques spécialisées, par José Leymarie, No. 1, 21.

Activities of the NGO-Liaison Committee: 1977, by Thorn Kerstiens, No. 4, 202.

10 ans après... à propos de la résolution Ecosoc 1296 (XLIV) de 1968, No. 6-7, 302.

Le rapport du Comité des ONG à l'Ecosoc :

- L'examen des rapports quadriennaux, No. 6-7, 306.
- Review of quadriennial reports, No. 6-7, 307.

Les ONG au service de l'Enfance, par J. Moerman, No. 6-7, 309.

- Résolution adoptée par l'Assemblée générale " Année internationale de l'Enfant ", No. 6-7, 314.

Le dossier Unesco-ONG.- L'Unesco des peuples :

- Le plan de travail du Comité permanent des ONG (Unesco) en 1977/79, par Georges Malempré, No. 6-7, 315.
- L'allocation de M. Amadou-Mahtar M'Bow, No. 6-7, 320.

Le dossier ONG-CEE :

- La quatrième assemblée des représentants de la coopération au développement, avec les services de la commission, No. 6-7, 326.
- Les résultats de l'assemblée 1978, No. 6-7, 327.
- Rapport d'activité du comité de liaison pour 1977 (extraits), No. 6-7, 329.

NGOs in the field of disarmament, by Homer A. Jack, No. 6-7, p. 330.

The unmentionable weapons, No. 6-7, 336.

L'apartheid et les ONG, No. 6-7, 337.

Your conference at risk, by Peter West, No. 6-7, 339.

Forum mondial 1980 - World Forum 1980, No. 8-9, 360.

The UN-NGO dossier: The rights and duties of consultative status, No. 8-9, 365. N° 12, 556.

The Role of NGOs in promoting IYC, by Estafania Aldaba-Lim, No. 8-9, 374.

L'année Henry Dunant - Croix-Rouge 78, No. 8-9, 377.

NGO/UN interaction in Sahelian disaster relief, by Barbara J. Brown, No. 8-9, 381.

Rapport d'activités du secrétaire général (1978) du CLOING (France), No. 8-9, 383.

Les OING à Strasbourg, No. 8-9, 386.

Les associations philanthropiques :

- L'éthique de la philanthropie moderne, par Paul Chaudet, No. 10, 419.
- La recherche d'une langue commune de la philanthropie, par Fritz Hondius, No. 10, 425.

Inter-organizational networking, by David Horton Smith with A.J.N. Judge, No. 10, 429.

Assessing the impact of international associations, by A.J.N. Judge, No. 10, 435.

La nouvelle procédure du consensus, par Amadou-Mahtar M'Bow, No. 10, 441.

Liaison committees of national professions in the EEC, by Louis H. Orzack, No. 10, 446.

UN-NGO dossier/dossier ONU-ONG: L'intervention de la CIJ, No. 11, 497.

Les ONG de la francophonie :

- l'assemblée de l'AIPLF à Libreville, No. 11, 505.

Forum mondial 1980 - World Forum 1980, No. 11, 507.

The INGO category by Frederick Elkin, no 12, 553.

NGO Portraits/Portraits d'ONG

La Fédération Internationale des Résistants (FIR), par Henryk Korotynski, No. 4, 200.

La Fondation Claude Nicolas Ledoux, No. 4, 204.

Le Conseil International des Femmes (CIF), par Maryvonne Stéphan, No. 6-7, 303.

Les OING du droit légal INGOs:

- L'Union Internationale des Avocats, par Lucien Janson, No. 11, 473.
- The Inter-American Bar Association, by John O Dahlgren, No. 11, 475.
- L'Institut International de droit d'expression française No. 11, 477.
- La Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, No. 11, 478.
- Fédération Internationales des Professeurs de Français No. 12, 549.

NGO Meetings/Réunions d'ONG

Le Comité de Liaison des OING établies en France, par Claude-Laurent Genty, No. 1, 27.

Les OING à Paris :

- Le comité de liaison des OING établies en France, par Claude-Laurent Genty, No. 1, 27.
- Annexe: l'objet du CLOING. composition du bureau, No. 1, 28.

Les OING à Strasbourg :

- La commission de liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe, par Claude-Laurent Genty, No. 1, 29.
- Annexe I : Mémoire sur la volonté des ONG de participer davantage aux travaux du Conseil de l'Europe et sur les moyens nécessaires à cette participation, No. 1, 33.
- Annexe II : Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, No. 1, 33.

Les OING en Europe ;

- L'Europe des peuples et le devenir des institutions de l'Europe, par Claude-Laurent Genty, No. 1, 34.

Troisième rencontre de centres OING: (FIIG-Genève; FAIB-Bruxelles; CLOING-Paris). No. 8-9, 369.

Numéros spéciaux/Special issues : Turquie

Message de S.E.M. Ihsan Sabri Caglayangil, No. 2, 66.

Message from H.E. Mr Ihsan Sabri Caglayangil, No. 2, 67.

International associations and organizations in Turkey/Associations et organisations internationales en Turquie:

- Les OING et la coopération associative en Turquie républicaine, par Bedrettin Tuncel, No. 2, 68.
- NGOs and Unesco, by Bedrettin Tuncel, No. 2, 78.
- L'UNDRO et les OING, par Faruk N. Berkol, No. 2, 80.
- The role of the non-governmental organizations within the United Nations system, by Ytter Turkmen, No. 2, 81.

- CENTO and its collaboration with Non-profit-Making organizations, by H.E. Mr. Umit Haluk Bayulken. No. 2, 83.
- Quelques réflexions sur les relations tripartites entre OINGs, le Conseil de l'Europe et la Turquie, par Turgut Coratekin. No. 2, 87.
- Tourisme et Congrès en Turquie/Tourism and Congresses in Turkey.
- Le passé, le présent, le futur du tourisme Turc, par Mukadder Sezgin. No. 2, 88.
- La Turquie des quatre saisons, par Nevin Menemencioglu. No. 2, 97.
- L'évolution du tourisme en Turquie, par Celik Gulersoy. No. 2, 100.
- Quelques renseignements pratiques. No. 2, 102.

France

- Le message de la France, par M. de Guiringaud. No. 3, 121.
- La pensée associative du Président Giscard d'Estaing. No. 3, 122.
- La France pays de congrès, par M. Jacques Médecin. No. 3, 123.
- Message de M. Olivier Stirn. No. 3, 127.

UAI Affairs/Nouvelles de l'UAI

- UAI active members/Membres actifs de l'UAI. No. 1, 40.
- Membres de soutien de l'UAI/UIA supporting members. No. 1, 44.
- L'UAI, Institut consultant. No. 4, 219.

Regular Features/Chroniques

- Supplement to the International Congress Calendar, 18th edition : No. 1, 51 ; No. 2, 108; No. 3, 175; No. 4, 227; No. 5, 286; No. 6-7, 341; No. 8-9, 397; No. 10, 457; No. 11, 513; No. 12, 563.
- Congressalia : No. 2, 105; No. 3, 167; No. 8-9, 394; No. 10, 451; No. 11, 509;
- Supplement to the Yearbook of International Organizations/Suppléments à l'Annuaire des organisations internationales :
- 7th supplement to the 16th edition : No. 1, 45; 8th supplement to the 16th edition, 1977. No. 4, 221; 9th Supplement to the 16th edition. No. 5, 281.
- 1st supplement to the 17th edition No. 12, 559.
- IAPCO News. No. 5, 283; IAPCO News. No. 10, 455.
- Bibliography/Bibliographie : No. 6-7, 337.

Author's Index

- Aldaba-Lim Estafania. No. 8-9, 374.
- Bayulken Umit Haluk. No. 2, 83.
- Berkol Faruk. No. 2, 80.
- Brown Barbara J. No. 8-9, 381.
- Caglayangil Ihsan Sabri. No. 2, 66-67.
- Casadio Alberto F. No. 1, 16; No. 10, 416.
- Chaudet Paul. No. 10, 419.
- Choratekin Turgut. No. 2, 87.
- Costa de Beauregard R. No. 3, 141.
- Dahlen Oile. No. 1, 8.
- Dahlgren John O. No. 1, 8; No. 11, 475.
- de Guiringaud Louis. No. 3, 121.
- Deshons Jean-Louis. No. 3, 163.
- Dumont René. No. 12, 528.
- Elkin Frederick. No. 12, 553.
- Fenau Robert. No. 1, 18. No. 2, 62. No. 3, 118. No. 4, 190.
- No. 5, 246. No. 6-7, 300. No. 8-9, 358. No. 10, 414. No. 11, 469. No. 12, 526.
- Friend John. No. 11, 500.
- Genty Claude-Laurent. No. 1, 27-29; No. 1, 34; No. 3, 130.
- Giscard d'Estaing Valéry. No. 3, 122; No. 3, 138.
- Gulersoy Celik. No. 2, 100.
- Hélou Charles. No. 3, 138.
- Hercik Vladimir. No. 12, 532.
- Hondius Fritz. No. 10, 425.
- Jack Homer A. No. 6-7, 330.
- Janson Lucien. No. 11, 473.
- Johnson-Lenz Peter and Trudy. No. 4, 215.
- Judge A.J.N. No. 10, 429; No. 10, 435; No. 11, 480; No. 11, 486. No. 12, 542.
- Kerstiens Thom. No. 4, 202.
- Korotynski Henryk. No. 4, 200.
- Leymarie José. No. 1, 21.
- Mac Bride Sean. No. 12, 530.
- Malempre Georges. No. 6-7, 315.
- M'Bow Amadou-Mahtar. No. 6-7, 320; No. 10, 441.
- Médecin Jacques. No. 3, 123.
- Menemencioglu Nevin. No. 2, 97.
- Merle Marcel. No. 3, 128.
- Moerman Joseph. No. 6-7, 309.
- Monbeig-Andrieu Martial. No. 3, 143.
- Orzack Louis, H. No. 10, 446.
- Rhyne Charles S. No. 12, 539.
- Sezgin Mukadder. No. 2, 88.
- Smith David Norton. No. 10, 429. No. 12, 542.
- Spink Peter. No. 11, 500.
- Stephan Maryvonne. No. 6-7, 303.
- Stirn Olivier. No. 3, 127.
- Tuncel Bedrettin. No. 2, 68; No. 2, 78.
- Turkmen Ytter. No. 2, 81.
- Ulmer J.F. No. 3, 165.
- West Peter. No. 6-7, 339.

vol. XXX 1978

Index of Advertisers

COMPAGNIES DE TRANSPORT AERIEN ET
FERROVIAIRES/AIRLINES AND RAILWAY COMPANIES

AIR FRANCE: 3rd cover of January, 114, 4th cover of April,
4th cover of May, 353.410, 4th cover n°11,564,
SABENA: ... 4. 58, 182, 186, 241, 297, 410, 465, 512,
S.A.S. : 4th cover of January, 4th cover of February, 168, 3rd
cover of May, 4th cover of June-July, 2nd cover of
August-September, 3rd cover of October. 4th cover of
December, 3th cover of November, 4th cover December
SCNF... 176
TEN ... 2nd cover of April.
UTA ... 2nd cover of February, 2nd cover of October.

HOTELS & RESTAURANTS

HOTEL INTERCONTINENTAL IVORY COAST, Abidjan ... 2, 3rd
cover of February, 180, 185, 244, 2nd cover of June-July, 3rd
cover of August-September, 409, 466
HOTEL MERIDIEN, Paris ... 2nd cover of March, 113, 148.
HOTEL PLM ST. JACQUES, Paris ... 56.
HOTEL PRESIDENT, Yamoussoukro ... 111, 405.
TRIANON-PALACE-HOTEL, Versailles ... 52, 110, 177, 231,
295.
CENTRE HOTELS, Paris ... 109, 178.
GRAND HOTEL, Paris ... 142.
UTH INTERNATIONAL HOTELS. Paris ... 179, 4th cover of
March, 233, 289, 351, 463, 515.

BANQUES ET INDUSTRIES/BANK AND INDUSTRIES

PHILIPS, Paris ... 3rd cover of March.
SOCIETE GENERALE DE BANQUE ... 1, 166, 242, 354, No 12.

Index des Annonceurs

ORGANISATEURS, PALAIS ET SERVICES
DE CONGRES/CONGRES ORGANIZERS,
CENTRES AND SERVICES, DIVERS.
OFFICES DE TOURISME/
TOURIST OFFICES

ARGUS DU LIVRE, Paris ... 284.
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES FRANCO-
PHONES DE CONGRES, Paris ... 174.
BARBICAN CENTRE, London ... 456.
BORDEAUX CONGRES ... 150.
CANNES, VILLE DES FESTIVALS ET CONGRES ... 151
CENTRE INTERNATIONAL DES CONGRES D'AVIGNON 149
CENTRE DE CONGRES DE MONTE CARLO ... 464, 520 569
COMITE PARISIEN DES CONGRES ... 147, 226, 285.
DEAUVILLE, VILLE DE CONGRES ... 152.
DIRECTION DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONACO
... 157.
INCOM-ACTUALITES, Puteaux ... 153, 403, 517.
LONDON CONVENTION BUREAU ... 112, 183, 459.
OFFICE DE TOURISME DE METZ ... 156.
PALAIS DES CONGRES DE LIEGE ... 57, 188, 3rd cover of
June-July, 412, 3rd cover December.
PALAIS DES CONGRES DE NANCY ... 158.
PALAIS DES CONGRES DE STRASBOURG ... 161.
PROMOLYON ... 154, 155, 2nd cover November.
PROMO-SER ... 172, 461, 567.
RADIO-ACTIS ... 172.
SOCFI... 170.
VICHY, VILLE DE CONGRES ... 162.
VILLE DE NICE ... 50. 159-160, 3rd cover of April, 2nd cover of
May, 340, 396, 512.
VOYAGES CONSEIL, Paris ... 450, 468.

Index of page numbers

No.	Month	Pages	Mois
1	January	1- 56	janvier
2	February	57-112	février
3	March	113-184	mars
4	April	185-240	avril
5	May	241-296	mai
6-7	June/July	297-352	juin/juillet
8-9	August/September	353-408	août/septembre
10	October	409-464	octobre
11	November	465-518	novembre
12	December	519-576	décembre

Index de pagination